

Université de Montréal

**L'alliance de travail au sein d'une mesure de surveillance de longue durée: la
collaboration malgré le contrôle.**

Par
Émilie Caillé

École de criminologie de l'Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Rapport de stage présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du
grade de maîtrise en criminologie option stage et intervention

24 septembre 2018
© Émilie Caillé, 2018

RÉSUMÉ

La littérature regorge d'études s'étant intéressées à l'alliance au sein d'un processus thérapeutique, notamment en raison de son impact favorable recensé sur l'issue d'un traitement. Les mêmes constats ont également été observés en ce qui a trait à l'intervention destinée à une population contrevenante, affichant entre autres des répercussions positives sur la récidive et le respect des conditions légales.

En contexte de supervision en collectivité, l'intervenant a le double mandat de réinsertion sociale et de protection de la société, devant ainsi adopter un rôle aidant dans position d'autorité. L'arrivée d'une justice actuarielle a réformé le système pénal et semble avoir donné lieu à une perspective managériale orientée davantage sur le contrôle et la «neutralisation» des personnes contrevenantes que sur leur réforme, le rôle thérapeutique de l'agent de surveillance étant peu à peu dénaturé et mis de côté.

Ce rapport de stage s'intéresse plus particulièrement à l'alliance de travail et à sa mise en place lors d'une mesure de surveillance de longue durée où de nombreuses dispositions de contrôle sont présentes. Pour ce faire, nous avons effectué un stage d'une durée de 80 jours au bureau SCC Maisonneuve en tant qu'agente de libération conditionnelle. De plus, nous avons conduit des entretiens semi-dirigés auprès de deux duos composés d'une agente de libération conditionnelle ainsi que d'une personne contrevenante prenant part à un suivi d'une durée significative. Cette analyse a permis de constater qu'il est possible de développer une alliance de travail en contexte coercitif, et ce, en dépit de la complexité du profil du justiciable. Les éléments facilitant la mise en place de cette relation identifiés par les participants à l'étude ont également été mis de l'avant. D'autre part, nous avons pu observer que l'encadrement offert par la mesure vient créer d'autres besoins chez certains types de personnalité, suscitant plusieurs craintes lorsque le mandat arrive à échéance. Enfin, compte tenu des bienfaits d'une telle alliance relevés dans la présente étude, nous avons émis certaines recommandations découlant des constats observés.

Mots-clés: *Alliance, alliance de travail, relation, double rôle, supervision en communauté, surveillance longue durée, réinsertion sociale, délinquance*

ABSTRACT

The scientific literature is full of studies focusing on the alliance within a therapeutic process, mostly because of its positive impact on the outcomes of a treatment. The same findings have been found on an offending population, which had shown a positive impact on recidivism and on compliance to legal conditions.

In the context of community supervision, the officer has a dual role of social reintegration and public protection, where he has to adopt a helping role in a position of authority. The arrival of an actuarial justice has reformed the penal system and a managerial perspective oriented on control had seems to rise, focusing more on the neutralization of offender than on their reform, the therapeutic role of the agent being gradually put aside.

This internship report has focuses on the working alliance and its implementation during a long-term supervision measure where numerous controls are present. Furthermore, we did an 80 days internship at the SCC Maisonneuve office as a parole officer. We conducted semi-structured interviews with two duos composed of a parole officer and an offender with a long-term follow-up. This analysis has shown that it is possible to establish a working alliance in a coercive context, despite the complexity of the offender's profile. The elements facilitating the development of this relationship, according to the participants, were put forward. Moreover, we found that the framework of the supervision may create other needs for certain personality types, raising several fears when the measure comes to an end. Finally, given the benefits of the working alliance shown in this study, we have made some recommendations based on these findings.

Keywords: *Alliance, Working alliance, offender, desistance, community supervision, rehabilitation, dual relationship, mandated relationship, involuntary clients, long-term offender*

LISTE DES SIGLES

ALC: Agent de libération conditionnelle

CCC: Centre correctionnel communautaire

CLCC: Commission des libérations conditionnelles du Canada

CRC: Centre résidentiel communautaire

LSCMLC: Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition

OSLD: Ordonnance de surveillance de longue durée

RALC: Responsable des agents de libération conditionnelle

RBR: Modèle Risque-Besoins-Réceptivité

SCC: Service correctionnel du Canada

REMERCIEMENTS

Tout d’abord, j’aimerais prendre le temps de remercier le milieu de stage qui m’a accueillie pendant plusieurs mois. Un merci spécial au personnel du bureau SCC Maisonneuve, dont spécialement Catherine Tremblay et Caroline Legault qui ont été responsables de ma supervision. Cette expérience s’est avérée riche en apprentissages et m’a également permis de faire la rencontre de gens inspirants.

Puis, je tiens à remercier ma directrice de maîtrise, Marion Vacheret, pour son accompagnement, sa patience et ses bons conseils qui ont grandement aidé à l’élaboration de ce projet d’étude. En effet, la conciliation travail-études est sans doute venue compliquer la démarche, mais grâce à ta présence et tes encouragements, j’ai su trouver la motivation pour y arriver. J’ai beaucoup appris de ta rigueur qui m’a certainement poussée à me dépasser.

Également, il est important pour moi d’exprimer ma reconnaissance à l’égard des gens qui ont facilité mon parcours pour me rendre à la finalité de ce projet. D’abord, merci à mon employeur qui s’est, à ce jour, montré accommodant et supportant vis-à-vis cette démarche. Puis, une énorme gratitude incombe à mes proches qui ont fait preuve d’écoute et de compréhension en dépit de mes nombreux moments d’angoisse. Cela dit, merci à Raphaël, mon fidèle partenaire de vie, à mes parents Cécile et Michel, ainsi qu’aux autres membres de ma famille, mes amis et mes collègues de travail. Un clin d’œil final à Sylvie et Denis qui n’ont jamais cessé de croire en mes capacités.

À vous tous, MERCI

Table des matières

RÉSUMÉ.....	i
ABSTRACT.....	ii
LISTE DES SIGLES.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: RECENSION DES ÉCRITS.....	3
1. L'alliance de travail au sein de processus thérapeutiques	4
1.1 Mesures	5
1.2 Les impacts sur les résultats thérapeutiques	8
1.3 Développement de l'alliance de travail.....	9
2. L'alliance de travail auprès d'une population mandatée	11
2.1 Facteurs liés aux caractéristiques du client mandaté	12
2.2 Les facteurs associés à l'intervenant correctionnel.....	14
2.2.1 Double rôle de l'intervenant	15
3. Le Service correctionnel du Canada.....	18
3.1 Mission et mandat	18
3.2 L'agent de libération conditionnelle en communauté.....	18
3.3 La réhabilitation versus le contrôle	19
3.4 La loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC).....	22
3.4.1 Les mesures de surveillance en communauté	23
4. Problématisation	25
CHAPITRE 2 : CONTEXTUALISATION DU MILIEU DE STAGE ET OBJECTIFS	27
1. Milieu de stage	27
1.1 Services correctionnels canadiens : mandat et valeurs	27
1.2 Évaluation initiale lors d'un retour en collectivité.....	28
1.3 Description des interventions proposées.....	29
1.4 Travail multidisciplinaire dans ce milieu.....	30
1.5 Activités réalisées dans le cadre du stage	31
1.6 Les personnes responsables de notre supervision	32
2. Les objectifs du stage	32
2.1 Objectifs cliniques	32
2.2 Objectifs académiques	33
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE ET PARTICIPANTS	34
1. Méthodologie qualitative.....	34
2. Sources de données.....	35

2.1 Étude de cas	35
2.2 Entretiens semi-dirigés.....	35
2.3 Analyse thématique.....	36
2.4 Les thèmes	37
3. L'échantillon	38
3.1 Choix des participants.....	38
3.2 Présentation des participants.....	39
3.2.1 Duo 1 : Mathieu et Ariane.....	39
a) Mathieu	39
b) Ariane.....	40
3.2.2 Duo 2 : Éric et Mélissa.....	41
a) Éric	41
b) Mélissa	42
4. Les limites de l'étude.....	42
CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	43
1. Les duos.....	44
1.1 Mathieu et Ariane	44
1.2 Éric et Mélissa.....	45
2. Préambule.....	47
3. Les caractéristiques de l'alliance de travail	48
3.1 Une relation basée sur la collaboration	48
3.2 Une démarche qui demande du temps et de l'investissement.....	54
b) Un temps chaotique et accompagné de «lenteurs» non-profitables.....	57
4. Les éléments favorisant la mise en place de l'alliance de travail	59
4.1 Le sexe de l'intervenant	59
4.2 L'âge et l'expérience de l'intervenant	60
4.3 L'approche de l'intervenant.....	63
5. Conclusion.....	75
5.1 Un lien difficile à rompre.....	76
5.2 L'influence du contexte de travail	77
CHAPITRE 5: RÉFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS.....	79
1. Bien plus qu'un suivi pénal... ..	81
a) Le temps comme un atout	82
b) La complexité des profils ne fait pas entrave au processus	83
c) L'alliance de travail comme désistement.....	83
2. ... Mais avec quelques risques!	84
2.1 La création d'un «besoin».....	85
2.2 Le piège des sentiments	86
3. Des techniques favorisant la mise en place d'une alliance.....	87
3.1 La clarification du rôle.....	87
3.2 L'élaboration d'objectifs de collaboration.....	88
4. Recommandations	89
CONCLUSION	91
RÉFÉRENCES.....	i

INTRODUCTION

L'engouement porté à l'alliance thérapeutique dans le domaine de l'intervention ne date pas d'hier. Son efficacité dans l'obtention de résultats a d'ailleurs été prouvée au sein d'une variété d'approches thérapeutiques (Luborsky et coll., 1976; Horvath et Symonds, 1991; Martin et coll., 2000; Norcross et Lambert, 2005). Ses impacts bénéfiques ont également été recensés dans la littérature se rapportant à l'intervention auprès d'une population contrevenante (Gendreau et coll., 1998; Kennealy et coll., 2012; Skeem et coll., 2007; Paparozzi et Gendreau, 2005). Entre autres, Taxman et Ainsworth (2009) ont souligné dans leur étude que la qualité de l'alliance entre un contrevenant et son agent de surveillance serait un bon indicateur de l'arrêt des conduites criminelles, ce qui constitue en soi la finalité du système correctionnel et pénal. Parallèlement, l'étude de F-Dufour (2013) a quant à elle indiqué que l'absence d'alliance, dans un contexte de supervision en communauté, viendrait compromettre le processus de désistement.

À l'intervenant correctionnel incombe un double mandat, soit celui de protection de la société et celui de réinsertion sociale, la création d'un lien s'inscrivant davantage au sein de son rôle d'aide et de supervision. Toutefois, la réforme pénale prônant une gestion du risque basée sur les données probantes semble avoir donné lieu à une perspective managériale orientée sur le contrôle et la «neutralisation» des personnes contrevenantes plutôt que sur leur réforme (Beck, 1992; Feeley et Simon, 1992; Quirion 2006, Landreville, 2001). Les cliniciens sont donc appelés à adopter un rôle aidant au sein de mesures empreintes de contrôle, ce qui semble laisser place à certaines ambiguïtés, tant chez le professionnel que chez le justiciable (Trotter, 1999).

Ainsi, ce rapport de stage s'intéresse à la mise en place d'une alliance de travail au sein d'une mesure de surveillance de longue durée. La durée de l'accompagnement s'avérerait pour nous intéressante à inclure, car il a été avancé dans la littérature qu'un lien prendrait plus de temps à créer auprès d'une population contrevenante (Florsheim et coll., 2000; Kennealy et coll., 2012) et peu de recherches semblent s'être penchées sur le développement et le maintien de l'alliance dans un suivi qui se prolonge sur plusieurs années. Ce projet vise donc à avoir une meilleure compréhension de ce lien de

collaboration tel que défini et vécu par les acteurs concernés. Pour ce faire, nous avons procédé à l'étude de cas de deux duos, composés respectivement d'une agente de libération conditionnelle et d'une personne contrevenante disposant d'une mesure de surveillance de longue durée, par l'entremise d'entretiens semi-dirigés. Ce projet académique découle ainsi d'une expérience de stage d'une durée de 80 jours s'étant effectuée au sein du bureau SCC Maisonneuve situé dans la région de Montréal.

Ce projet d'étude se divise en cinq chapitres. Le premier chapitre constitue une recension de la littérature existante sur l'alliance de travail au sein de processus thérapeutiques traditionnels et auprès d'une population mandatée, incluant également une présentation du Service correctionnel du Canada et des mesures de supervision en collectivité.

Le second chapitre expose sommairement le milieu où notre stage a été complété ainsi que les objectifs cliniques et académiques de l'ensemble de ce rapport.

Quant au troisième chapitre, il dépeint la méthodologie utilisée pour satisfaire les objectifs de ce projet académique, en plus d'inclure les sources de données et le type d'analyse réalisée.

Le quatrième chapitre constitue la partie essentielle de ce rapport en présentant le contenu ayant émergé des entretiens, en comparaison avec certains passages de la littérature existante à ce sujet.

Pour terminer, le cinquième et dernier chapitre aborde les constats soulevés au sein du quatrième chapitre et laisse place à des réflexions sur l'intervention ainsi qu'à des recommandations pertinentes pour la pratique.

CHAPITRE 1: RECENSION DES ÉCRITS

Dans son exercice de 2015-2016, le Service correctionnel du Canada indiquait que près de 8 230 personnes contrevenantes étaient assujetties à une mesure de supervision en collectivité. Cette surveillance est entre autres perçue comme une alternative à l'incarcération et représente l'opportunité pour un justiciable d'effectuer un retour graduel en communauté en bénéficiant d'un accompagnement lui permettant de développer et de maintenir des acquis bénéfiques à sa réinsertion sociale (Taxman, 2008). L'objectif étant de mettre fin au cercle vicieux de la récidive, les ex-détenus sont confrontés à de multiples difficultés qui feront de ce processus un véritable défi.

À travers les années, plusieurs transformations ont eu lieu sur le plan de la prise en charge des personnes contrevenantes en communauté, l'attention étant parfois sur la surveillance et le contrôle et d'autres fois sur le développement de stratégies d'intervention basées sur la littérature à ce sujet (Taxman, 2008). Dans ce cadre, plusieurs études se sont intéressées à la relation entre le justiciable et l'intervenant responsable du suivi, puisqu'elle semblait représenter une condition préalable pour induire, chez le justiciable, un changement vers un mode de vie prosocial (Rex, 1999; McNeill, 2001; Andrews et Bonta, 2010; Chadwick et coll., 2015). Qui plus est, la conception de l'alliance au sein de l'intervention correctionnelle a varié selon les divers courants du champ pénal et a parfois semblé être mise à l'écart au profit d'une justice punitive qui prônait davantage la protection de la société que la réinsertion sociale (Griffiths, 2009; Durnescu, 2010).

De fait, cette recension vise à mettre en relief la littérature traitant plus en détail de l'alliance de travail auprès d'une population contrevenante et de son impact engendré sur la récidive, spécialement lors d'un suivi s'actualisant en communauté. Ce chapitre sera donc divisé en trois principales sections. Dans un premier temps, il sera question de définir le concept d'alliance de travail ainsi que son rôle au sein des processus thérapeutiques. Dans un second temps, un portrait de l'état des connaissances se rapportant à l'alliance de travail dans un contexte mandaté sera dressé. Dans un dernier temps, nous insisterons sur la supervision en communauté en présentant le Service

correctionnel du Canada ainsi que les types de surveillance en collectivité. Ce travail permettra ensuite l'énonciation de la problématique de notre projet d'étude.

1. L'alliance de travail au sein de processus thérapeutiques

Le concept d'alliance représente un des sujets les plus étudiés au sein de la littérature en psychothérapie, et ce, depuis maintes années. Sa popularité a notamment atteint des sommets dans les années 1970 à la suite de la parution de plusieurs méta-analyses à ce propos (Luborsky et coll., 1976; Smith et Glass, 1977; Stiles et coll., 1986). Une des raisons expliquant cet engouement est sans doute liée au fait que la relation unissant le thérapeute et le client a été identifiée comme un élément commun bénéfique aux résultats à l'intérieur de différents types de psychothérapie (Horvath et Symonds, 1991; Martin et coll., 2000).

Freud a été l'un des premiers auteurs à identifier la collaboration comme étant un élément central et indispensable au sein d'un processus thérapeutique dans les années 1910 (Horvath et Symonds, 1991). Zetzel (1956) a par la suite repris ce concept et a mis de l'avant le terme «alliance». De son côté, Greenson (1965) s'est davantage centré sur les éléments plus conscients de ce schème, notamment en identifiant l'alliance comme une réelle collaboration entre un thérapeute et un client.

Dans les années 1970, les chercheurs ont entre autres voulu aller au-delà des racines psychodynamiques du concept. De fait, Luborsky (1976) a fait ressortir qu'une telle alliance se construirait en deux phases. Au début du processus thérapeutique, le lien se créerait d'abord autour de la perception du client à l'égard de son thérapeute, plus précisément à sa perception du potentiel de celui-ci de lui venir en aide et de l'authenticité de ses intentions. Luborsky (1976) a ainsi souligné l'importance d'instaurer un climat de confiance sécurisant pour le client avant d'entamer tout travail thérapeutique. Quant à la deuxième phase, elle renvoie à la foi et à l'investissement du client dans le processus. Pour l'auteur, ceci implique pour le client de se concentrer sur

les réels problèmes ayant justifié le traitement et d'être prêt à s'engager à travailler sur les objectifs thérapeutiques ciblés avec son thérapeute.

Bordin (1975, 1989, 1994) a quant à lui été le premier auteur à appliquer la notion d'alliance à tous les types d'approches thérapeutiques, étant par le fait même le premier à utiliser le terme «alliance de travail». Selon l'auteur, l'alliance se construit par l'atteinte d'un niveau de collaboration favorable au sein de la thérapie. De surcroît, Bordin (1979) a identifié que la création d'un lien tourne autour de trois éléments clés. Selon lui, il importe en premier lieu que les deux parties soient en accord avec les objectifs thérapeutiques identifiés. Ces buts auraient effectivement besoin d'être valorisés et soutenus tant par le client que le thérapeute. En deuxième lieu, une entente sur les moyens à prendre pour les atteindre s'avère nécessaire, ce qui suppose que les deux acteurs ont la responsabilité d'effectuer des activités et des leçons qui seront bénéfiques à l'atteinte de résultats. En troisième lieu, Bordin (1979) insiste sur la présence d'un lien facilitant ce partenariat. Il s'agit ici de la relation entre le thérapeute et le client, laquelle s'avère basée sur la confiance et le respect mutuel.

La particularité qui émerge de l'ensemble des recherches contemporaines sur la reconceptualisation de l'alliance est en fait l'accent sur la collaboration et le consensus, le fait de travailler ensemble, contrairement aux études antérieures se concentrant davantage au niveau de l'apport du thérapeute dans la relation (Luborsky, 1976; Bordin, 1980; Hatcher et coll., 1995). En effet, au sein de l'alliance de travail telle qu'avancée par Bordin (1979), le client possède un rôle actif dans l'équation et il souhaite avoir l'impression que son opinion est prise en compte.

1.1 Mesures

Vu l'intérêt croissant des chercheurs vis-à-vis l'alliance de travail au fil des années, plusieurs outils permettant de la mesurer ont été mis sur pied. Toutefois, Horvath et ses collaborateurs (2011) soulignent que la multitude d'études sur le sujet n'avait pas établi de définition précise du concept. Ceci a d'une part permis aux chercheurs de différentes approches d'intégrer le terme à leur vision des processus thérapeutiques, mais

a d'autre part suscité une ambiguïté occasionnant certains développements problématiques dans la littérature.

En 2001, Cecero et ses collaborateurs ont comparé les propriétés psychométriques des six mesures les plus utilisées pour évaluer l'alliance (California Psychotherapy Alliance Scale, Penn Helping Alliance Rating Scale, Vanderbilt Therapeutic Alliance Scale, Working Alliance inventory) à l'endroit de 60 participants prenant part à trois psychothérapies en lien avec leur trouble de dépendance aux drogues. Les auteurs en sont arrivés à une cohérence interne, $r=.92$ to $.98$, $p<.02$, ainsi qu'à un accord inter-juges de $.69$ à $.81$. Bien que ces outils se distinguent à plusieurs niveaux, entre autres en ce qui a trait au nombre d'items, au nombre de dimensions de l'alliance évaluées ainsi qu'au niveau du concept théorique de l'alliance (Ardito et Rebellino, 2011), Cecero et ses collègues (2001) ont démontré qu'ils étaient corrélés les uns avec les autres, ce qui permettrait de croire qu'ils évaluent les mêmes construits sous-jacent à l'alliance de travail. À noter que cinq des six outils ci-haut mentionnés ont au départ été élaborés pour mesurer l'alliance à travers la perspective d'un seul individu, soit à travers les yeux du client, du thérapeute ou d'un observateur (Ardito et Rebellino, 2011).

Or, l'alliance est un construit qui repose sur l'aspect interactif et collaboratif de la relation (Horvath, 2000). De fait, d'autres versions prenant en considération la perspective de plus d'un acteur ont donc vu le jour, comme le Working Alliance Inventory. Elles ont en fait révélé que les individus consultés au sein d'un même processus ne partageaient pas nécessairement la même évaluation de la qualité de leur alliance respective. Ce constat a permis de mettre en lumière un fait intéressant, soit qu'il y aurait rarement convergence sur l'évaluation de l'alliance de chacun des acteurs au sein d'un même duo.

1.1.1 Le regard porté sur l'alliance

Les études ultérieures se sont ainsi intéressées à cette convergence du client et du thérapeute. Au sein de la méta-analyse de 53 études réalisées par Tryon et ses collaborateurs (2008), les auteurs ont relevé que, bien que la convergence entre le thérapeute et son client semblait être souhaitée en psychothérapie (Kivlighan et Arthur,

2000), la divergence d'évaluation s'avérait plus fréquente au sein de leur échantillon. Tryon et ses collègues (2008) ont démontré que, lorsque la cohérence interne des mesures de l'alliance était contrôlée, une corrélation de $r=.36$ entre l'évaluation de l'alliance du thérapeute et du client était obtenue. Par ailleurs, ces mêmes auteurs ont recensé une taille d'effet moyenne entre l'évaluation du client et du thérapeute ($d=.63$), démontrant ainsi que les clients de leur échantillon avaient tendance à évaluer leur alliance de façon plus positive que leur thérapeute.

Concernant la méta-analyse de Horvath et ses collègues (2011) basée sur plus de 200 rapports de recherche traitant du lien entre l'alliance et les résultats en psychothérapie individuelle, ceux-ci ont constaté que l'évaluation du client et de l'observateur de l'alliance de travail avait prédit de façon plus juste l'issue du traitement que celle du thérapeute, bien que ces constats n'avaient pas atteint un seuil de signification statistique.

Plus précisément, Horvath (2000) a soulevé l'hypothèse que les thérapeutes auraient tendance à voir l'alliance à travers une vision plus théorique et jugeraient donc leur relation en fonction de ce qui a été établi dans la littérature comme étant une alliance positive. En contrepartie, les clients peuvent adopter une vision plus subjective et ont plutôt tendance à comparer leur alliance à leurs expériences passées. Ainsi, l'évaluation du thérapeute traduirait une perception normative, tandis que celle du client serait entièrement individualisée. Toujours selon Horvath (2000), cette tendance pourrait également expliquer pourquoi les thérapeutes peuvent parfois faire fausse route quant à l'expérience relationnelle de leur client. L'auteur s'est permis d'avancer que, advenant que les cliniciens échouent à reconnaître que leur alliance va à contresens et qu'ils ne remédient pas à la situation, il se pourrait qu'ils échouent aussi à associer leur manque de résultats à leur mauvaise évaluation de la qualité de l'alliance et pourraient ainsi demeurer enracinés dans leur perception erronée.

En 2010, Tatman et Love ont voulu valider un outil pouvant être utilisé auprès d'une population contrevenante. Leur étude a démontré que la version du *Working Alliance Inventory-Short Revised* (WAI-SR) pour délinquants constituerait un outil fiable et valide que les agents de probation ou de libération conditionnelle pourraient utiliser

afin d'évaluer l'alliance de travail. À leurs yeux, cet instrument représenterait un bon moyen pour les professionnels de constater la perception de leur client quant à leurs interactions et leur relation.

1.2 Les impacts sur les résultats thérapeutiques

L'alliance de travail a suscité l'intérêt des chercheurs entre autres en raison de son influence sur les résultats thérapeutiques, laquelle a été démontrée au sein de la méta-analyse de Horvath et Symonds en 1991. Bien que les effets bénéfiques d'une telle alliance avaient été établis, aucune distinction n'avait été trouvée selon les diverses orientations thérapeutiques (Luborsky et coll., 2002). Ce constat a généré bon nombre d'hypothèses concernant la présence de variables communes à toutes les approches thérapeutiques. Les chercheurs ont donc commencé à évaluer l'alliance de travail en tant que facteur commun pouvant partiellement être responsable des résultats positifs globaux en psychothérapie.

La méta-analyse de Horvath et Symonds en 1991 a relevé une corrélation fiable entre une alliance de travail de qualité et des résultats thérapeutiques positifs. La relation entre ces deux éléments n'était pas modérée par le type d'approche thérapeutique, la durée du traitement ou par le nombre de participants dans l'étude.

Puis, la méta-analyse de Martin et ses collaborateurs (2000) se penchant sur 79 études a relevé une corrélation modérée entre l'alliance de travail et les résultats du traitement ($r=.22$).

Une plus récente méta-analyse s'étant intéressée à 201 études produites entre 1973 et 2009 a démontré que l'alliance de travail serait un prédicteur modéré ($r=.28$) des résultats thérapeutiques. Fluckiger et ses collègues (2012) ont passé en revue les mêmes études afin de trouver des modérateurs entre l'alliance et les résultats. Au final, après s'être penchés sur l'orientation du traitement, les résultats spécifiques ainsi que le modèle d'études, il y avait présence de fortes corrélations, ceux-ci ayant trouvé un effet modéré même au sein des plus petites corrélations ($r=.21$).

Les impacts de l'alliance de travail ont également été étudiés à travers une variété de problématiques comme l'anxiété (Piper et coll., 1995), le stress post-traumatique (Cloitre et coll., 2004), la dépression (Raue et coll., 1997), les troubles de personnalité (Strauss et coll., 2006) ainsi que les troubles alimentaires (Constantino et coll., 2005). En plus du lien entre l'alliance de travail et les résultats en psychothérapies, des corrélations positives semblables ont été identifiées au sein de traitements psychiatriques (Howeego et coll., 2003), de traitements des dépendances aux substances (Connors et coll., 1997) ainsi qu'auprès des interventions s'adressant aux comportements criminels (Brown et O'leary, 2000; Taft et coll., 2003).

Une fois cette association connue, certains chercheurs ont voulu l'expliquer. Bordin (1979) a auparavant proposé qu'une telle alliance facilite l'acceptation et la volonté du client à se conformer au traitement. Martin et ses collaborateurs (2000) ont quant à eux avancé que pour les clients, l'alliance représente en soi un élément thérapeutique, et ce, en dépit des autres interventions psychologiques. De leur côté, Kivlighna et Shaughnessy (1995) ont noté qu'une alliance de travail de qualité améliore de façon significative les relations interpersonnelles des individus concernés ainsi que leur soutien social.

1.3 Développement de l'alliance de travail

L'évolution de l'alliance dans le temps a par la suite fait l'objet de recherches plus approfondies. Kivlighan et Arthur (2000) ont voulu tester l'hypothèse que la convergence des deux acteurs sur l'évaluation de l'alliance aurait tendance à se développer au fil des rencontres et qu'elle serait également liée aux résultats du traitement. Il s'agit de la première étude à examiner les fluctuations de l'alliance de travail au fil du temps. Cette démarche faisait suite à la littérature qui suggérait que l'alliance de travail se développait de façon linéaire au fil du temps (Kivlighan et Shaughnessy, 1995) et que la convergence de l'évaluation de l'alliance d'un thérapeute et d'un client s'accroît avec la durée du traitement (Pepinsky et Karst, 1964). Les résultats ont démontré qu'après un certain moment dans la thérapie, une entente commune entre un thérapeute et un client sur les objectifs finissait par se former, tel qu'il a été noté par Bordin (1979). Kivlighan et Arthur (2000) n'ont pas constaté d'influence particulière du client ou du thérapeute pour

en arriver à une entente commune. Ils ont néanmoins émis l'hypothèse que cette convergence pourrait être tributaire d'un processus d'influence réciproque où le client et le thérapeute s'influencent mutuellement.

De son côté, Horvath (2000) a voulu souligner que la qualité de l'alliance n'est pas constante au fil du temps. Bien qu'il avait été établi dans la littérature qu'une alliance devrait idéalement être développée au début de la thérapie, soit entre la troisième et cinquième session (Randau et Wampold, 1991), l'alliance n'augmenterait pas de façon linéaire au fil des rencontres et demeurerait vulnérable aux stressseurs et aux perturbations pouvant se produire pendant le traitement. Elle ne serait donc pas à tenir pour acquis. Horvath (2000) reconnaît que, lors des cinq premières séances, une fenêtre d'opportunités pour développer un lien de collaboration basé sur la confiance et le respect mutuel est présente. Néanmoins, lorsqu'une alliance se forme, elle demeure par la suite sujette au contexte et au contenu de la thérapie. De plus, il peut arriver que les préoccupations vécues par le client dans son quotidien, comme des problèmes relationnels, viennent interférer dans le traitement et causer des perturbations de l'alliance. L'auteur suggère de percevoir ces perturbations comme un élément d'intervention qui permettra de travailler le schème relationnel du client, puisque sa relation même avec le thérapeute pourra lui servir de modèle à transposer dans la gestion de ses relations interpersonnelles. Horvath (2000) conclut en soulignant qu'une gestion réussie de l'alliance ne se manifesterait pas à travers une hausse fulgurante de la qualité du lien à travers le temps, mais bien sur la façon de se servir des perturbations aux bénéfices du client sur le plan thérapeutique.

En somme, Horvath (2000) souhaite qu'on retienne que l'élaboration d'une alliance avec les clients n'inclurait pas seulement une position empathique et positive du thérapeute, mais également un partenariat où les clients peuvent se considérer actifs et considérés. Puis, l'élaboration d'une alliance devrait être l'objectif principal dès les premières séances thérapeutiques. En effet, selon l'auteur, les probabilités d'obtenir des résultats concluants à la fin du traitement s'avèreraient grandement réduites si une alliance positive n'est toujours pas formée au moment de la cinquième rencontre. De fait, une mauvaise estimation de l'état de l'alliance pourrait significativement compromettre l'issue de la thérapie. Les perturbations dénotées dans l'alliance en cours du traitement se

devraient donc d'être rapidement abordées pour éviter les mauvaises interprétations, ce qui contribuerait également à résoudre les émotions négatives du client. En conclusion, le chercheur encourage à la prudence en ce qui concerne les études qui utilisent les mêmes participants pour évaluer le processus et les résultats d'un traitement, car un effet de halo pourrait venir contaminer les résultats. En ce sens, un client qui aurait développé une alliance de qualité avec son thérapeute serait plus porté à rapporter des résultats positifs en fin de traitement.

2. L'alliance de travail auprès d'une population mandatée

Le contexte entourant l'adhésion d'un client dans un processus thérapeutique peut assurément influencer sur le type d'alliance qui en découlera. Comme l'alliance de travail a démontré dans la littérature qu'elle peut positivement influencer l'issue d'un traitement (Horvath et Symonds, 1991; Luborsky et coll., 2002), il y eut lieu de se questionner à savoir si ces résultats pouvaient être généralisés à une population contrevenante où le traitement est mandaté (Trotter, 1999; Kennealy et coll., 2012). En effet, s'efforcer de développer une alliance auprès d'une personne qui ne veut pas nécessairement être aidée peut représenter un défi de taille.

Le premier élément qui différencie l'intervention dans un contexte mandaté de la psychothérapie individuelle est les caractéristiques propres au «client». En effet, lorsqu'il est question de personnes judiciairisées, celles-ci n'ont généralement pas fait la demande des services qui leur sont imposés et peuvent donc littéralement s'y opposer (Trotter, 1999).

Le deuxième élément particulier au contexte involontaire est le double rôle occupé par les intervenants (Trotter, 1999). D'une part, les agents de surveillance ont pour but de favoriser la réinsertion sociale des justiciables et de provoquer un changement des conduites vers une voie prosociale, mais ils se retrouvent aussi en position d'autorité et il est de leur responsabilité d'assurer un contrôle sur les conduites selon leur mandat de protection de la société.

Les éléments énumérés seront approfondis dans les sous-sections suivantes, en plus de leur rôle sur la mise en place d'une alliance de travail.

2.1 Facteurs liés aux caractéristiques du client mandaté

Plusieurs recherches se sont intéressées aux caractéristiques de l'aidant, mais le client bénéficie également d'un rôle actif dans l'équation. Sa participation à un traitement est effectivement teintée par ses traits de personnalité distinctifs, ses expériences, ses capacités, ses objectifs et ses attentes (Ross et coll., 2008). Le défi de l'intervenant résiderait dans le fait que, en travaillant avec une population correctionnelle, il risque davantage d'être confronté à des individus réticents, anxieux, hostiles, aux prises avec des problèmes de comportements et/ou des troubles de la personnalité (Gunderson et coll., 1997; Wilson, 2004).

D'une part, Florsheim et ses collègues (2000) ont indiqué qu'une alliance serait plus longue à établir auprès de personnes contrevenantes puisqu'un «temps» serait avant tout nécessaire pour faire tomber la méfiance observée en début de suivi. Il se pourrait que ces réticences proviennent d'expériences institutionnelles négatives ayant teinté les attentes des justiciables, leur motivation au changement ainsi que leur difficulté à faire confiance à leur intervenant (Ross et coll., 2008). Par ailleurs, le contexte de l'accompagnement peut semer la confusion chez le justiciable en ce qui a trait aux limites de la confidentialité, laquelle ne peut être totalement assurée. Celui-ci est tenu de s'impliquer dans une démarche thérapeutique en étant conscient que sa transparence pourrait lui nuire s'il contrevient à la fois à une condition légale (Ross et coll., 2008).

Horvath (2000) s'est quant à lui intéressé à la capacité des clients aux prises avec certaines problématiques de développer une relation thérapeutique avec leur thérapeute. La plupart des études examinées par l'auteur indiquaient que la sévérité des symptômes de ceux-ci n'influerait pas significativement sur le développement d'une alliance de qualité. Ces constats étaient encourageants pour l'auteur dans la mesure où, au sein des études antérieures, les résultats thérapeutiques négatifs étaient généralement associés à la sévérité des problèmes des clients, tandis que les résultats positifs étaient plutôt liés à l'alliance.

De fait, il a mis de l'avant que des alliances de qualité peuvent naître auprès de clients souffrant d'un trouble de personnalité, le processus pouvant toutefois s'avérer plus ardu avec des individus aux prises avec un trouble de personnalité du groupe A (paranoïaque, schizoïde, schizotypique). D'autre part, Lingardi et ses collègues (2005) ont identifié que les thérapeutes auraient tendance à rapporter des alliances plus négatives que leurs clients lorsqu'il est question du groupe B (limite, antisociale, histrionique, narcissique).

Par ailleurs, la motivation du client semble représenter une cible de traitement favorable au changement, si bien qu'elle a été identifiée par Taft et ses collègues (2004) comme étant le meilleur prédicteur de l'alliance de travail, surtout lorsqu'elle serait présente avant le traitement. En outre, Hiller et ses collaborateurs (2002) ont fait ressortir dans leur étude que les clients qui affichaient une motivation s'inscrivant dans les stades de contemplation et d'action seraient plus investis dans la relation thérapeutique que les autres participants à leur étude.

Selon Mamar et ses collaborateurs (1989), la qualité des relations interpersonnelles de la personne aidée ainsi que le niveau de soutien dont elle bénéficie de ses proches constitueraient également des facteurs venant influencer le développement d'une alliance, car cela pourrait faciliter l'engagement de celle-ci dans une relation avec le clinicien.

L'estime de soi représente un autre facteur venant influencer la mise en place d'une alliance. En effet, l'étude de Blaine et Crocker (1993) a souligné que les clients qui présenteraient une faible estime personnelle seraient moins enclins à accueillir les commentaires positifs et seraient plus portés à réagir négativement et se décourager lorsqu'ils sentent qu'ils n'atteignent pas les objectifs établis. Une approche confrontante serait en fait à proscrire auprès des personnes contrevenantes affichant une pauvre estime personnelle (Murphy et Baxter, 1997).

Quant à la présence de traits psychopathiques, Blasko (2016) a indiqué qu'il a longtemps été assumé que, compte tenu des difficultés présentées par les individus correspondant à ce profil à former des relations positives avec autrui, il n'était peu ou pas possible de mettre en place une alliance à l'intérieur d'un traitement. Les travaux de Ross et ses collègues (2008) ont d'ailleurs indiqué que, plus les scores seraient élevés sur

l'échelle de psychopathie, plus l'alliance de travail déclinerait. Certains auteurs ont néanmoins tenu à souligner que la tâche n'était pas impossible et qu'il s'agissait d'un processus s'inscrivant sur le long terme pouvant s'avérer hautement bénéfique auprès des individus concernés (Polaschek et Ross, 2010; Taft et coll., 2004). Ross et ses collègues (2008) ont suggéré aux intervenants de plutôt se concentrer sur les objectifs et les moyens en mettant moins d'emphasis sur le développement d'un lien émotionnel. Il s'agirait dès lors de mettre en place une relation plutôt fonctionnelle et utilitaire.

2.2 *Les facteurs associés à l'intervenant correctionnel*

En psychothérapie, il a été démontré que certaines qualités du clinicien s'avèreraient bénéfiques à l'établissement d'une alliance de travail positive, dont une attitude réconfortante, flexible, respectueuse, honnête, attentionnée et digne de confiance (Hersoug et coll., 2001; Ackerman et Hilsenroth, 2003). En contrepartie, d'autres caractéristiques auraient été associées comme étant des nuisances à un tel objectif, par exemple la confrontation, la rigidité, la fermeture, la distance et la constante critique (Ackerman et Hilsenroth, 2001).

Les mêmes constats ont été soulevés au sein de la littérature portant la population mandatée. Ross et ses collaborateurs (2008) précisent dans leur étude qu'il serait préférable que les agents de surveillance fassent preuve de flexibilité, d'introspection et qu'ils portent attention à leurs interactions avec les justiciables. Selon les auteurs, il importerait que les intervenants demeurent conscients de l'influence de leurs propres attitudes lors de la mise en place de l'alliance. De leur côté, Dowden et Andrews (2004) ont mis de l'avant que l'influence interpersonnelle des intervenants peut être maximisée par leur ouverture, leur attitude réconfortante ainsi que par une communication effective avec la personne mandatée. Ces éléments favoriseraient selon eux l'instauration d'une alliance au sein du suivi.

En 2014, l'étude de Harris et ses collaborateurs effectuée auprès de femmes délinquantes a questionné la perception de ces dernières ainsi que celle de leur agent de surveillance sur l'alliance de travail. Les deux groupes percevaient l'alliance comme un

élément essentiel au suivi. Les contrevenantes ont souligné l'importance que les intervenants fassent preuve d'une bonne communication, de soutien, d'honnêteté et d'attentes claires. Elles ont également mentionné que le développement du lien était avant tout basé sur la personnalité de l'intervenant, identifiant ses habiletés sociales et sa volonté comme étant des éléments clés pour former une alliance de qualité supérieure.

Plusieurs caractéristiques ont plutôt été identifiées comme étant négatives en termes de résultats de traitement destinés aux contrevenants. Plus précisément, Kozar et Day (2012) ont souligné que le manque d'émotivité ainsi qu'un style interpersonnel intimidant ou agressif constitueraient des éléments pouvant entraîner le désengagement ou l'abandon du traitement. Quant à l'étude Watson et ses collègues (2015), elle a avancé que les délinquants évalueraient négativement leur alliance de travail lorsqu'ils percevraient le clinicien comme étant hostile et dominant. Finalement, William (2004) a noté une diminution de la participation au traitement des contrevenants qui auraient bénéficié d'une approche plus coercitive de la part de leur intervenant.

2.2.1 Double rôle de l'intervenant

Lors d'une supervision en communauté, le mandat de l'agent de surveillance repose sur deux rôles bien distincts, soit celui de réinsertion sociale et celui de protection de la société (Landreville, 1987). Le rôle d'aide s'observerait dans l'assistance des problèmes intimement liés à l'agir délictuel et regrouperait toutes les interventions ayant pour but de favoriser la réinsertion sociale ainsi que le changement des comportements sociaux des justiciables. D'ailleurs, la notion d'alliance entre le professionnel et la personne contrevenante se retrouverait au centre de cette responsabilité plus «thérapeutique» (Burnett et coll., 2007).

Pour ce qui est du rôle de contrôle, il s'actualiserait principalement dans la surveillance, ce qui impliquerait de s'assurer du respect des conditions légales dans un but de protection de la société. Le niveau de contrôle dépendrait du risque que la personne contrevenante est jugée représenter.

Pour Gendreau et ses collègues (1998), il importe de trouver un juste équilibre entre ces deux rôles, car une approche uniquement teintée de contrôle viendrait accroître les taux de récidive, les mêmes effets étant également observés lors d'une approche trop aidante. Il s'avérerait donc préférable pour le clinicien de se situer au centre de ces deux pôles, le défi étant de démontrer au contrevenant qu'il sera en mesure de l'assister malgré l'aspect coercitif de la mesure de surveillance (Trotter, 2001). Ainsi, la littérature a mis de l'avant que l'équilibre entre l'aide et le contrôle de l'intervenant favoriserait le conformisme aux conditions de supervision ainsi que la prévention de la récidive (Skeem et coll., 2007; Klockars, 1972; Paparozzi et Gendreau, 2005). Les deux études suivantes reposent sur cette proposition.

La première étude est celle de Klockars (1972) qui s'est penchée sur la surveillance en probation. Il en est ressorti que les agents de probation qui insisteraient tant sur la protection de la société que sur la résolution des comportements criminels obtiendraient plus de résultats positifs que ceux qui ne mettent l'emphasis que sur un seul objectif, soit se percevant seulement comme des agents de changement ou exclusivement comme des agents d'application de la loi. En effet, selon l'auteur, les agents qui avaient su trouver un équilibre entre les deux rôles gagnaient suffisamment de confiance de la part des contrevenants pour que ceux-ci se permettent d'aborder les vrais problèmes, ce qui constituerait un précurseur au changement d'un agir problématique.

La deuxième étude a été conduite par Paparozzi et Gendreau (2005) et s'est intéressée à la supervision de 240 libérés sous surveillance intensive, lesquels avait été jugés représenter un risque élevé de récidive. Un questionnaire (*The Parole Officer Punishment and Reintegrative Orientation*) était administré aux 12 agents de surveillance ciblés afin de les diviser en trois catégories correspondant à leur approche, soit celle du respect des lois, du travail social ou de l'équilibre entre les deux. Ils ont constaté que les contrevenants supervisés par les agents qui faisaient partie de la catégorie de l'équilibre entre les deux rôles étaient deux à trois fois moins susceptibles de subir une révocation de leur mesure de surveillance sur une période d'un an (19%), comparativement à ceux qui avaient été surveillés par les agents uniquement soucieux du respect des lois (59%) et ceux qui se concentraient davantage sur l'aide thérapeutique (38%). De fait, selon les

auteurs, une supervision intensive qui prendrait une seule orientation, soit d'aide ou de contrôle, s'avèrerait considérablement néfaste sur les résultats du traitement.

Skeem et ses collègues (2007) ont de leur côté voulu étudier la mise en place d'une alliance auprès de personnes contrevenantes en se concentrant spécifiquement sur le double rôle de l'agent de surveillance. Leur étude repose sur deux échantillons de probationnaires souffrant de maladie mentale et leur agent de surveillance. D'une part, leurs résultats ont démontré que l'évaluation de la qualité de l'alliance ne serait pas bien estimée par les outils mesurant traditionnellement l'alliance, puisque ceux-ci ne prendraient pas en compte les particularités du double rôle de l'intervenant. Ils ont donc développé l'outil «Dual-Role Relationship Inventory». D'autre part, les auteurs indiquent que cet outil a par la suite permis de prédire, selon la qualité de l'alliance entre l'agent et le justiciable, les bris de probation ainsi que les réincarcérations sur une durée moyenne de 16,2 mois. Leurs résultats tendaient également à démontrer que, contrairement aux psychothérapies traditionnelles, l'aspect de l'entente sur les objectifs et les moyens identifié par Bordin (1979) ne serait pas essentiel à la mise en place d'une alliance de travail auprès des personnes contrevenantes, principalement en raison du déséquilibre occasionné par l'autorité de l'intervenant. Skeem et ses collaborateurs (2007) ont finalement conclu qu'une relation basée sur les soins (*caring*), l'équité, la confiance et l'indulgence favoriserait la mise en place d'une alliance en contexte mandaté.

De son côté, Taxman (2008; 2011) a mis en lumière l'approche à adopter, selon lui, pour une surveillance effective en collectivité qui répond au double rôle des cliniciens. L'auteur a soulevé que les individus assujettis à une mesure de supervision se conformeront davantage lorsqu'ils saisissent bien les attentes à leur égard, lorsqu'ils sentent qu'ils sont impliqués dans le processus de décision quant aux objectifs établis et aux moyens pour les atteindre, puis quand ils se responsabilisent de leurs comportements. Par ailleurs, l'auteur a souligné que, lorsque l'aspect de collaboration est présent dans la relation, les justiciables afficheraient des taux de récidive plus faibles (Taxman, 2008).

Il en ressort ainsi que les intervenants représentent une composante essentielle à la supervision des délinquants. Leur approche ainsi que leur façon de délivrer leurs

interventions seraient aussi importantes que les interventions en soi (Dowden et Andrews, 2004; Bonta et coll., 2010).

3. *Le Service correctionnel du Canada*

Il s'avère pertinent de dresser le portrait du Service correctionnel du Canada (SCC) afin d'exposer le contexte au sein duquel évoluent les participants de notre étude, en illustrant par le fait même la place accordée à la réhabilitation au fil de la réforme pénale ainsi que les mesures de surveillance rencontrées en collectivité. Il y aura présentation de la mission du SCC, de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous conditions* (LSCMLC), du mandat des agents de libération conditionnelle et des différents types de mise en liberté s'offrant aux justiciables.

3.1 *Mission et mandat*

Le Service correctionnel du Canada est l'organe du gouvernement fédéral responsable de la gestion de la sentence et du suivi en communauté des personnes condamnées à une sentence égale ou supérieure à deux ans (SCC, 2010). Sa mission a été adoptée en 1989 et vise à fournir des lignes directrices aux employés du SCC ainsi qu'un guide dans leurs activités. Plus précisément, elle «*contribue à la sécurité du publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.*»

Le mandat du SCC et de l'ensemble de ses employés s'appuie donc sur deux notions au centre de toutes les pratiques, c'est-à-dire la réinsertion sociale et la gestion du risque de récidive.

3.2 *L'agent de libération conditionnelle en communauté*

Selon le SCC (2012), l'agent de libération conditionnelle (ALC) assure la surveillance des personnes contrevenantes en collectivité. En somme, son travail repose sur le développement de rapports professionnels avec le justiciable et sur l'analyse des facteurs de risque contributifs à son agir délictuel. Il a la responsabilité d'aider le libéré à se réinsérer socialement selon un plan d'intervention établi ainsi que de veiller au respect des conditions, devant prendre des mesures disciplinaires lorsqu'un manquement survient ou est en voie de survenir.

3.3 *La réhabilitation versus le contrôle*

Depuis bien longtemps, la réhabilitation des personnes contrevenantes figure au centre du système pénal dont la finalité des sanctions repose en partie sur la resocialisation de ceux ayant enfreint la loi (Quirion, 2006). En effet, c'est à partir du XIX^e siècle que les institutions évoquent l'idée que l'enfermement des individus fautifs pourrait représenter une opportunité de réforme. Peu après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de maintes réflexions découlant de nouveaux champs d'expertise s'intéressant de plus en plus aux comportements des délinquants, le mandat d'élaborer des programmes thérapeutiques à des fins de réhabilitation est confié aux agences correctionnelles. Au Canada, ces initiatives ont d'abord été observées en 1948 lors de l'ouverture d'une petite aile psychiatrique au pénitencier de Kingston, tandis que les premiers professionnels (psychiatres et psychologues) ont été embauchés par le SCC dans les années 1950 (Watkins, 1992). Le contrevenant est dès lors perçu comme un «individu à traiter» (Quirion, 2006).

Entre 1950 et 1975, la criminologie clinique connaît un essor important qui se prolongera au cours des années 1980 à 1990, d'où la multiplication des activités et programmes thérapeutiques destinés aux justiciables (Poupart, 2004). De tels efforts sont déployés puisqu'il y a alors croyance en les progrès sociaux et le fait que les personnes contrevenantes peuvent changer.

Une réforme de la pénologie voit ensuite le jour dans le but de mettre en place une meilleure gestion du risque basée sur une justice actuarielle ayant pour but de classer les

populations correctionnelles en fonction du risque qu'ils sont jugés représenter (Quirion, 2006). Cette démarche aboutit à l'élaboration d'outils actuariels qui ont comme principale fonction d'évaluer le risque de récidive (Bonta, 1996). L'attention est désormais portée vers le contrôle et la surveillance des justiciables plutôt que sur la normalisation des conduites (Quirion, 2006).

Dès lors, la prise en charge des personnes contrevenantes repose sur un modèle proposé par Andrews et ses collègues (1990) énonçant que l'efficacité d'un traitement peut être maximisée par l'adhésion à trois principes: le risque, les besoins et la réceptivité, lesquels peuvent être généralisés à tout type de crimes et de justiciables.

En premier lieu, le principe du risque stipule que, afin que les personnes contrevenantes reçoivent l'intervention appropriée, il est nécessaire d'évaluer le risque de récidive de chacune d'entre elles (Andrews et coll., 1990). Ce faisant, le niveau d'intensité des services subséquents ainsi que la prise en charge devront correspondre au risque que l'individu est jugé représenter. Ainsi, les délinquants qui représentent un risque élevé doivent bénéficier d'un suivi plus intensif que ceux qui présentent un risque faible. Ce principe renferme donc l'évaluation du risque et la prédiction de la récidive, en insistant sur la correspondance entre le risque et l'intensité du traitement (Andrews et Dowden, 2006). Les auteurs mentionnent que pour en arriver à une juste évaluation du risque, il importe de se baser sur des méthodes d'évaluation ayant une utilité prédictive et tirées des données probantes.

En deuxième lieu, le principe de besoins implique que les cibles d'intervention doivent être des facteurs ayant été associés à la délinquance dans la littérature, communément appelés «besoins criminogènes». Ce terme fait référence aux facteurs de risque dynamiques qui, contrairement aux facteurs statiques, peuvent se modifier dans le temps avec l'aide d'interventions. Andrews et ses collègues (2004) ont mis en valeur huit domaines spécifiques considérés comme étant les facteurs les plus à même de jouer un rôle dans la commission de délits: les antécédents criminels, l'éducation/emploi, les relations familiales/conjugales, les loisirs/activités récréatives, le réseau social, l'alcool et/ou drogues, les attitudes ainsi que les tendances antisociales. Selon eux, le fait de s'attarder à des éléments qui n'ont aucun lien avec la conduite criminelle n'a aucun

impact sur la réduction de la récidive (Andrews et Bonta, 2010). En contrepartie, incorporer ces besoins criminogènes dans l'intervention peut contribuer à la réduction du risque de récidive.

Le dernier principe est celui de réceptivité et consiste à ce que les interventions soient adaptées aux caractéristiques personnelles des justiciables pour qu'elles soient réellement efficaces (Andrews et coll., 1990). Ce principe se divise en deux catégories. En somme, la réceptivité «générale» stipule que les interventions cognitivo-comportementales s'avèrent plus optimales (Andrews et Bonta, 2010), tandis que la réceptivité «spécifique» repose sur le fait d'adapter le style de traitement aux caractéristiques du client, par exemple son genre, son ethnicité, sa personnalité, sa motivation, son âge, sa langue ainsi que son style interpersonnel de communication (Bonta, 1995). C'est d'ailleurs au sein de ce principe que s'inscrit l'alliance thérapeutique, constituant entre autres l'aspect relationnel aux services offerts (Andrews et Bonta, 2010). En d'autres mots, la façon d'effectuer les interventions, ce qui réfère aux habiletés des intervenants, s'avère aussi important que les interventions en soi dans une optique d'efficacité du traitement (Andrews et Kessling, 1980).

Plusieurs auteurs ont critiqué ce modèle, émettant des réserves quant à la vitesse à laquelle les experts ont adhéré à ce modèle (Vacheret et Cousineau, 2005; Landreville, 2001; Quirion, Jendly et Vacheret, 2012; Taxman et Caudy, 2015). Dans un premier temps, une des principales critiques repose sur le fait que ce modèle ne tient pas compte de l'individualité des personnes contrevenantes, à savoir leurs problématiques tant psychologiques que sociales qui sont généralement partie prenante de leur réalité (Taxman et Caudy, 2015). De fait, il n'est pas question de réhabiliter les individus en induisant un changement, mais bien de gérer les risques qu'ils représentent en les hiérarchisant (Landreville, 2001). Dans un deuxième temps, cette vision actuarielle de la gestion du risque tend à prendre en compte uniquement les aspects négatifs de la personne contrevenante, ce qui engendre de surcroît une diminution du taux de libération anticipée pour ceux étant jugés représenter des risques plus élevés (Vacheret et Cousineau, 2005). Dans un troisième temps, selon Jendly (2012), cette façon de gérer le risque vient modifier le rapport entre le professionnel et le justiciable, au sens où

l'intervenant a l'obligation de se conformer à une intervention standardisée à laquelle il ne peut déroger, son rôle étant ainsi réduit des exigences de performance et de rentabilité. Cette même auteure ajoute que, en se fiant davantage au rendement quantitatif des professionnels, ceux-ci se retrouvent dépossédés de leur jugement professionnel, lequel tend à disparaître.

Les transformations énumérées ont ainsi laissé place à des mesures opposées qui diffèrent selon le risque identifié (Landreville, 2001). Des mesures plus répressives ont vu le jour, et ce, afin de «neutraliser» les justiciables considérés représenter un risque élevé pour la société. Il est notamment question d'une peine minimale de 25 ans sans possibilité d'élargissement pour certains justiciables sentenciés à une peine d'emprisonnement à perpétuité, du maintien en incarcération ou des ordonnances de surveillance de longue durée destinées aux «délinquants à contrôler» (Vacheret, 2005). De moins en moins d'opportunités de libération anticipée étaient alors accordées à ces contrevenants étiquetés comme dangereux. De l'autre côté, un assouplissement des contraintes s'actualisait pour les contrevenants affichant de faibles risques avec des mesures de libérations anticipées telles l'examen expéditif, la semi-liberté et la libération conditionnelle totale.

Plusieurs auteurs indiquent donc que depuis, la gestion de la population contrevenante passe davantage par le contrôle que par l'aide, l'objectif qui prévaut étant de gérer les risques qu'ils représentent au bénéfice du public (Vacheret, 2005; Landreville et Trottier, 2001; Landreville, 2007; Geiran, 2011; Burnett et coll., 2007).

3.4 *La loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)*

Appliquée en 1992, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* encadre le système correctionnel fédéral et définit la cadre juridique du fonctionnement du SCC (L.C, 1992). Elle met de l'avant les principes de l'administration des peines fédérales, les critères de calcul de la durée des sentences, les dispositions de la mise en liberté sous condition ainsi que les critères d'admissibilité aux diverses mesures.

La LSCMLC indique vouloir atteindre l'équilibre entre deux stratégies, soit «d'exercer un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain sur les délinquants dans les établissements correctionnels et sous surveillance dans la collectivité, puis d'aider et encourager les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois».

Il est bien identifié que l'objectif principal demeure la sécurité publique en misant sur le contrôle approprié des personnes contrevenantes et sur l'offre de programmes visant la réadaptation.

3.4.1 Les mesures de surveillance en communauté

Dans le cadre d'une sentence fédérale, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC) prévoit différents types de mise en liberté pour les détenus purgeant une peine de détention supérieure à deux ans (L.C., 1992). La Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) a l'exclusivité d'accorder des mesures de surveillance en collectivité en basant ses décisions sur les évaluations et les renseignements fournis par les employés du SCC oeuvrant en établissement ou en communauté. La CLCC peut ainsi octroyer, refuser, interrompre ou révoquer ces mesures de surveillance au besoin.

D'une part, la «libération conditionnelle totale» constitue une forme de mise en liberté visant à offrir une période de surveillance en collectivité dans le but de favoriser la réinsertion sociale et de réduire le risque de récidive. Sauf rares exceptions (peines à perpétuité), l'ensemble des détenus peut former une telle demande après avoir atteint le tiers de leur sentence ou bien sept ans, en fonction de la première échéance qui survient dans la peine. Il s'agit de la mesure la plus méritoire, puisque le libéré peut dans ce contexte être autorisé à résider à son propre domicile ou au domicile de proches.

La «semi-liberté» représente une autre mesure qui permet à un détenu de prendre part à des activités de réinsertion sociale de façon graduelle dans la collectivité. Elle peut avoir lieu six mois avant la date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale, ou bien, pour les condamnés à une peine d'emprisonnement à perpétuité, trois ans avant la

date d'admissibilité à la libération conditionnelle totale ou après avoir purgé trois ans, selon l'option la plus tardive de ces deux échéances. De façon générale, les libérés qui bénéficient d'une semi-liberté résident dans un établissement correctionnel comme une maison de transition ou un centre correctionnel communautaire.

Quant à la «libération d'office», elle survient aux deux tiers de la sentence. Elle permet aux détenus qui n'ont pas demandé de libération conditionnelle -ou ceux pour qui la CLCC a refusé de leur octroyer- de purger le dernier tiers de leur sentence en collectivité. Ils seront alors soumis à des conditions semblables à une libération conditionnelle. Dans ce cadre, certains détenus peuvent être dans l'obligation de résider au sein d'un établissement correctionnel en communauté lors de ce type de surveillance, en particulier lorsqu'ils se voient octroyer la condition d'«assignation à résidence». Cela se produit lorsque, en l'absence d'une telle condition, le justiciable est considéré présenter un risque inacceptable pour la société sous les autres stratégies de surveillance alternatives. Bien que ce type de mise en liberté soit obligatoire et automatique pour tous les condamnés selon la loi – sauf ceux condamnés à une peine d'emprisonnement à perpétuité - la CLCC peut ordonner un maintien en incarcération s'il y a «motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra une infraction qui causera un dommage grave ou la mort d'une personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue».

À leur libération, les justiciables sont orientés dans un bureau de libération conditionnelle près de leur lieu de résidence. Le nombre mensuel de rencontres de surveillance dépend du niveau de risque qu'ils sont jugés représenter. En plus des conditions spéciales qui leur ont été imposées par la CLCC et des ordonnances émises par un juge, les libérés doivent également respecter les lois et faire preuve de transparence avec «l'équipe de gestion de cas» à leur dossier. Au sein de notre milieu de stage, cette équipe était composée de l'ALC, du responsable des agents de libération conditionnelle (RALC) attitré à l'ALC ainsi que du conseiller clinique de la maison de transition. Ils doivent systématiquement se consulter avant toute prise de décision dans le dossier d'un justiciable.

Quant à l'ordonnance de surveillance de longue durée (OSLD), elle est imposée par un juge au moment de la sentence à des condamnés qui sont considérés représenter un risque élevé de récidive, lequel demeurerait toutefois «contrôlable» en collectivité (C-17, 1997). Les individus y étant soumis, qui portent le titre de «délinquants à contrôler», demeurent admissibles à toute forme de mise en liberté sous condition qui précède l'expiration de leur sentence. L'OSLD est supervisée par un ALC en communauté et débute à l'échéance du mandat qui peut être tant provincial que fédéral. Il s'agit d'une mesure restrictive qui peut être d'une durée maximale de 10 ans. Les activités de surveillance sont similaires aux mesures de surveillance susmentionnées, à l'exception de la gestion des manquements aux conditions qui, le cas échéant, nécessite de nouvelles accusations. L'OSLD peut être assortie d'une condition d'assignation à résidence d'une durée maximale d'un an, laquelle a été recommandée par l'ALC en communauté et octroyée par la CLCC. Six semaines avant l'expiration de la mesure, l'ALC au dossier peut recommander, au besoin, la reconduite de cette condition pour une autre année, et ce, tant et aussi longtemps que le risque sera jugé inacceptable pour la société dans d'autres dispositions de surveillance.

Il en ressort de cette section portant sur le SCC que les intervenants correctionnels œuvrent dans un système où l'aide côtoie le contrôle. De par les transformations pénales découlant d'une justice actuarielle, l'accent semble davantage avoir été mis sur la gestion des risques de groupes d'individus que sur la normalisation des comportements propres à chacune des personnes contrevenantes. De surcroît, cette refonte a également modifié le travail des professionnels du SCC dont les interventions sont régies par les lignes de conduite du SCC, lesquels demeurent malgré tout imputables de leurs décisions relatives à la gestion des contrevenants en communauté.

4. Problématisation

À la lumière de ce qui précède, l'état des connaissances actuelles permet de constater que, depuis l'adhésion au modèle RBR au sein du système pénal, l'objectif de réinsertion sociale tend à être mis de côté pour les justiciables étant considérés représenter un risque élevé de récidive. Ce groupe de justiciables se voit imposer bon nombre de mesures de

contrôle, comme les ordonnances de surveillance de longue durée, qui ont comme objectif ultime d'assurer une surveillance adéquate et d'empêcher la récidive criminelle.

Considérant les impacts bénéfiques de l'alliance de travail dans l'intervention destinée aux personnes contrevenantes recensés dans la recherche, notamment en termes de prévention de la récidive et de conformisme aux conditions légales, nous nous sommes questionnée à savoir si l'instauration d'un tel lien était possible dans un contexte contraignant émanant d'une mesure de surveillance de longue durée. Cette interrogation découle également du fait que ces mesures coercitives sont généralement imposées à des justiciables cumulant plus d'une récidive ou bien ayant commis des infractions d'une importante gravité objective, ceux-ci étant étiquetés comme des cas «problématiques» qui possèdent de nombreux besoins. Lorsqu'un tel lien est présent, nous voulions également approfondir et comprendre la façon dont il se met en place, qu'il évolue et qu'il se maintient au travers d'un suivi se prolongeant sur plusieurs années, en plus d'identifier les facteurs venant favoriser ou nuire au développement d'une telle alliance.

Ce rapport de stage constitue donc une étude exploratoire s'intéressant à l'alliance de travail au sein d'une mesure de surveillance de longue durée, en s'attardant plus précisément au vécu des acteurs concernés, c'est-à-dire l'agent de libération conditionnelle ainsi que le justiciable sous sa supervision. Ce projet académique permettra ainsi d'approfondir une dimension peu traitée dans la littérature à ce jour.

CHAPITRE 2 : CONTEXTUALISATION DU MILIEU DE STAGE ET **OBJECTIFS**

1. Milieu de stage

1.1 Services correctionnels canadiens : mandat et valeurs

Notre stage s'est tenu au sein des Services correctionnels du Canada (SCC), plus précisément à titre d'agente de libération conditionnelle au bureau SCC Maisonneuve situé à Montréal. Il s'agit d'un bureau de libération conditionnelle comprenant près de 25 professionnels ALC, quatre psychologues ainsi que six agents de programmes.

Le mandat commun des employés du SCC comporte deux volets au centre de toutes les pratiques, soit la protection de la société et la réinsertion sociale (SCC, 2010). L'objectif des interventions est principalement que les contrevenants respectent les lois sous une supervision juste, sécuritaire et humaine. Les valeurs établies par le SCC guident entre autres les pratiques, la prise de décisions et le jugement discrétionnaire. Elles s'appliquent dans le cadre des interactions avec les contrevenants, mais également entre collègues, partenaires et envers le public.

Le respect représente la valeur première du SCC (SCC, 2012). Il implique que les intervenants adoptent un comportement qui considère la dignité des personnes, tout en les aidant à se diriger vers une voie prosociale en respectant les lois. La deuxième valeur prônée est la justice. En somme, il s'agit de toute pratique liée à l'objectivité, l'égalité, l'impartialité et les relations interpersonnelles. Le SCC indique que «pour être juste, il faut traiter les autres comme vous aimeriez qu'ils vous traitent». Puis, il y a le professionnalisme, qui constitue l'engagement à respecter les normes de conduite et à se tenir à jour dans les interventions, soit en acquérant continuellement de nouvelles connaissances spécialisées qui seront au fur et à mesure intégrées à la pratique pour le bien public. En d'autres mots, il s'agit d'un engagement à l'intégrité et à ne pas déroger de ses valeurs, et ce, dans les circonstances les plus difficiles. La quatrième valeur identifiée par le SCC est celle de l'inclusion. Il est question de l'engagement à considérer

les différences culturelles, spirituelles et générationnelles, les difficultés individuelles et les divers points de vue. Enfin, la dernière valeur établie est la responsabilisation, qui suppose d'être en mesure d'expliquer et de justifier la pertinence des mesures et des décisions prises à tout moment. Elle implique également de faire preuve d'ouverture et de transparence dans l'ensemble de ses interventions.

1.2 Évaluation initiale lors d'un retour en collectivité

Lorsqu'un détenu obtient sa libération, il a la responsabilité de rencontrer son ALC en communauté dans un délai de 24 heures. Lors de cette première rencontre, l'ALC passe en revue chacun des points colligés au sein du formulaire d'entrevue initiale établi par le SCC. Il est question principalement de voir avec lui ses conditions spéciales, les ordonnances auxquelles il est soumis, son nombre de rencontres mensuelles, la mise à jour des coordonnées de ses ressources, le périmètre à respecter, etc. Le déroulement de la mesure lui sera ensuite expliqué avec une insistance notamment sur les conséquences auxquelles il s'expose s'il contrevient à ses conditions de libération ou à ses ordonnances. C'est également lors de cette rencontre que l'ALC en communauté présente son rôle et aborde les objectifs de la planification correctionnelle qui ont été identifiés pendant son incarcération. Cette rencontre peut durer entre 30 minutes et une heure.

Puis, dans les 30 jours suivant la mise en liberté de l'ex-détenu, une révision de la planification correctionnelle est nécessaire. Jusqu'à ce que cette mise à jour soit effectuée, celui-ci est rencontré sur une base hebdomadaire. Cette révision implique de revoir les objectifs qui ont été identifiés avant sa libération et de confirmer qu'ils demeurent pertinents et d'actualité. Cette étape vise également à établir la fréquence de contacts jugés nécessaires par l'ALC qui suit le libéré en collectivité. Les rencontres subséquentes s'inscrivent dans une optique de surveillance où les diverses sphères de la vie quotidienne du libéré sont abordées dans le but d'assurer une saine gestion du risque en collectivité.

1.3 Description des interventions proposées

Tel que susmentionné, le nombre mensuel de contacts dépend du niveau de risque que le libéré est considéré représenter (L.C., 1992). Ce nombre varie, et est généralement moins fréquent, si la personne séjourne en maison de transition. Il peut également être revu à la hausse ou à la baisse lors d'une mise à jour du plan correctionnel, dépendamment des progrès observés.

Globalement, les rencontres de surveillance sont d'une durée allant de 15 minutes à une heure. Elles visent à offrir un accompagnement au justiciable dans le but d'éventuellement atteindre les objectifs fixés au plan d'intervention. Ces rencontres peuvent se faire soit au bureau du SCC, soit au lieu de travail du justiciable ou bien dans tout autre endroit permettant d'avoir une discussion confidentielle. À la fin de chaque rencontre, le professionnel se positionne à savoir si le risque demeure toujours acceptable en collectivité.

Dans le cadre de son suivi, l'ALC en communauté est tenu d'avoir des contacts avec les divers intervenants au dossier ainsi qu'avec toute personne gravitant autour du libéré -parents, amis, employeurs notamment. Si le condamné passe un temps significatif avec une personne ressource, cette dernière doit être évaluée par un ALC en communauté par le biais d'une «évaluation communautaire» (idéalement l'ALC déjà au dossier si sa charge de travail le lui permet). Ce faisant, l'ALC devra se prononcer sur la pertinence de cette fréquentation.

Les interventions posées par l'ALC en communauté peuvent concerner une gamme de sujets, allant de la sphère conjugale, financière, à la recherche d'emploi et à la vie sexuelle. L'intervenant a la responsabilité de s'assurer que le libéré s'implique dans son plan correctionnel et qu'il fait tout en son pouvoir pour respecter ses conditions.

Selon la LSCMLC, une suspension d'une mise en liberté sous condition ou d'une OSLD peut avoir lieu dans trois cas: lors d'un manquement aux conditions, pour éviter un manquement aux conditions ou bien pour protéger la société (SCC, 2018). Lorsqu'un tel incident survient, l'équipe de gestion de cas évalue la situation. Si le risque est jugé avoir augmenté par ceux-ci et qu'il est selon eux impossible à gérer dans la collectivité, il

y a automatiquement suspension et incarcération. L'ALC en communauté effectue par la suite une entrevue postsuspension avec le condamné afin de cumuler les renseignements nécessaires pour recommander soit une annulation de la suspension, soit un renvoi devant la CLCC pour que ceux-ci interviennent et décide de la suite des choses. Une annulation de la suspension peut être demandée par l'ALC en communauté dans les 30 jours suivant la réincarcération. Dès lors, une révision de la planification correctionnelle a généralement lieu afin de resserrer l'encadrement en collectivité pour éviter qu'une telle situation se reproduise. Lorsqu'un renvoi devant la CLCC est recommandé, l'ALC est tenu de produire une «évaluation en vue d'une décision», document qui collige les renseignements relatifs à l'incident ainsi que les recommandations de l'ALC au dossier. Il peut alors y avoir annulation de la suspension assortie d'un nouveau plan de libération et de conditions pour le libéré, ou bien révocation de sa libération conditionnelle. Ce déroulement est sensiblement le même pour un libéré soumis à une OSLD, à l'exception qu'il ne peut avoir révocation. En effet, il y a soit annulation de la suspension, soit de nouvelles accusations criminelles. Toute peine d'incarcération supplémentaire entraîne une interruption de l'OSLD en cours, laquelle reprend à l'expiration de la nouvelle sentence, appelée «sous-peine».

Dans le cas où une condition a été brisée et que l'équipe de gestion de cas juge plutôt que le risque n'est pas augmenté, elle a le choix d'augmenter l'encadrement du délinquant, de trouver des mesures alternatives qui auront un impact dissuasif auprès de ce dernier ou bien d'effectuer, par exemple, une rencontre disciplinaire pour lui faire prendre conscience des conséquences des gestes posés.

1.4 Travail multidisciplinaire dans ce milieu

Le bureau SCC Maisonneuve est composé d'environ 25 ALC. La majorité des professionnels côtoyés dans le cadre de notre stage possédaient un baccalauréat en criminologie ou bien en psychologie. Une fois par mois, une rencontre d'employés a lieu et traite habituellement de points techniques soulevés par le directeur du bureau. À l'occasion, des organismes communautaires viennent présenter leur offre de services afin

d'informer les ALC des ressources à leur disposition en collectivité. De plus, à titre de formation continue et dans le but de parfaire leurs connaissances, les ALC doivent annuellement prendre part à des formations thématiques et effectuer un nombre d'heures précises de formation en ligne.

Par ailleurs, les justiciables sous juridiction fédérale peuvent avoir accès à plusieurs types de professionnels. L'ALC peut effectivement travailler en collaboration avec des psychologues, psychiatres, médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, en plus de divers organismes qui interviennent auprès du libéré.

Dans le cadre de notre stage, nous avons surtout travaillé conjointement avec les intervenants et conseillers cliniques du CRC Madeleine-Carmel, puis avec la responsable du programme Parent-Aise s'adressant aux délinquants sexuels. L'ensemble de ces intervenants, dont les ALC en communauté qui effectuent la liaison avec le CRC, assiste à une réunion clinique à la maison de transition sur une base bimensuelle. Ce moment permet de présenter les nouveaux résidents admis au CRC et d'échanger sur les cas plus problématiques afin de se pencher sur des pistes d'intervention possibles entre les intervenants concernés. Une grande importance est ainsi accordée au travail d'équipe, puisque certains intervenants comme les conseillers cliniques côtoient les justiciables au quotidien et peuvent parfois avoir accès à de l'information pertinente n'étant pas connu des ALC en communauté. L'échange d'informations est donc primordial pour assurer une bonne gestion du risque en collectivité. Toutefois, seul l'ALC en communauté est investi du pouvoir lors d'une mesure de surveillance.

1.5 Activités réalisées dans le cadre du stage

En tant que stagiaire ALC affiliée à la maison de transition Madeleine-Carmel, nous avons eu l'occasion d'exercer diverses activités qui nous ont permis d'accroître notre compréhension de l'alliance de travail au sein d'un suivi de longue durée. Au total, quatre justiciables nous ont été exclusivement assignés, dont trois d'entre eux étaient assujettis à une OSLD. Nous étions donc responsable de l'ensemble de leur suivi, nous référant certes à notre superviseure lorsqu'une décision devait être prise dans le dossier.

Par ailleurs, nous avons eu l'occasion de faire des rencontres de surveillance au bureau SCC Maisonneuve ainsi qu'aux domiciles et aux lieux de travail des libérés sous la surveillance de notre superviseure, de participer aux réunions cliniques, d'effectuer des évaluations communautaires, d'assister à des audiences de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, d'assister à une entrevue postsuspension, puis enfin de participer au processus d'évaluation initiale à l'établissement de détention Rivière-des-Prairies. En plus de contribuer au développement de notre expertise dans ce domaine, nous avons pu être témoin de situations qui ont servi à parfaire nos analyses relatives à notre sujet d'étude.

1.6 Les personnes responsables de notre supervision

Dans le cadre de notre stage, nous avons été supervisée par Mme Catherine Tremblay, ALC, ainsi que par Mme Caroline Legault, responsable des agents de libération conditionnelle (RALC). Notre directive de maîtrise était Mme Marion Vacheret, professeure à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, laquelle assurait la supervision du volet académique de ce travail.

2. Les objectifs du stage

Cette expérience de stage ainsi que l'élaboration de ce projet de recherche visaient entre autres l'atteinte d'objectifs cliniques et académiques identifiés avant le début du processus. Ceux-ci seront abordés au sein de la section suivante.

2.1 Objectifs cliniques

L'intégralité du stage effectué nous a entre autres permis d'atteindre les objectifs cliniques préalablement identifiés, soit :

- Se familiariser avec le milieu correctionnel fédéral: en apprendre davantage sur le rôle et les tâches d'un ALC ainsi que le cadre législatif encadrant l'alliance de travail entre un ALC et un libéré.
- Développer et perfectionner nos habiletés professionnelles: en apprendre davantage sur les stratégies d'intervention, prioriser les interventions conformes aux besoins de chacun, démontrer une utilisation pertinente de notre jugement clinique, travailler nos techniques d'entrevue, développer une autonomie ainsi qu'une confiance en nos décisions et recommandations, puis faire preuve d'autocritique.

2.2 *Objectifs académiques*

Tel que mentionné précédemment, l'objet de ce rapport vise à explorer l'alliance de travail unissant un ALC et un libéré assujetti à un suivi de longue durée. Les objectifs académiques préétablis vont donc comme suit :

- Mettre en lumière les fondements de l'alliance de travail, soit les éléments caractéristiques de cette alliance telle que vécue et définie par les personnes rencontrées.
- Comprendre et explorer les éléments favorisant l'implantation d'une telle alliance selon les intervenants et les justiciables suivis.
- Connaître la perception des acteurs quant à l'important d'une telle alliance dans le cadre d'une mesure de surveillance de longue durée.

CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE ET PARTICIPANTS

1. Méthodologie qualitative

En sciences sociales, l'approche qualitative s'inscrit dans un modèle de recherche plutôt compréhensif, interprétatif et holistique (Muchielli, 1996). Cette méthode s'est développée afin d'ajouter une visée compréhensive aux phénomènes inconnus ou encore non-explorés, au vécu et aux expériences de divers groupes sociaux (Gauthier, 2003). Elle tend à produire et à analyser le comportement observé d'individus, des paroles écrites ou dites qui ont trait à un phénomène social en milieu naturel (Poupart 1997). La démarche qualitative s'attarde à la construction sociale d'une réalité propre aux acteurs concernés, mais aussi au principe de réflexivité qui réfère au rôle du chercheur de reconnaître l'influence qu'il a pu avoir sur le développement de savoir à toutes les étapes du processus de recherche (Wincup, 2017). En somme, une recherche qualitative est à privilégier dans des contextes où il faut détecter un besoin, améliorer un fonctionnement ou des performances, explorer un phénomène peu étudié et tester des hypothèses scientifiques.

Dans le cas qui nous occupe, nous souhaitons recueillir l'expérience subjective des acteurs concernés en ce qui a trait au lien qui se développe entre un ALC et un libéré en contexte de surveillance de longue durée. Plus précisément, il est question d'éléments à ce jour peu traités au sein de la littérature, soit les dimensions qui influencent la mise en place d'une alliance de travail ainsi que le maintien de ce lien sur le long terme et selon les divers événements vécus. De fait, considérant la nature exploratoire de ce sujet, le nombre limité de participants ainsi que l'accent que nous voulions mettre sur le discours des participants, une méthodologie de type qualitative était selon nous à privilégier.

Nous avons fait le choix de procéder à une étude de cas afin de comprendre l'implantation d'une alliance à travers le croisement des points de vue et des vécus des deux protagonistes impliqués dans cette alliance, soit le libéré assujéti à une mesure de surveillance dans la collectivité et l'agent de libération conditionnelle responsable du suivi.

2. *Sources de données*

2.1 *Étude de cas*

L'étude de cas est une méthode de choix lorsqu'il est question du comportement humain, puisqu'elle permet entre autres de décrire un problème observé, l'expliquer, le prédire et même de possiblement contrôler les processus inhérents à celui-ci (Thomas, 2011). Une telle démarche permet ainsi d'explorer un phénomène non pas à travers une seule lentille, mais bien à travers une variété qui permet d'étudier les multiples facettes de celui-ci pour en tirer une compréhension profonde (Baxter et Jack, 2008). Il s'agit concrètement de mener une étude empirique sur un phénomène contemporain dans son contexte naturel en utilisant une ou plusieurs sources de données (Yin, 2003). De surcroît, en relevant les éléments communs et distinctifs de chaque «cas», le phénomène peut ainsi être étudié comme un tout (Bullock et coll., 1986).

Dans le cadre du présent processus évaluatif, le «cas» constitue en fait un duo formé d'un ALC et d'un justiciable, la notion de «couple» étant selon nous primordiale afin de cerner la dynamique entre les deux parties. Nous avons donc procédé à l'étude de deux cas par l'entremise d'entrevues semi-dirigées.

2.2 *Entrevues semi-dirigées*

L'entretien permet, plus que tout autre instrument, de mettre en lumière la dynamique entre un intervieweur et un interviewé. Il recueille le point de vue tant implicite qu'explicite des acteurs ainsi que la façon dont ils ont expérimenté certains éléments. Il est ainsi possible d'approfondir les connaissances sur un sujet en mettant l'accent sur le discours des participants (Baribeau et Royer, 2012). Une certaine directivité s'avérerait ici nécessaire afin de circonscrire le déroulement des entrevues et ainsi connaître le point de vue des sujets sur les thèmes abordés au sein de la recension de la littérature scientifique déjà effectuée. L'entretien semi-directif a donc été la méthode choisie.

En somme, l'entretien semi-directif ne se veut pas un interrogatoire, mais plutôt un dialogue orienté autour de certains thèmes préalablement définis, où l'interviewé est libre d'expression (Combessie, 2007). Il constitue un moment riche d'écoute, de partage, d'empathie, de reconnaissance de l'expérience du participant et du chercheur (De Sardan, 1995). Pour décrypter le sens du discours de l'interviewé, il importe que l'intervieweur soit patient, attentif, curieux et à l'écoute du récit, le tout en gardant une certaine distance. Par ailleurs, un lien de confiance est préférable lors des interactions pour permettre une pertinence et une profondeur supplémentaires au matériel recueilli. L'intervieweur oriente également la conversation par des reformulations et des relances (Romelaer, 2005).

2.3 *Analyse thématique*

Dans le cadre de ce rapport de stage, la méthode d'analyse choisie a été l'analyse thématique des entretiens retranscrits sous forme de verbatim. Selon Muchielli (2006), «toute analyse qualitative doit passer par une certaine forme de thématisation». Une analyse de contenu débute par une lecture attentive d'un corpus afin d'en préciser le contenu. Le tout est ensuite codifié en catégories pouvant être construites et modifiées au fur et à mesure, au risque de devoir modifier la question de recherche en cours de travail. L'analyse thématique représente une technique descriptive permettant de recenser, d'identifier et de classer les éléments de leur contenu (Paillé et Muchielli, 2003).

Le «thème» représente une construction intellectuelle du chercheur basée sur des éléments répétitifs du texte. Le profil du chercheur représente alors une variable importante dans le processus. Il s'agit d'une expression ou d'un concept qui indiquent ce sur quoi porte un ensemble de données ou leur signification, dont le chercheur juge qu'il y a une parenté de sens (Saldana, 2009). Il y a d'abord une catégorisation du texte par thèmes qui figureront au sein d'une grille d'analyse qui tiendra également compte de l'évolution de ces matrices (Fallery et Rodhain, 2007). Il y aura ensuite analyse de cette grille selon la fréquence d'apparition de certains thèmes, la variation selon les participants, les changements de sujets, les distinctions, les similitudes, les contextes, etc.

La méthode d'élaboration des codes thématiques privilégiée au sein de cette étude a été le codage conceptualisé, car toutes les démarches qui ont recours à un entretien semi-directif font partie de cette catégorie (Miles et Huberman, 2003). Comme les thèmes abordés lors de ces entretiens avaient auparavant été établis, il restait à départager le contenu selon les différents locuteurs. Un tel codage peut toutefois afficher des limites et il peut arriver que le chercheur doive ajouter des thèmes à sa liste de départ, quitte à reformuler le tout.

L'étape finale est la consolidation des thèmes. Après avoir déterminé de façon définitive les thèmes, il faut approfondir et affiner leur contenu et leur signification. Le chercheur divisera le tout en thèmes principaux et en sous-thèmes (Paillé et Mucchilli, 2003). Cette cartographie permettra une schématisation de l'ensemble du corpus pour obtenir un regroupement des thèmes selon une logique découlant du contenu lui-même. En ce qui a trait à l'étape subséquente, une analyse horizontale sera privilégiée puisque l'on souhaite étudier les différentes formes d'un même thème à travers les entretiens de tous les participants (Blanchet et Gotman, 1992).

2.4 *Les thèmes*

Des entrevues semi-directives ont été conduites auprès de deux justiciables assujettis à une mesure de surveillance de longue durée et deux ALC, dans le but de connaître leur perception quant à l'importance et aux enjeux d'une alliance de travail au sein d'une telle mesure correctionnelle. Pour ce faire, le dialogue a été orienté autour des thèmes visés par notre projet de recherche. Ceux-ci proviennent des éléments soulevés au sein de notre premier chapitre et vont de pair avec les objectifs de notre étude.

Pour débiter nos entrevues, nous explorions les suivis les plus significatifs qu'ils avaient eus et les questionnions sur les éléments positifs et négatifs qui avaient émergé de ceux-ci. Ces échanges permettaient de diverger vers une tonne de sujets connexes, comme les caractéristiques favorisant le développement d'un lien, celles qui nuisaient, l'expérience et le sexe des ALC, etc. Nous en avons également profité pour aborder leur suivi actuel, soit pour cerner la dynamique des deux duos à l'étude.

Puis, nous abordions ensuite les événements vécus qui ont pu écorcher leur alliance par le passé. Nous voulions principalement évaluer la façon dont les justiciables avaient vécu les situations où, par exemple, une suspension avait eu lieu. Plus précisément, si cela affectait le lien de confiance avec leur ALC. Également, nous interrogeons les ALC sur la façon dont elles avaient surmonté et géré des périodes où rien ne semblait fonctionner, où il y avait absence de progrès et où un lien n'avait pas été en mesure de se créer.

Enfin, dans la dernière partie des entretiens conduits auprès des libérés, il était question de l'expiration de leur mandat, soit de la fin de leur supervision. Ceci nous permettait d'échanger sur leurs craintes vis-à-vis la réduction de l'encadrement dont ils bénéficiaient depuis plusieurs années ainsi que sur leur perception des bénéfices d'un tel accompagnement sur le respect de leurs conditions et des lois. En ce qui concerne les ALC, il était plutôt question de recueillir leur point de vue sur le contexte organisationnel actuel et sur les divers changements observés au sein de leur milieu de travail dans les dernières années. Elles étaient également invitées à se prononcer sur l'importance à leurs yeux d'une alliance de travail, particulièrement sur les répercussions observées sur le risque de récidive.

3. *L'échantillon*

3.1 *Choix des participants*

Lors de notre stage effectué au bureau SCC Maisonneuve, nous avons fait appel à l'ensemble des ALC en place afin de connaître leur intérêt à participer à notre étude portant sur l'alliance de travail. Parmi ceux étant réceptifs, soit cinq professionnels, deux ont été choisis en fonction de leur charge de travail qui comprenait majoritairement des libérés disposant d'un suivi de longue durée. Après avoir chacune ciblé deux individus avec qui elles jugeaient disposer d'un lien qui excédait le simple suivi pénal, elles les ont sondés dans le cadre d'une rencontre de surveillance à savoir s'ils étaient intéressés à participer à un tel projet en expliquant brièvement le sujet d'étude.

À cette première étape, une personne a dès lors mentionné son refus à cet égard, par manque d'intérêt. Les trois autres individus se sont montrés réceptifs. Nous avons

rencontré ceux-ci quelques minutes lors de leur rencontre de surveillance au bureau SCC Maisonneuve afin de confirmer leur intérêt. Nous leur avons par la suite indiqué que nous allions les recontacter pour la suite des choses. Pour notre choix final, nous avons décidé de sélectionner les deux libérés ayant la plus longue mesure de surveillance.

Avant la réalisation des premiers entretiens, nous avons informé les participants de l'objet de notre étude, des risques et des bénéfices d'un tel processus. Par la suite, malgré le fait qu'un certificat d'éthique n'était pas exigé dans le cadre de ce projet, un formulaire de consentement éclairé leur a été fourni afin qu'ils y apposent leur signature. Ceux-ci ont unanimement consenti à être enregistrés à des fins de retranscription du contenu en verbatim. Une confidentialité leur était par le fait même garantie, leur indiquant qu'aucune information inscrite ne pourrait permettre de les identifier lors de la rédaction du projet final. Enfin, il a été question d'un entretien d'une durée minimale d'une heure avec chaque participant, lesquels se sont tous déroulés au bureau SCC Maisonneuve.

3.2 Présentation des participants

La sélection des participants s'est effectuée selon leur pertinence théorique à la problématique mise en cause. Cette section décrit brièvement ceux-ci et fait état de leur situation judiciaire ou professionnelle.

3.2.1 Duo 1 : Mathieu et Ariane

a) Mathieu

Âgé dans la mi-cinquantaine, Mathieu est actuellement assujetti à une ordonnance de surveillance de longue durée de sept ans qui prendra fin en 2019. Il est accompagné

depuis maintenant trois ans (soit depuis 2014) par Ariane, ALC au bureau SCC Maisonneuve. Il s'agit pour lui du plus long suivi avec la même intervenante à ce jour.

La fiche criminelle de Mathieu s'ouvre plutôt tardivement, soit à l'âge de 45 ans. Il a ainsi été condamné à une sentence d'emprisonnement de deux ans en 2007 suivie d'une OSDL de 7 ans. Il a depuis connu beaucoup de difficultés dans le cadre de ses séjours en maison de transition et en centre résidentiel communautaire, se voyant imposer une condition d'assignation à résidence jusqu'en 2014. Il a effectivement été suspendu à trois reprises, ce qui a occasionné de nouvelles accusations dans le cadre de son OSDL, laquelle a ainsi été interrompue pendant une année. Mathieu rapporte souffrir d'un trouble de personnalité limite sévère et indique avoir de la difficulté à entretenir des relations interpersonnelles saines et stables. Il dit ainsi qu'il lui est arrivé à maintes reprises de délibérément provoquer des conflits avec les ALC à son dossier, étant difficilement en mesure de développer un lien significatif avec ceux-ci. En fait, Ariane est la première intervenante avec qui il indique avoir été capable de développer une telle alliance.

Par ailleurs, Mathieu habite seul en appartement depuis trois ans, soit depuis sa sortie du centre correctionnel communautaire où il résidait depuis quelques années. À l'heure actuelle, il gère son budget et participe à plusieurs suivis en lien avec ses problématiques (sexuelle et jeu pathologique). Il indique n'avoir jamais été aussi autonome et attribue en grande partie ses succès à Ariane.

b) Ariane

Ariane travaille au SCC depuis moins de 15 ans. Âgée de moins de 40 ans, elle a débuté sa carrière comme ALC en communauté, plus précisément au sein d'un centre correctionnel communautaire. Elle travaille au bureau SCC Maisonneuve depuis déjà quelques années. À l'heure actuelle, sa charge de travail est composée de 15 justiciables, dont 12 qui ont commis des infractions sexuelles et huit sont soumis à une OSDL. Elle indique figurer parmi les rares ALC qui se montrent volontaires à travailler en collaboration avec les libérés disposant de cette mesure hautement restrictive et de longue

durée. Elle mentionne apprécier le fait de travailler cliniquement sur le long terme afin d'être en mesure de constater les fruits de ses interventions.

Souhaitant au départ œuvrer dans un domaine où elle pourrait faire une différence dans la société, elle se dit passionnée par son travail d'ALC. La création d'un lien est son objectif premier lorsqu'elle entame un suivi. Selon elle, c'est en aidant qu'on gère le risque et qu'on protège la société.

3.2.2 Duo 2 : Éric et Mélissa

a) Éric

Éric se situe à la mi-quarantaine et est suivi par les services correctionnels depuis l'adolescence. Il se considère comme un individu institutionnalisé pour qui la réhabilitation en société est un véritable défi qu'il n'aurait jamais été en mesure d'accomplir à ce jour.

Sa fiche criminelle s'ouvre à l'âge de 15 ans et était au départ marquée de délits acquisitifs de faible gravité objective pour lesquels il était sanctionné par des sentences provinciales. En vieillissant, sa trajectoire a pris une tournure à connotation violente et il a écopé d'une première peine fédérale au début des années 1990. Il en est actuellement à un troisième terme fédéral d'une durée significative. Il a été sentié à une peine de huit en 1999 et n'a toujours pas été en mesure d'arriver au terme de cette mesure, cumulant les récidives, les réincarcérations et les révocations depuis. Il cite avoir été suivi par plus d'une vingtaine d'ALC, et rapporte avoir partagé avec eux tant des expériences négatives que positives.

Pour ce qui est de l'accompagnement actuel, Éric est suivi par Mélissa depuis 2013. Ce suivi a été interrompu en 2015, soit quelques mois avant l'expiration de son mandat, en raison d'une rechute de consommation d'alcool et d'une récidive (vol). Réincarcéré pour ces faits pendant un peu plus de 18 mois, il a, à sa sortie sous forme de LO avec assignation à résidence, demandé à reprendre son suivi avec Mélissa au CRC Madeleine-

Carmel. La prochaine étape pour lui avant la fin de son mandat sera de se trouver un appartement et d'apprendre à composer avec la diminution de l'encadrement, ce à quoi il dit ne pas être familier.

b) Mélissa

Mélissa est âgée de plus que 40 ans et travaille comme ALC en communauté depuis plus de 15 ans. Bachelière en criminologie, elle aspirait dès l'âge de 14 ans à devenir criminologue après avoir lu un livre sur le sujet. Elle a d'abord effectué un stage en centre jeunesse, mais a quelque peu été déçue par cette expérience. Elle a par la suite fait son entrée au SCC à titre d'étudiante d'été et indique avoir su dès lors qu'elle était dans le bon domaine, préférant intervenir auprès d'une clientèle adulte. Elle a uniquement travaillé comme ALC en communauté et est au bureau SCC Maisonneuve depuis plus d'une dizaine d'années.

Sa charge de travail comporte actuellement 15 libérés, dont huit d'entre eux résident à la maison de transition, deux sont soumis à une OSLD et cinq sont assujettis à une sentence à perpétuité. Après toutes ses années, elle se dit toujours aussi épanouie dans son travail. Elle dit d'ailleurs accorder beaucoup d'importance à la création d'un lien et ses interventions sont basées sur cet objectif.

4. *Les limites de l'étude*

Il importe de souligner que ce rapport de stage comporte certaines limites qui méritent d'être considérées et qui viennent en partie restreindre la portée de nos conclusions.

En premier lieu, un biais de sélection ne peut être écarté puisqu'il n'était pas question d'un échantillon aléatoire. En ce qui a trait particulièrement aux justiciables, il est possible de présumer que les ALC interrogées nous ont identifié des individus avec qui une alliance de travail était présente au sein du suivi et qu'elles croyaient réceptifs. Il y a donc lieu de croire que ceux-ci ne partagent forcément pas les mêmes caractéristiques

que la population générale d'hommes assujettis à une mesure de surveillance de longue durée.

Par ailleurs, comme la demande a été faite aux justiciables par l'ALC à leur dossier, nous émettons l'hypothèse d'un biais de désirabilité sociale, au sens où ceux-ci se sont engagés à participer à notre étude pour ne pas déplaire à leur intervenante. Également, il se peut que ceux-ci aient omis certains aspects négatifs concernant leur suivi actuel, redoutant possiblement le fait que ces informations soient partagées à leur ALC lors de la lecture de ce présent rapport.

D'autre part, la faible taille de notre échantillon ainsi que l'utilisation d'une seule source de données viennent sans contredit limiter l'étendue de nos conclusions et ne nous autorisent pas à émettre des hypothèses généralisables à la population étudiée, ne permettant donc pas d'atteindre le principe de saturation. Néanmoins, ce projet s'inscrivait plutôt dans une perspective exploratoire et avait comme objectif de générer de nouvelles conceptions qui méritent à tout le moins une attention particulière. En effet, les grandes lignes ayant émergé de ce projet de stage ont permis d'approfondir les particularités de l'alliance de travail au sein d'un suivi de longue durée et d'identifier des pistes de réflexion pertinentes.

Enfin, le fait que nous occupons personnellement l'emploi d'agente de probation au quotidien peut avoir en quelque sort nui à la neutralité de la démarche. En effet, comme nous attachons de l'importance à l'alliance dans le cadre de nos fonctions, il est possible de relever une certaine subjectivité dans la conduite des entretiens, laquelle a pu inconsciemment donner une orientation à la démarche et, d'une certaine façon, influencer les résultats obtenus.

CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les objectifs académiques de ce projet visent à explorer les fondements de l'alliance de travail au sein d'un suivi de longue durée, à approfondir les dimensions qui

favorisent l'implantation d'un tel lien en cours de suivi, en plus de connaître la perception des participants de l'étude à ce propos. Au sein de ce chapitre analytique, nous ferons état des éléments notables s'étant dégagés des entretiens conduits auprès des quatre participants. Les thèmes avancés seront au fur et à mesure comparés à la littérature existante à ce sujet.

Ce chapitre représente la partie essentielle de ce travail académique et est divisé en quatre principales sections. D'abord, un portrait des deux duos sera dressé. Ensuite, il sera question des éléments qui caractérisent l'alliance de travail aux yeux des participants interrogés. La troisième section traitera des éléments favorisant le développement d'une telle alliance, tandis que la quatrième section clora sur la fin de l'accompagnement et les craintes des justiciables s'y rattachant.

1. Les duos

Au sein de la présente section, nous dressons le portrait des deux relations au sein desquelles évoluent les participants à l'étude. Cette illustration permettra au lecteur de mieux saisir la dynamique des deux duos afin d'aider à la compréhension de la section subséquente traitant de l'analyse du contenu des entretiens.

1.1 Mathieu et Ariane

Le suivi qui unit Mathieu et Ariane dure depuis maintenant trois ans, lorsque Mathieu quittait le centre correctionnel communautaire pour aller en appartement et qu'il lui restait cinq ans à son OSLD. Depuis, il a toujours disposé d'une fréquence de contacts de quatre rencontres mensuelles, lesquelles impliquent habituellement deux rencontres au bureau SCC Maisonneuve et deux rencontres à son domicile ou dans un lieu public.

En termes d'intervention avec Mathieu, Ariane dit se concentrer plus précisément sur l'accompagnement dans les aléas de la vie quotidienne ainsi que sur le plan de la fantasmatique sexuelle et de son problème de jeu pathologique.

En ce qui a trait à leur suivi, comme cela faisait depuis 2007 que Mathieu n'avait pas habité seul en logement, tous deux indiquent que les débuts ont été éprouvants et par instants conflictuels. En effet, Mathieu mentionne qu'il avait beaucoup de difficultés à gérer son argent et faisait surtout «à sa tête», ne prenant pas le temps de consulter Ariane dans sa prise de décision.

Après plus d'un an où rien ne semble progresser et où Mathieu mettait, à ses dires, constamment en échec les efforts et les interventions d'Ariane, cette dernière dit s'être lassée de cet autosabotage et a désiré se retirer du dossier. Quand Mathieu a appris cette nouvelle, il rapporte avoir tout fait pour qu'elle demeure son ALC, écrivant une lettre d'excuses en s'acquittant de tous les torts. Après réflexion, Ariane cite avoir décidé de ne pas l'abandonner et de saisir cette situation comme un élément d'intervention permettant de refléter sa façon de gérer les conflits. Tous deux soulignent que cet incident s'est avéré un point tournant du suivi et a, par le fait même forgé leur alliance. Depuis, Mathieu consulte systématiquement Ariane avant de prendre une décision et attribue ses progrès significatifs à l'aide et la persévérance de son ALC. Ariane mentionne être littéralement la seule ressource significative dans la vie du justiciable. En effet, ayant commis des délits intrafamiliaux, la famille de Mathieu, à l'exception de sa mère, a coupé les contacts avec lui il y a plusieurs années. Toutefois, sa mère est décédée l'an dernier. Il s'agit d'un deuil qui, aux dires de Mathieu, a été difficile à surmonter.

La fin de l'OSLD de Mathieu est prévue dans deux ans et ce dernier cite ne pas vouloir y penser, puisqu'il redoute le moment où il se retrouvera seul et dépourvu de l'encadrement dont il bénéficie depuis plus de 10 ans. Ariane se dit consciente des craintes de Mathieu. Elle prévoit réduire la fréquence de leurs contacts de moitié afin de diminuer progressivement l'encadrement et le préparer ainsi à sa nouvelle vie.

1.2 *Éric et Mélissa*

Mélissa assure le suivi en communauté d'Éric depuis 2013. L'accompagnement a toutefois été interrompu pendant près de deux ans en raison d'une récidive de ce dernier en 2015. Il y a six mois, il a bénéficié d'une libération d'office avec assignation à

résidence au CRC Madeleine-Carmel et l'expiration de sa sentence est prévue dans cinq mois. Comme il réside en maison de transition, il dispose d'une fréquence de deux rencontres mensuelles avec Mélissa, ce nombre devant augmenter à quatre advenant qu'il quitte le CRC pour aller en logement.

En 2015, leur suivi a été interrompu par la réincarcération de Éric à la suite d'une rechute et d'une récidive. Mélissa mentionne en entrevue qu'à ce moment-là, le lien de confiance a pour sa part été brisé, alors même qu'elle avait investi corps et âme dans le dossier pendant deux ans. De son côté, Éric indique que lorsqu'est venu le temps pour lui de bénéficier d'une libération d'office, il avait comme seul objectif de retourner au CRC Madeleine-Carmel et ainsi retrouver les intervenants qui lui étaient auparavant attitrés. Une première demande ayant été refusée, il a dû insister et faire valoir par écrit ses intentions et ses nouveaux objectifs de réinsertion sociale. Sa demande a finalement été acceptée et son dossier a de nouveau été assigné à Mélissa. Cette dernière dit avoir cru en la sincérité des propos avancés par Éric et ils ont recommencé le suivi sur de nouvelles bases.

Les principaux objectifs de réhabilitation d'Éric sont le maintien d'un emploi, la poursuite de son abstinence à l'alcool ainsi que l'ajout de pairs prosociaux à ses fréquentations, Éric étant considérablement isolé socialement. Ce dernier objectif est toutefois très difficile à réaliser. Mélissa indique qu'Éric ne semble pas se mobiliser à cet effet et mentionne que le simple fait d'entrer en contact avec autrui lui procure de l'anxiété. Elle ajoute que, considérant sa forte institutionnalisation, il semble préférer le contact avec les intervenants et afficher une pauvre estime personnelle qui l'empêche de se fondre aux autres. Mélissa s'efforce donc de l'accompagner dans des lieux publics et est à la recherche d'activités qui lui permettront de s'ouvrir aux autres, puisqu'elle ne veut pas qu'il se retrouve aussi isolé à la fin de son mandat. Elle dit également l'encourager à maintenir les liens avec sa famille qui demeure principalement au Nouveau-Brunswick. D'autre part, il a récemment repris contact avec sa fille âgée de 20 ans pour qui il a été peu présent à ce jour. Mélissa l'incite à aller la voir régulièrement le temps de courts séjours, répétant qu'il est primordial à ses yeux de créer un filet de

sécurité autour d'Éric pour éviter qu'une récidive ne se reproduise en fin de sentence comme en 2015.

Le suivi d'Éric se termine dans moins de cinq mois et Éric indique appréhender cette fin avec beaucoup d'anxiété et d'insécurité. Il dit craindre de se retrouver seul en appartement, car il n'a jamais été en mesure de le faire depuis plus d'une trentaine d'années. Mélissa se montre plus vigilante qu'au suivi précédent et encourage Éric à partager ses craintes. Elle dit prévoir de mettre fin à sa condition d'assignation à résidence afin qu'il puisse quitter la maison de transition et se trouver un logement quelques mois avant la fin de sa sentence pour qu'elle puisse l'accompagner dans cette nouvelle vie au quotidien.

2. Préambule

Nous avons vu dans le premier chapitre que l'agent de libération conditionnelle œuvre au sein d'un contexte de travail particulier où il occupe deux rôles bien distincts, soit celui de favoriser la réinsertion sociale du justiciable et celui de garantir la protection de la société. Ce double ancrage amène donc bon nombre de particularités en ce qui a trait au développement d'une alliance de travail à l'intérieur de ce suivi pénal. Néanmoins, les résultats des travaux de Skeem et ses collaborateurs (2003; 2007) ont démontré que la présence d'une alliance de travail au sein d'un suivi s'adressant à une population mandatée prédisait le respect des conditions libératoires, les révocations ainsi que les nouvelles arrestations.

Les citations suivantes énoncées par Ariane illustrent l'importance pour les intervenants d'être bien conscients des particularités de l'intervention destinée à des individus non-volontaires, principalement pour l'implantation d'un tel lien.

«C'est sûr que moi j'ai toujours été consciente du paradoxe que la relation d'aide est sous contrainte. Alors de dire à quelqu'un tu as besoin d'aide alors je vais t'aider, c'est un paradoxe en soi parce qu'habituellement la motivation, il faut qu'elle soit intrinsèque pour avoir un changement significatif et durable...» (Ariane)

«Vouloir développer cette motivation et réussir à créer un lien confiance. Bien souvent les gens qui se retrouvent sous libération c'est assurément des gens qui ont de la difficulté avec le respect des règles et l'autorité, c'est des

gens au parcours particulier de vie, donc établir un lien clinique avec eux ça peut être très difficile.» (Ariane)

3. Les caractéristiques de l'alliance de travail

La littérature met de l'avant les bénéfices d'une relation entre un contrevenant et un intervenant en contexte de supervision. En effet, selon certains auteurs, elle s'avère fondamentale à tout processus de changement du côté de la personne en demande d'aide (Bordin, 1979; Taxman, 2002; Blasko et coll., 2015). Il importe toutefois de rappeler qu'il s'agit d'un contexte d'aide particulier, car contrairement aux clients qui souhaitent prendre part à une psychothérapie, les justiciables se font imposer un suivi pénal auquel ils n'ont pas d'autres choix que de se conformer. Il se peut donc que les «aidés» soient moins motivés à vouloir travailler en partenariat avec l'intervenant à leur dossier (Kennealy et coll., 2012). De fait, dans de telles dispositions, tenter de créer un climat de collaboration propice au développement d'une alliance de travail peut dans certains cas représenter un défi difficilement atteignable.

Dans le cadre de nos entretiens, les participants ont partagé les caractéristiques qui, à leurs yeux, définissent l'alliance de travail. Ils ont entre autres souligné l'importance d'un lien basé sur la confiance et la collaboration, au sein duquel le justiciable sent qu'il occupe non seulement un rôle actif dans la relation, mais qui perçoit que l'ALC travaille «avec lui» et non «contre lui». Par ailleurs, les participants ont souligné l'aspect graduel de la démarche, soit qu'il importe que l'ALC investisse et adapte ses interventions pour tenter de créer un lien dès les débuts d'un suivi. Il s'agit en somme d'une démarche sur le long terme, parsemée de hauts et de bas, d'essais et d'erreurs, qui demande que chacun des deux acteurs y mette du sien.

3.1 Une relation basée sur la collaboration

En entrevue, les participants ont fait ressortir que, pour qu'une alliance de travail s'installe, il importe qu'il y ait un minimum de collaboration entre les deux parties. En somme, selon eux, un tel résultat dépend avant tout de la présence d'un climat de

confiance et d'une communication efficace. Ces éléments seront abordés au sein des sous-sections suivantes.

a) Un climat de confiance

D'une part, les participants interrogés dans le cadre de ce projet ont rapporté qu'un climat de confiance doit à priori être instauré avant de permettre une quelconque collaboration. Tel que constaté dans le cadre de notre stage effectué en tant qu'ALC au bureau SCC Maisonneuve, que ce soit dans le cadre d'une libération (semi-liberté, conditionnelle, d'office) ou d'une OSLD, il est exigé aux libérés de faire preuve de transparence, de donner accès à leur entourage, d'aborder les situations vécues dans leur quotidien ainsi que les émotions qui en découlent, puis même dans certains cas de faire part de leurs moments d'intimité allant jusqu'à témoigner de leurs fantasmes sexuels. Ainsi, pour en arriver à un tel résultat, un minimum de confiance s'avère nécessaire.

Les citations suivantes démontrent qu'il s'agit du premier objectif de Mélissa et Ariane lorsqu'elles entament leurs suivis, soit d'instaurer un climat rassurant qui favorisera la collaboration et la bonne entente.

«Dans le travail qu'on fait, dans la mesure du possible, faut essayer de bâtir un lien de confiance. Pour toutes les raisons: respect des conditions, ouverture, cheminement, pour faciliter le lien avec les familles et les proches.» (Mélissa)

«Développer une bonne alliance, c'est mon premier objectif. Parce que c'est comme ça qu'on gère le risque. (...) Mais faut créer à la base un climat de confiance pour être en mesure de faire des interventions, de rendre la pensée plus malléable. Quand tu n'as pas ça, tu n'auras rien du gars.» (Ariane)

Réciproquement, Mathieu mentionne que dans son cas, il se sent en confiance lorsqu'il est à l'aise d'aborder des sujets parfois délicats avec son ALC, et ce, sans la crainte d'être jugé.

«Tu sais y'a des fois des choses sur la sexualité c'est pas facile à parler. Moi j'ai eu bien de la misère là-dessus, et puis avec Ariane, je suis capable

d'en parler, j'ai confiance en elle. C'est des affaires pas faciles... Qu'est-ce que j'ai faite, c'est un crime et ce n'est pas toujours évident de parler de ça à une autre femme, tu sais...» (Mathieu)

Les propos avancés par les participants vont de pair avec la littérature qui énonce qu'une alliance de travail se bâtit avant tout par l'instauration d'un lien basé sur la confiance (Bordin, 1979; Horvath et Symonds, 1991; Martins et coll., 2001). En conformité avec les travaux de Bordin, Baker (1991) a souligné que l'indicateur de succès d'un traitement est constitué en premier lieu d'une relation qui repose sur la confiance et le respect, en ajoutant que ce lien engendrera des impacts positifs sur la santé psychologique, les capacités d'apprentissage ainsi que les habiletés à former des relations de confiance avec autrui.

Une fois la confiance établie, celle-ci semble perdurer et être à l'épreuve de bien des incidents. Ainsi, Éric nous raconte avoir tout fait pour reprendre son suivi avec Mélissa lorsqu'il était temps pour lui d'effectuer un retour en communauté à la suite d'une suspension (récidive). En effet, il a indiqué l'aspect sécurisant de savoir qu'elle allait reprendre son dossier, car il savait qu'il allait être confortable avec elle. Éric a cumulé les suivis correctionnels depuis plus de trente ans et il mentionne que, dans son cas, une telle aisance n'est pas facile à développer avec tous les intervenants.

« (...) la dernière fois j'étais ici, j'étais avec Mélissa. Et puis j'étais content de la ravoir quand je suis sorti quand même, parce qu'on se connaissait. Elle connaissait le plus mon dossier alors j'étais plus à l'aise. J'ai toujours gardé contact avec, même si j'étais au pen, parce que je voulais absolument m'en venir ici après.» (Éric)

Par ailleurs, Mathieu et Éric étaient d'avis qu'une mauvaise entente ne peut simplement pas perdurer au sein d'une mesure de surveillance de longue durée. Le cas échéant, il est nécessaire selon eux que des changements surviennent, puisque cela n'engendre pas un climat positif et propice au respect des conditions. En effet, Mathieu ajoute que lorsqu'il a vécu une telle situation, il se montrait suspicieux et avait tendance à cacher certains éléments problématiques de sa vie pour ne pas avoir à en discuter.

Les libérés que nous avons interrogés ont indiqué s'être parfois «désorganisés» pour être certains de changer d'ALC. Ils concluent donc en mentionnant qu'une mauvaise entente qui persiste mène assurément à la suspension et un retour au pénitencier.

«Ça se discute. Moi j'ai déjà eu un problème avec une conseillère ici, puis j'ai fait une rencontre avec elle et l'ALC et la directrice clinique, pour régler le tout. Parce que ça ne me tentait pas de ne plus avoir cette conseillère... c'était elle depuis presque un an. Je voulais régler le problème. Ça s'est réglé en rencontre à 3. (...) Sinon, quand ça ne marchait vraiment pas, et bien je remontais» (Éric)

«Ça, on a toujours le choix, on peut toujours changer. Moi je me suis toujours dit quand ça ne marche pas on demande un autre ALC. Si rien ne changeait, et bien je pétais ma coche.» (Mathieu)

b) Une communication effective

D'autre part, lors de la conduite de nos entretiens, les propos d'Ariane et Mélissa ont mis en relief l'importance d'une communication effective avec les libérés, laquelle s'avère à leurs yeux essentielle au développement d'un lien de confiance et d'une alliance de travail. Elles mentionnent qu'une communication réciproque engendre le respect mutuel, voire une absence de ressentiment. Cette communication prend plusieurs aspects.

D'abord, il importe pour les participantes d'expliquer le déroulement général de la mesure aux supervisés dès les premiers instants de la surveillance, en mettant spécialement l'accent sur les conditions auxquelles ils sont soumis ainsi que les conséquences auxquelles ils s'exposent dans le cas d'une transgression.

Ariane mentionne ainsi qu'elle aime prendre le temps de démêler le processus de bris, en insistant particulièrement sur le fait que, le cas échéant, il n'y a pas automatiquement suspension et retour au pénitencier, dépendamment certes de l'incident en question. Elle rapporte que certains vont parfois penser qu'une réincarcération les attend lors d'un écart de conduite et ils vont donc omettre de se confier à leur ALC s'ils vivent des difficultés. Elle ajoute que de telles indications évitent les mauvaises surprises et le sentiment de trahison lorsqu'un événement survient, ce qui contribue également à renforcer le lien de confiance. Le tout s'illustre au sein des unités narratives suivantes.

«Des fois, les agents, je trouve que des ALC oublient d'expliquer clairement les conséquences, parce que les gars vont peut-être s'attendre tout de suite à une suspension, mais ils oublient que c'est en fonction de l'évaluation du risque... si tu es en demande d'aide on va toujours être là, si tu travailles contre nous à toujours essayer de nous cacher l'information, on ne peut pas travailler avec toi et oui tu vas retourner en dedans. Mais un gars qui veut, on ne va jamais le pénaliser... Oui tu vas avoir des conséquences à la hauteur de tes actes, comme moi si jamais je ne fais pas ma job j'ai un supérieur qui va venir me ramasser, tu sais.» (Ariane)

«En fait quand tout est clair, c'est excessivement rassurant pour eux, parce qu'ils n'auront jamais d'effet de surprise... Puis le ¾, ils ont toujours eu des mauvaises surprises parce qu'ils ont toujours été avec des gens qui ne pouvaient pas faire confiance. (...) La réaction négative est souvent quand ils lisent ça dans le rapport sans que ça leur ait été expliqué, un manque de communication...» (Ariane)

«Dès le départ, lors de la rencontre initiale moi je leur dis. Si tu me poses une question sois sûr que tu vas avoir la vérité, mais faut que tu sois prêt à l'entendre...» (Ariane)

Mélissa est du même avis. Elle précise qu'il est important pour l'ALC d'être transparent et d'énoncer ses réelles intentions. Dans son cas, elle s'assure généralement d'expliquer que son objectif n'est pas de leur tendre un piège pour les «coincer», mais bien que le tout se déroule positivement et qu'ils réussissent à refaire leur vie en société en établissant des objectifs communs. En d'autres mots, qu'elle travaille «avec eux» et non «contre eux».

«Je suis un peu peut-être fleur bleue, mais quand je commence l'entrevue, un nouveau cas, et bien je dis toujours qu'on veut la même chose dans le fond... on devrait vouloir la même chose ... c'est que tu restes dehors, tu veux pu retourner au pénitencier, faire ta vie et être heureux... te faire une vie à l'extérieur. En principe si c'est le but que tu veux, bien moi je veux aussi que tu, que ça ailles bien et en principe si tu collabores bien ça va bien se passer et être très agréable...» (Mélissa)

Les propos susmentionnés concordent avec les résultats des travaux de Taxman (2002), à savoir qu'en collectivité, il importe avant tout de bien expliquer les conditions de libération à l'ex-détenu, car le style de communication sera directement lié à la

volonté du libéré de dévoiler certaines informations à son agent. L'auteur mentionnait dans son étude que peu d'agents étaient en fait formés sur ce plan, la majorité n'ayant pas tendance à poser des questions ouvertes lors de leurs entretiens, ne faisant également pas usage de techniques de communication particulières pour que la personne contrevenante s'engage dans un processus de changement ni même pour le motiver.

Cette communication s'applique aussi au suivi quotidien. Dans la mesure où l'ALC tente de demeurer vigilant quant à tout signe de désorganisation, Ariane estime qu'il est également de la responsabilité de la personne supervisée d'aborder les difficultés qu'elle peut vivre au quotidien. En effet, certains éléments peuvent parfois échapper à l'intervenant qui supervise plusieurs libérés en même temps. En parler avant qu'il y ait une accumulation de problèmes peut parfois prévenir un écart de conduite. Ariane ajoute que, contrairement à ce que certains justiciables peuvent penser, ils seront rarement punis pour avoir demandé de l'aide. Ceci réfère une fois de plus au fait de travailler en collaboration.

Du côté des justiciables, l'importance de ne rien cacher à son ALC a été mise de l'avant. Mathieu a effectivement indiqué qu'il vivait mieux au quotidien lorsqu'il faisait preuve de transparence, contrairement au temps où il avait l'habitude de mentir sur ses démarches et où il stressait continuellement à l'idée que son ALC s'en rende compte. Il sait désormais qu'Ariane va prendre le temps de l'écouter et de l'aider au besoin.

«Au lieu d'être stressé et de n'être pas capable de manger parce que je n'ai pas dit telle affaire, bien aujourd'hui je suis bien parce que je suis au courant et mon agent sait toute et quand que j'ai de quoi a y dire j'attends pu la.» (Mathieu)

D'autre part, il en ressort des entretiens conduits qu'une communication effective et réciproque protège le lien en cas de bris ou de suspension. En effet, selon les justiciables interrogés, lorsque le processus de supervision leur est bien expliqué, ils sont au fait des conséquences possibles à leurs écarts de conduite. Ils n'éprouvent ainsi aucune rancune envers leur ALC, car cela fait partie de leur travail d'agir lorsqu'il y a

débordement. Ils sont désormais en mesure de se responsabiliser vis-à-vis leurs conduites, ce qu'ils ne faisaient pas par le passé.

«Avant j'aimais dire que c'était leur faute. (...) J'ai fini par comprendre que quand on fait des erreurs c'est la faute du gars et pas de l'ALC. A fait sa job. Si tu fais une erreur tu cours après, bien tant pis pour toi, va en dedans.» (Mathieu)

«Ils font leur job. Si le gars remonte, c'est parce qu'il a fait quelque chose. Y a jamais personne qui remonte pour rien... même si tu arrives en dedans et c'est ça qui disent... En tant qu'expérience j'ai remonté au moins... j'ai assez d'expérience pour savoir que je n'ai jamais monté pour rien.» (Éric)

3.2 Une démarche qui demande du temps et de l'investissement

Les justiciables à l'étude disposent tous deux d'un suivi de longue durée. À ce sujet, Bordin (1979) a avancé qu'au sein d'un tel processus thérapeutique, deux personnes seront plus sujettes à se questionner sur l'appréciation de l'autre s'ils savent qu'ils s'engagent dans une alliance de longue durée sur une base régulière. Il a également été démontré que des changements significatifs sur le plan comportemental ne peuvent être accomplis dans un court laps de temps (Taxman, 2008). Le temps représente donc un facteur contributif à la mise en place d'une alliance de travail. Il en ressort qu'un certain «temps» est nécessaire pour «construire» un lien et qu'il s'agit parfois d'une route abrupte qui comprend bon nombre d'essais et d'erreurs qui viendront mettre l'alliance à l'épreuve. En revanche, une longue durée implique parfois d'être confronté à des périodes de stagnation et d'absence de progrès pouvant représenter de réels défis pour les intervenants.

a) Un temps pour bâtir

En entrevue, les interviewés se sont tous entendus sur le fait qu'un lien de confiance ne s'établit pas du jour au lendemain et que le tout se développe de façon graduelle. À ce moment, les deux justiciables interrogés étaient assujettis à une mesure de surveillance avec la même ALC depuis plusieurs années et ils jugeaient qu'une alliance de travail était bel et bien présente.

Néanmoins, dans certains cas, le développement d'un lien peut se faire plus rapidement, selon les affinités des deux acteurs concernés. L'unité narrative suivante illustre ce propos avancé par Mathieu.

«Développer un bon lien, ça peut prendre des années avec un ALC, ça dépend. Tu sais si la personne je m'entends bien avec, ça peut aller vite, mais t'sais avoir confiance c'est pas toujours facile, tout dire et ne rien cacher...» (Mathieu)

Du côté des intervenantes, Ariane a indiqué que depuis qu'elle travaille en communauté, elle apprécie particulièrement le fait de pouvoir travailler sur le long terme avec les justiciables qu'elle supervise. Elle peut ainsi constater les fruits de ses interventions et les progrès accomplis, le cas échéant. D'autre part, elle ajoute qu'un lien de confiance et une alliance de travail ne peuvent pas s'établir si l'ALC n'y met pas du sien et n'intervient pas avec cet objectif en tête.

«J'étais bien contente quand je suis arrivée ici en bureau sectoriel, parce que là je pouvais vraiment travailler en clinique, tu sais ce n'était pas des portes tournantes (comme en CCC). Justement ce que j'aime, c'est que je peux travailler longtemps avec un gars, je peux de cette façon vraiment voir les changements.» (Ariane)

Mélissa partage le même avis et soulève que le professionnel doit néanmoins «investir» pour qu'un lien se crée. Elle mentionne qu'un tel apport passe, entre autres, par le développement d'un lien positif avec l'entourage. Cela peut amener à connaître ceux-ci sous d'autres perspectives et à, par exemple, être informée lorsque des changements de conduites sont observés dans leur quotidien. Elle peut ainsi les inclure dans les démarches de réhabilitation lorsqu'ils s'en montrent ouverts.

«Parce qu'au début on sort de l'université puis on a l'impression que là on veut vraiment faire les bonnes choses qui vont aider...mais je pense que le lien, il est important d'investir pour l'avoir. Je crois beaucoup en ça. Aussi, j'aime créer des liens avec leurs proches. Je trouve cela très riche et aidant dans l'ensemble de notre travail.» (Mélissa)

Par ailleurs, dans le cadre de notre stage, nous avons constaté que le développement du lien entre un ALC et une personne contrevenante se fait également à travers l'accompagnement et la mobilisation de celle-ci dans son quotidien. Plus concrètement, l'ALC aide le libéré dans la gestion d'un budget, la recherche et le maintien d'un emploi, la vie en logement, l'affirmation de soi, la gestion des émotions et des conflits, les enjeux parentaux, la toxicomanie et les fréquentations, pour ne nommer que ces éléments. En travaillant en collaboration à ce niveau, les justiciables sont par la suite en mesure de transposer leurs apprentissages pour bien fonctionner en société.

Par exemple, Mathieu éprouvait quant à lui beaucoup de difficultés à gérer son argent, ce qui a occasionné plusieurs disputes avec Ariane. En rétrospective, il apprécie considérablement l'aide que celle-ci lui a apportée par la suite, car il estime que c'est grâce à elle qu'il est en mesure d'économiser de l'argent aujourd'hui. Il lui en est reconnaissant.

« Dans mes débuts, je voulais ne rien savoir puis je dépensais toutes mes paies, go 500-600 par semaine (...) Au CCC la personne me disait tu sais tu n'es pas responsable on ne peut pas t'envoyer en appartement. Quand qu'a m'a dit ça, je me suis dit ça marche pas leurs affaires. Je fais toujours le contraire que ce qu'on me dit. Ce n'est pas facile puis en appartement et bien si tu veux faut payer nos affaires on n'a pas le choix, faut être responsable. (...) Puis ça l'a marché, j'ai pris mes responsabilités. Tu sais Ariane c'est ça qu'a ma montrée, de serrer de l'argent, pas toujours dépenser tout ce que j'ai. J'ai hérité et j'en ai déposé pour 5 ans et j'ai placé de l'argent pour 3 ans. Alors j'en ai un peu de lousse encore et c'est grâce à elle... Avant je sais qu'il ne m'en resterait même pu d'argent si j'avais eu un aussi gros montant» (Mathieu)

En ce qui a trait à Éric, le défi pour lui au quotidien est surtout de briser l'isolement. Pour ce faire, Mélissa rapporte qu'elle doit constamment l'encourager à se trouver des activités afin de favoriser la rencontre d'individus prosociaux, son réseau social n'étant constitué que des intervenants à son dossier. Elle tente de l'accompagner dans des endroits publics pour qu'il apprivoise le tout, par exemple en se rendant dans des cafés de chats, animal qu'il affectionne particulièrement.

b) Un temps chaotique et accompagné de «lenteurs» non-profitables

Horvath (2000) a été le premier auteur à supposer que l'alliance de travail ne se développait pas de façon linéaire à travers le temps. Il précise que la relation demeure constamment vulnérable aux stressors du quotidien qui peuvent parfois venir compromettre le lien déjà établi. Il conclue en soulignant qu'une fois l'alliance de travail implantée, elle n'est pas «acquise» et que le maintien du lien réside dans l'utilisation judicieuse des « perturbations » au bénéfice des condamnés. Pour l'auteur, l'alliance nécessite un travail constant et incertain au sein duquel le clinicien est tenu de juger des interventions nécessaires et pertinentes en temps opportun.

Du côté des justiciables, Mathieu a mentionné que, bien qu'une alliance de travail avec Mélissa soit aujourd'hui présente entre eux, ils ont vécu maints conflits qui ont failli interrompre leur suivi. Au final, la façon dont ils ont su gérer ceux-ci est venue solidifier leur alliance.

«Vois-tu Ariane ça va faire 3 ans et ça fait peut-être 6 mois là que ça va bien... comme il le faut là. On s'entend bien les deux, tant que moi je peux y dire qu'elle peut me dire ce qu'elle a à me dire. Mais ça a pris au moins 2 ans... y'a eu des hauts et des bas, des chicanes, tu sais j'ai passé devant le boss 2-3 fois ce n'est pas toujours facile. Elle apprend à me connaître elle aussi, tu sais...» (Mathieu)

Ariane mentionne de son côté le fait que l'obtention de résultats peut parfois représenter une tâche longue et ardue. En effet, selon elle, les justiciables sujets à une OSDL qui sont contraints à une telle mesure ont généralement cumulé plus d'une récidive. Un travail important a généralement déjà été tenté auprès d'eux par d'autres cliniciens auparavant. Elle soulève toutefois que, lors de telles mesures de surveillance – lesquelles s'échelonnent sur plusieurs années –, il est parfois facile de réduire sa vigilance et d'ainsi passer outre certains éléments problématiques que le justiciable ne prend parfois pas le temps d'aborder explicitement.

«Le plus dangereux? Je trouve ce qui est le plus dangereux c'est quand on s'endort comme agent... puis on oublie de travailler parce qu'il semble

tellement stable en surface qu'on oublie les choses à travailler. Quand ça pète, tu réalises le manque de vigilance. Donc on doit toujours rester éveillé et se renouveler...» (Ariane)

Ariane prend notamment l'exemple où, dans un dossier distinct, elle se concentrait uniquement sur les facteurs contributifs à la délinquance d'un libéré et n'avait ainsi pas remarqué que ce dernier cumulait les dettes, la sphère financière n'ayant pas été identifiée comme un élément problématique chez celui-ci. Elle ajoute alors que lorsque de tels problèmes inattendus surviennent, le lien peut en être affecté.

« Mettons que la surveillance est tellement facile qu'il y a des signes que tu n'as pas vu et y avait besoin d'aide. Par exemple tu arrives et le gars y a 4 000\$ sur carte de crédit! Les finances n'étaient pas nécessairement problématiques dans le cycle de délinquance puis finalement ça lui cause du stress et pensées et ça va pas bien... bien je pense que quand la désorganisation arrive y a un bris de confiance vu que les deux ont pas fait leur job en quelque sorte... L'agent a manqué certaines choses, et le délinquant de son côté a pas fait ce qu'il devait faire, aviser, être proactif, laissé la désorganisation aller... le cycle s'est enclenché et tu n'as pas déclenché l'alarme. Alors quand ça pète il y a un malaise et tu ne sais pas comment reprendre ça.»

De son côté, Mélissa a également soulevé un point intéressant en illustrant bien l'envers de la médaille. En effet, elle indique que lorsque l'on investit dans un suivi qui perdure depuis un bon moment, il se peut que l'accumulation d'insuccès conduise la relation à un niveau de saturation. Il n'est alors plus professionnel pour l'intervenant d'y demeurer si l'on veut que le libéré progresse dans sa réhabilitation. Dans son cas, elle référerait surtout aux supervisés aux prises avec une problématique toxicomaniaque. Cette sphère se travaille principalement en communauté et les apprentissages se font parfois à travers les rechutes. Elle rapporte que, lorsqu'il y a stagnation, il est de la responsabilité de l'intervenant de transférer le dossier à un collègue, sans quoi la collaboration et l'entente ne seront pas optimales dans l'atteinte de résultats.

«Je m'étais beaucoup investie alors c'est sûr que j'avais trouvé ça plate l'issue. Puis j'avais estimé que j'avais justement assez investi. (...) Des fois quand on fait un long suivi et on essaie des choses, c'est bien de référer à quelqu'un d'autre quand tu sens que tu as fait un bout avec la personne.

Souvent les toxicomanes avec les espoirs suite aux rechutes, ça j'ai tendance à vouloir essayer plusieurs choses et je trouve c'est la clientèle qui est plus essoufflante comme intervenant...» (Mélissa)

4. Les éléments favorisant la mise en place de l'alliance de travail

Dans le cadre des entretiens que nous avons menés, les participants ont identifié divers éléments pouvant influencer le développement d'une telle alliance, dont certaines dimensions sont intimement liées à la personnalité des acteurs concernés. Ceux-ci sont regroupés au sein des sous-sections suivantes.

4.1 Le sexe de l'intervenant

La question d'une alliance plus aisée à mettre en place compte tenu d'un rapport homme / femme a été abordée par nos participants. En effet, aux yeux des libérés, il semble que les femmes seraient plus à l'écoute et représenteraient une figure plus réconfortante que les hommes.

«Et bien j'ai eu un gars une fois pi on dirait que ça ne clique pas... c'est pas pareil... c'est le contact féminin qu'on a besoin les gars. Parce qu'on se dit que c'est important pour nous le contact féminin.(...) Je ne sais pas, sont plus à l'écoute, y ont plus la parole facile que les hommes quand tu demandes conseil, on dirait que les femmes sont moins portées à réfléchir plus longtemps...» (Éric)

«J'ai de la misère avec les hommes (rires), mais avec les femmes je n'ai pas de misère. Je ne sais pas pourquoi, mais c'est de même. Tu sais j'ai eu des hommes un moment donné puis ça ne sert à rien, je ne suis pas capable.» (Mathieu)

Mélissa est du même avis, au sens où elle croit qu'être une femme peut s'avérer bénéfique dans le rôle d'ALC. L'unité narrative suivante illustre sa pensée à ce sujet.

«Mais dans notre travail, je trouve le fait d'être femme est aidant. Par mes expériences, des fois quand ça accroche c'est plus avec des hommes qui sont moins à l'aise, mais habituellement ça a plus un côté réconfort, je ne

sais pas si ça vient de leur mère (rires)... je pense que les intervenantes ont peut-être plus tendance à se soucier, à être accueillante...» (Mélissa)

Ainsi, l'intérêt ne semble pas être au niveau du sexe de l'intervenant, mais bien sur l'effet facilitateur d'un rapport homme/femme.

4.2 L'âge et l'expérience de l'intervenant

L'âge et l'expérience d'un ALC semblent également jouer un certain effet sur la perception qu'auront les justiciables à son égard. Au premier coup d'œil, il semble que l'âge puisse représenter un gage de crédibilité, favorisant une meilleure perception lorsque l'ALC est plus âgé et semble avoir un certain bagage de vie, comparativement au jeune intervenant qui paraît sortir directement des bancs d'école. Toutefois, selon l'expérience des participants, l'âge semble peu à peu devenir secondaire lorsque l'ALC démontre ses compétences au fil des rencontres.

Du côté des justiciables, Mathieu et Éric ont mentionné qu'ils ont déjà jugé un professionnel en fonction de son âge par le passé. Selon eux, il pouvait être difficile de devoir suivre les indications d'une jeune personne qui n'a encore «rien vu dans la vie». Toutefois, à défaut de demeurer dans le système de justice et d'avoir rencontré bon nombre d'ALC, nos interviewés indiquent qu'au-delà de l'âge, ce sont au final les aptitudes présentées par leur ALC qui joueront dans la confiance qu'ils vont lui accorder. Ainsi, ils estiment aujourd'hui que l'âge leur importe peu, tant que le clinicien semble motivé et qualifié dans ses fonctions. Ils ont par conséquent insisté sur l'importance de «faire ses preuves».

«J'étudie vite la personne, qu'elle soit jeune ou vieille. Après 1 ou 2 ou 3 rencontres tu vois que, OK elle est jeune, mais elle a quand même l'expérience et elle a acquis pas mal de choses. Même si tu es jeune, ça ne veut pas dire que tu n'as pas d'expérience, tu sais...Nous autres on juge peut-être pour l'âge, avant de connaître la personne. Mais faut voir si vraiment le contact se fait.» (Éric)

«Au début euh je dois avouer que ça me dérangeait. T'sais moi la politique c'était moi j'en ai 50 et elle 25, pour qui elle se prend elle. Mais tu sais,

j'ai compris que ce n'est pas de même que ça marche. C'est juste le fait qui sont là pour nous aider, c'est leur métier ils ont étudié là-dedans. Sauf je dois avouer que quelqu'un avec de l'expérience, c'est rassurant, tu sais, je me dis je ne suis pas le seul, a n'a vu d'autres avant moi la.» (Mathieu)

En ce qui a trait à l'opinion des intervenantes à ce propos, Ariane souligne d'une part que le rôle d'ALC vient avec beaucoup de responsabilités, surtout pour quelqu'un dans la jeune vingtaine qui sort de l'école. Selon elle, comme dans n'importe quel métier, l'âge et l'expérience représentent un gage de crédibilité. Ariane ajoute que, lorsqu'on cumule peu à peu les années d'expérience, on développe notre propre façon d'intervenir ainsi qu'une aisance qui aide à ce que l'on soit plus «crédible» et moins jugé relativement à notre âge. Les citations suivantes supportent ces propos.

«Moi je me souviens quand je suis arrivée au service, je me demandais j'étais qui moi pour leur dire que leur mode de vie n'était pas bon... Mais l'âge oui je crois que ça peut déranger et y ont en quelque sorte raison. T'sais moi à mon âge j'ai tellement fait d'erreur et j'arrive dans ce métier-là et je dois être un guide, mais j'ai encore besoin de guide moi-même. Mais je pense que même la personne qui a eu la vie la plus stable du monde qui n'a jamais vécu d'épreuves n'est pas mieux équipée que l'autre... je pense pas qui a un modèle qui est mieux que les autres non plus. Je crois que les gars sont quand même capables de voir le bagage d'expertise de la personne.» (Ariane)

«Au début quand tu y penses, c'est normal d'être agacé par l'âge du professionnel comme dans n'importe quel métier. Et je trouve ce serait hypocrite de dire que non c'est aux délinquants de s'adapter. Moi j'ai 35 ans je vois les nouveaux agents qui arrivent et, sans avoir 40 ou 50 ans, des fois j'ai regarde aller et je vois comment ils s'en viennent, en éponge ou bien trop sûrs d'eux...» (Ariane)

Mélissa a quant à elle identifié des éléments bénéfiques au vieillissement dans son rôle d'ALC, notamment en termes de crédibilité. Elle indique que lorsqu'elle était plus jeune, elle avait parfois l'impression que ses interventions étaient «minimisées» ou bien qu'elle sentait parfois de la séduction de la part de certains justiciables qui étaient du même âge qu'elle. Âgée dans la cinquantaine, elle croit qu'elle projette plutôt une image de «mère», laquelle peut s'avérer réconfortante pour certains. Mélissa ajoute que les

libérés peuvent dans certains cas être rassurés quand ils sont supervisés par un ALC d'expérience, car à leurs yeux, leur agent en aura déjà vu «des pires» qu'eux et il aura ainsi tendance à être «moins sévère» dans ses décisions.

«Avec les années, le fait d'avoir pris de l'expérience et d'être plus vieille... Ça a un impact aussi. Souvent les délinquants quand, au début quand tu es jeune sont comme «Ha tu pourrais être ma fille» pour certains ou tu n'as pas d'expériences ou la séduction et la minimisation des décisions de l'autre qui n'a rien vu dans vie...» (Mélissa)

Enfin, Mélissa mentionne avoir observé à ce jour que les professionnels qui arrivent en poste semblent vouloir être plus sévères. S'appuyant sur sa propre expérience, elle indique avoir elle-même en début de carrière eu tendance à se concentrer davantage sur le respect des conditions et la protection de la société, en mettant de côté le volet aide.

«Souvent pour des délinquants et bien quelqu'un qui commence il a peur d'avoir peur alors il va être plus sévère et coercitive parce qu'ils ont peur qu'il arrive de quoi alors ils vont faire moins confiance au délinquant et prendre moins de risque.» (Mélissa)

Soulignons que les éléments susmentionnés supportent les conclusions de l'étude de Turner et ses collaborateurs (2011), à savoir que les ALC avec plus d'expérience étaient significativement moins punitifs dans l'ensemble de leurs interventions lorsqu'ils étaient comparés à des gens avec moins d'expérience. Ils expliquaient ceci en raison de la confiance qu'ils avaient gagnée dans leur rôle d'ALC. Qui plus est, bien que l'expérience des cliniciens n'était pas un prédicteur de la qualité d'une alliance au sein de maintes études (Dunkle et Freidlander, 1996; Hersoug et coll., 2001), elle aurait tout de même un impact positif sur la confiance des justiciables en leurs capacités ainsi que sur la perception qu'ils entretiennent de leur alliance de travail.

4.3 *L'approche de l'intervenant*

Au sein de la littérature s'intéressant à l'intervention auprès d'une population contrevenante, maints chercheurs ont souligné l'influence potentielle du «thérapeute» dans le processus de changement (McMurrin, 2002; Hodge et Renwick, 2002; Horvath, 2000). Plus précisément, selon les travaux de Horvath (2000), ce n'est pas en soi les conduites du clinicien qui sont associées aux résultats positifs d'un traitement, mais bien la perception de «l'aidé» vis-à-vis le support et l'aide que peut lui procurer l'intervenant.

De fait, les participants interrogés ont identifié des éléments découlant de l'approche de l'ALC qui peuvent, à leur avis, encourager la mise en place d'une alliance de travail. Dans tous les cas, il importe selon eux que l'intervenant fasse preuve d'introspection en étant conscient que chacune des facettes de sa personnalité ainsi que sa façon de travailler peuvent avoir un impact considérable sur la relation subséquente avec le libéré. Les éléments recensés figurent au sein des trois sous-sections suivantes, ayant trait entre autres au regard des cliniciens porté sur les justiciables, à la façon dont ils remplissent leurs fonctions d'ALC ainsi qu'à leur aptitude à adapter leurs interventions aux différents suivis.

a) Le rapport à l'autre

La première sous-section traite essentiellement du «savoir-être» de l'ALC à l'endroit du justiciable sous sa supervision. En somme, il est question d'un rapport authentique, dénué de jugement et prenant en compte l'avis du libéré, lequel favorisera l'implantation d'un lien significatif.

En premier lieu, les professionnelles interrogées ont toutes deux souligné l'importance de faire preuve d'authenticité dans l'ensemble de leurs interventions. Pour les ALC rencontrées, il s'agit essentiellement d'offrir la transparence réciproque qu'elles exigent des libérés. Certains justiciables ont au fil du temps développé de bonnes aptitudes à cerner leur intervenant, en étant notamment en mesure de repérer rapidement leurs forces et faiblesses. Elles ont donc mentionné qu'il s'avérerait central de demeurer

fidèle à leur personnalité. Ariane précise que selon elle, il importe d'une part d'accepter sa fragilité et sa sensibilité, tel qu'illustré au sein des citations suivantes.

«Au début de ma carrière, je peux dire que j'étais très déconnectée de ma fragilité à moi, puis c'est un RALC qui m'a dit ça, le jour où tu vas accepter ta sensibilité, tu vas devenir une excellente intervenante. Je pense que quand ils voient que t'es sincère et authentique ça leur donne le goût de l'être aussi». (Ariane)

Mélissa est également du même avis à ce sujet, au sens où l'authenticité transparait dans leurs interventions et incite les justiciables à faire de même.

«Et je ne suis pas comme ça, je ne suis pas une personne confrontante de ma personnalité et ça, je crois que c'est important, d'être soi-même, même si, t'sais quand on commence on peut se dire ha c'est le fun elle elle fait des entrevues d'une façon et elle d'une autre, on veut essayer différentes stratégies d'intervention et c'est correct aussi, mais je pense que l'important c'est d'être la personne qu'on est, dans notre travail. De respecter ça aussi. Parce que tu sais, on demande aux gars d'être vrais, je pense que c'est important, moi je suis quelqu'un qui aime rire, j'aime faire des blagues et ça va transparaître..» (Mélissa)

En deuxième lieu, les ALC rencontrées insistent sur le fait que, dans leurs fonctions, il faut être en mesure de ne pas porter de jugement sur les justiciables, et ce, pour permettre le développement d'un lien significatif avec les individus sous sa supervision. Pour ce faire, Mélissa juge qu'il est essentiel de relever les éléments positifs de la personne dans le but de les lui refléter en temps opportun. Elle estime que cela contribue à rehausser l'estime personnelle du libéré, laquelle peut parfois se situer à un très bas niveau. Elle ajoute que lorsqu'il était plus difficile pour elle de soulever la moindre force d'un contrevenant, elle demandait à une collègue de se pencher sur le dossier et de le rencontrer quelques fois pour l'aider à évaluer les compétences de ce dernier. Mélissa estime que c'est de cette façon qu'un lien se bâtit avec le temps. De plus, le libéré peut par la suite acquérir de la confiance en ses capacités, ce qui transparaîtra subséquentement au sein des interactions sociales avec son entourage.

«J'aime focuser sur le positif de la personne et ça aussi, pour créer le lien, indépendamment de la criminalité de la personne. Je me dis que chaque personne en libération conditionnelle a des aspects positifs de sa personnalité, comme tout le monde. Puis je pense que quand on reconnaît ou on essaie de voir ça, bien des fois ce n'est pas toujours facile aussi la c'est arrivé des situations où j'avais de la difficulté.» (Mélissa)

Ariane est également du même point de vue, à savoir qu'il importe de s'intéresser au potentiel de chacun afin de le faire ressortir et de leur démontrer qu'elle croit en eux. Elle nomme également qu'il se peut que ce soit la première fois dans leur vie que quelqu'un leur souligne leurs forces et les pousse à se dépasser.

«Si ton agent reconnaît que tu as un potentiel et croit que tu pourrais cette fois-ci, que ce serait la bonne fois et que tu es capable de respecter tes conditions, puis tu sais d'être heureux aussi, pas juste de respecter tes conditions la...» (Mélissa)

Quant à Ariane, elle précise qu'une approche bénéfique implique généralement que les interventions soient empreintes d'empathie. Elle est persuadée que, lorsqu'on leur démontre que l'on comprend leurs bonheurs et leurs frustrations, on leur laisse de l'espace pour s'exprimer et vivre pleinement leurs émotions.

«Je crois personnellement que la clé est l'empathie. Il faut être capable de se mettre à leur place, dans leurs colères. Ils ont le droit de vivre des frustrations durant leur surveillance, parce que ça fait partie de la vie. Donc ils ont le droit de parole à travers ça. Puis c'est en leur laissant cette place qu'on peut travailler avec eux, parce que quand on crée trop la distance entre tu es le libéré et je suis ton agent, on vient créer un déséquilibre dans la relation...» (Ariane)

Ces observations concordent avec les propos de Rogers en 1975 qui soulignait que, dans un processus thérapeutique, il était important que le thérapeute porte un regard positif et inconditionnel sur son client. Ceci implique également de considérer le justiciable et de l'inclure dans le processus décisionnel, car selon Tyler et Huo (2002), le

tout aura comme effet que ce dernier sera plus porté à vouloir respecter ses conditions et à vouloir aider l'ALC dans son travail.

En troisième lieu, Mélissa a souligné qu'il était important pour les libérés de sentir que leur opinion est prise en compte dans le cadre du suivi. Elle soulevait notamment un exemple où il était temps de revoir les conditions de surveillance dans un de ses dossiers sentenced à vie. Cela faisant 10 ans qu'elle tentait de faire retirer l'interdiction de consommation d'alcool et que la CLCC s'y opposait. Cette année-là, elle a décidé d'inclure textuellement les propos du libéré dans les justifications de cette demande et le tout a fonctionné. Elle a par la suite pris le temps de faire part du rapport au justiciable en lui montrant que ses propos avaient été pris en compte dans la décision. Cette démarche a contribué à forger un lien de confiance et à favoriser la collaboration pour la suite du suivi.

« Après, quand je lui ai apporté mon rapport et la décision je lui ai dit que j'ai pris son rationnel, reflété sa bonne analyse, un peu parce que tu sais par le passé c'est déjà arrivé des situations où il a dénoncé des trucs et en a payé le prix... y'avait comme fait le lien que quand tu dis la vérité dans le système correctionnel bien ça se retourne contre toi. Donc j'essayais de changer sa vision, que finalement dire les choses comme ils sont, en s'affirmant, bien ça peut être pris en considération par ton agent et par la commission. » (Mélissa)

Quant aux propos de Mathieu et Éric à ce sujet, ils ont tous deux mentionné le fait qu'ils ont besoin de se sentir écoutés dans le cadre d'une mesure de surveillance. Ils ont également besoin de pouvoir dire leur mot dans l'ensemble des décisions prises dans leur dossier. Selon Horvath (2000), les résultats d'un suivi thérapeutique sont davantage influencés par la perception qu'entretient le client à l'égard de l'intervenant que par les attitudes et comportements réels du professionnel. Plus précisément, Luborsky (1976) soulignait que l'alliance de travail se forgeait en premier lieu autour de la perception du client vis-à-vis le support et l'aide que pouvait lui offrir l'aidant.

Mathieu indique effectivement qu'il apprécie avoir l'impression d'être écouté et sentir que son opinion ou ses propos sont considérés.

«Pour moi, bien l'important c'est le respect, un envers l'autre, c'est normal. Tu sais l'écoute aussi, puis quand qu'il y a des problèmes c'est vraiment faire attention, puis comment je pourrais bien dire ça... être à l'écoute et être capable de répondre à nos questions si on veut. Tu sais il y a des fois des choses sur la sexualité ce n'est pas facile à parler puis on veut sentir qu'on est écoutés.» (Mathieu)

Il en est de même pour Éric qui, considérant son besoin d'être pris en charge, rapporte qu'il est primordial pour lui de bénéficier d'écoute, d'accessibilité et de disponibilité de la part de son ALC. Il indique que ses expériences les plus négatives en suivi ont été lorsqu'il a eu l'impression d'être laissé à lui-même et que les intervenants à son dossier ne se souciaient pas du tout de lui, tel que soulevé au sein des unités narratives suivantes.

«Parce que j'ai déjà fait 2 transitions avant pi ça n'avait pas marché. Non parce que quand j'étais à la première, on te laissait plus libre, on te rencontrait une fois par mois. Occupe-toi de tes affaires... puis à la deuxième bien, tu demandais une rencontre et pourtant sont dans maison les intervenants... tu voulais les voir et c'était toujours non...» (Éric)

«Je remontais... aucune écoute. À chaque fois je voulais parler de quoi, personne n'avait le temps... même les intervenants, je ne sais pas ce qu'ils faisaient, ils jouaient à l'ordinateur à journée longue. Non ils étaient vraiment pas... me suis même révolté un peu (rires)... Je leur ai dit qu'ils ne valaient rien et qu'ils étaient juste assis là pour leur paie.» (Éric)

Enfin, les deux libérés ont également rapporté que, ce qu'ils appréciaient de leur ALC respective était qu'ils sentaient qu'elles voulaient fondamentalement qu'ils soient heureux et s'efforçaient ainsi de les aider à atteindre des objectifs qu'ils avaient déterminés ensemble et qui étaient importants à leurs yeux.

b) Le rapport à son rôle

Les participants à l'étude ont également fait mention d'éléments se rattachant davantage au rapport qu'entretient l'ALC envers son rôle et sa façon de l'occuper, soit le «savoir-faire». Ce rapport réfère au fait capable de trouver l'équilibre dans son double

rôle, d'être soucieux de l'image que l'on projette et d'être en mesure de faire preuve d'objectivité dans ses fonctions.

Dans un premier temps, comme vu précédemment, l'ALC occupe un double rôle particulier dans son intervention auprès d'une population mandatée, à savoir à la fois celui de protection de la société et à la fois celui de réinsertion sociale. De fait, trouver la juste approche à adopter au milieu de ce continuum d'aide et de contrôle peut s'avérer difficile, spécialement en début de carrière. Les ALC rencontrées ont souligné que l'ambiguïté de ce double mandat a tendance, au fil du temps, à s'équilibrer. Ariane mentionne à cet effet qu'elle était beaucoup plus sévère lorsqu'elle a entamé sa carrière d'ALC.

«Moi quand j'ai commencé j'étais excessivement sévère. C'était bon et bien tu dois faire si et ça, mais je pense que j'étais tellement dans le 'on surveille et on protège la société' que tu oublies que c'est en aidant qu'on protège et non en imposant...» (Ariane)

Au moment où les entrevues ont été conduites, Ariane et Mélissa situaient leurs interventions à un niveau approximatif 60% aide et 40% contrôle. Elles insistent tout de même sur le fait qu'elles n'ont aucun problème à sévir lorsqu'un risque est présent, tel qu'exigé par leurs fonctions d'ALC. Néanmoins, elles indiquent envisager toutes les alternatives lorsqu'un problème se présente, l'option choisie étant celle qui priorise la réinsertion sociale, sauf lorsque l'arrêt d'agir leur paraît nécessaire.

Mélissa précise qu'en premier lieu, elle a la responsabilité de systématiquement s'assurer que le risque est «acceptable» en collectivité. Lorsque tel est le cas, il importe ensuite tout faire en son pouvoir pour offrir aux libérés qu'elle suit l'aide nécessaire à la réussite de leurs démarches de réhabilitation. Selon elle, il est également important d'entamer le suivi en prêtant de bonnes intentions aux justiciables et non en essayant de trouver «la» chose qu'ils n'ont pas effectuée correctement.

«Moi je me considère plus dans le côté aide. Mais c'est quand même difficile à évaluer, parce que des fois y a des cas où faut tu sois plus d'un bord que de l'autre... mais je dirais que dans mon travail je n'ai pas le choix d'être moitié-moitié. Mais tu sais avant mettons qu'il y a des bris de

conditions, je vais essayer beaucoup de choses avant d'en venir à une suspension. (...) Je pense qu'il faut être capable de s'ajuster.» (Mélissa)

«Il faut donner la chance d'une certaine manière, sans nécessairement prendre de risques, mais de croire et de vouloir que ça fonctionne et de penser que ça pourrait marcher et se rendre jusqu'à la fin du mandat. Parce que si c'est dès le départ de penser que je vais trouver LA condition qu'il ne respecte pas ou quelque chose qui ne va pas, c'est difficile.» (Mélissa)

De surcroît, Mélissa souligne la tendance de certains collègues à seulement adopter une approche de contrôle qui ne se concentre que sur le respect des conditions et la protection de la société. Elle ne juge pas le tout aidant pour le contrevenant.

«Selon mon impression à moi et d'une collègue, qu'il y a de plus en plus une tendance à être plus sévère, plus de vouloir, de trouver les failles, les bébittes. Il y a quelque chose qui ne doit pas être correct... je trouve ça dommage parce que moi je n'aimerais pas travailler de cette façon, j'aurais l'impression d'être à contre-courant, il faut aller tout le monde dans le même sens, on fait nos vérifications et notre surveillance et s'il y a quelque chose qui ne marche pas on intervient.» (Mélissa)

Quant à Ariane, elle tenait à préciser que le processus de réflexion n'est pas le même lorsqu'il est question d'un OSLD. En effet, lorsqu'un bris est constaté et que l'ALC décide de le retenir, elle est tenue d'informer les policiers et de leur fournir toutes les informations nécessaires pour qu'ils décident s'ils ont assez d'éléments pour porter de nouvelles accusations. Elle fait donc preuve d'énormément de prudence sur chaque décision devant être prise dans ces dossiers afin d'agir en prévention pour éviter le plus possible de se rendre à cette étape.

«Moi avec mes OSLD quand il y a une décision à prendre je vais être beaucoup plus sévère qu'avec les autres en liberté. Je considère aussi qu'on a une certaine responsabilité, parce que des fois vu que les conséquences sont énormes y a des agents qui sous pèsent ça. Je me dis que je pense qu'ils ne réalisent en disant 'Ha, mais ce n'est pas si grave', non! Parce que le jour qu'il n'ira pas bien lui ça va être une autre condamnation. Alors j'ai toujours considéré qu'il fallait être plus sévère dans nos choix avec les OSLD...» (Ariane)

Mentionnons que les deux interviewées ont indiqué que ces éléments ne sont pas traités lors de la formation des nouveaux employés, ce qu'elles trouvent dommage, car ceux-ci ont au départ tendance à ne focuser que sur le respect des conditions de libération lorsqu'ils entament leur carrière. En effet, il serait à leurs yeux bénéfique que l'importance de développer un lien positif avec le libéré soit davantage soulignée, ce qui répond aux deux rôles d'un ALC en contribuant à la protection de la société ainsi qu'à la réhabilitation et qu'elles ont toutes deux appris à leurs dépens.

Ces propos et cette perspective s'inscrivent en droite ligne avec la littérature sur le sujet. Celle-ci mentionne en effet que, dans le but de bien remplir ces deux rôles, il importe que l'ALC présente une attitude ferme, juste et bienveillante (Skeem et coll., 2012). Ce juste équilibre entre le rôle de réinsertion sociale et de protection de la société agirait ainsi à titre de facteur de protection vis-à-vis la récidive criminelle (Dowden et Andrews, 2004).

Dans un deuxième temps, Ariane soulève également l'importance d'être conscient de l'image que l'agent projette, au sens où vouloir exhiber l'image d'une personne parfaite qui ne se trompe jamais n'est, à ses yeux, pas aidant. En effet, cela vient créer un déséquilibre et une distance, car le justiciable se perçoit à l'opposé de cette image à laquelle il ne s'identifie pas, ce qui peut l'inciter à ne pas vouloir «connecter» avec son ALC. De son côté, elle mentionne que son approche a totalement changé lorsqu'elle a compris ce fait. Aujourd'hui, elle n'hésite pas à se questionner et à remettre ses interventions en question, ce qu'elle juge beaucoup plus bénéfique.

«Aussi le rôle de l'agent c'est beaucoup de s'imposer un modèle quasi irréprochable, pas dans le sens qu'on a toujours raison, mais c'est que quand on a tort, on l'avoue et on présente nos excuses et on trouve des solutions... tu sais de créer une image d'une personne qui est toujours au-dessus de ses affaires, on vient créer une image inaccessible pour nos délinquants... alors un agent qui se trompe et se reprend, qui est ouvert, qui va revenir sur des choses en se questionnant c'est super important.» (Ariane)

«Moi j'étais bien plus sûre de moi quand je suis arrivée au service. Aujourd'hui, je doute beaucoup plus de moi au quotidien dans mes

interventions qu'avant, puis c'est bon. Parce que quand tu commences tu veux être sûr de tout ce que tu avances. Je pense que tout le monde passe par là.» (Ariane)

Dans un troisième temps, Mélissa souligne que lorsqu'on occupe un tel rôle, il importe d'être capable de faire preuve de «détachement» vis-à-vis certaines situations qui s'avèrent parfois «prenantes». À cet effet, elle mentionne avoir déjà éprouvé de la difficulté à demeurer totalement objective lorsqu'elle s'identifiait aux victimes de personnes contrevenantes sous sa supervision. Par exemple, lorsqu'il était question d'une agression sexuelle à l'endroit d'une femme de son âge, elle rapporte ne pas avoir été aussi à l'aise que dans des suivis distincts. Elle confie qu'il lui est arrivé alors de ne simplement pas avoir eu envie de créer un lien avec le justiciable en question. Néanmoins, comme elle juge qu'il est essentiel de développer une alliance pour permettre une collaboration favorable, elle a partagé ses difficultés vécues avec son responsable, lequel l'accompagnait ensuite attentivement dans l'ensemble de son suivi pour s'assurer que les interventions et les décisions prises demeurent objectives.

Pour ce qui est d'Ariane, bien qu'elle intervienne majoritairement avec des individus ayant commis des agressions sexuelles, elle rapporte que le type de délit posé ne l'affecte généralement pas dans ses fonctions. Elle estime avoir toujours su se détacher de ceci afin d'exécuter son travail convenablement. Elle reconnaît toutefois qu'une des raisons pour lesquelles ses collègues n'apprécient pas le fait de superviser des contrevenants assujettis à une OSLD repose sur le type de délit faisant l'objet de telle mesure, soit les délits à caractère sexuel. Elle mentionne également de son côté qu'il importe de solliciter l'aide de son RALC ou ses collègues lorsqu'on se sent trop impliqué émotionnellement, une fois de plus par souci d'objectivité.

Du côté des justiciables, si l'on se fie aux propos de Mathieu, une approche empreinte de sévérité peut avoir des répercussions négatives sur le suivi. En effet, il a identifié avoir à maintes reprises été irrité par l'attitude trop sévère et intransigente d'ALC par le passé. Il indique que lorsqu'il se trouvait face à eux, il n'osait plus faire de demande, car il savait que celle-ci lui serait automatiquement refusée. Ce faisant, il avait

davantage l'impression d'être traité comme un «criminel» que comme un être humain. Cela ne faisait que l'encourager à mentir et à cacher des choses à son ALC, puisqu'il ne se sentait pas écouté dans ses demandes.

«Quand quelqu'un est trop sévère, je n'aime pas ça, je ne suis juste pas capable. J'en ai connu des ALC trop by the book et ça marchait juste pas. On dirait que chaque question que je posais, c'était un non automatique et qu'à l'attendait juste que je fasse une gaffe pour avoir le fun de me retourner en dedans.» (Mathieu)

c) Une intervention adaptée

À l'issue des entretiens conduits, il en ressort qu'il est bénéfique pour les cliniciens d'adopter une approche individualisée et adaptée aux caractéristiques particulières de chaque individu. Les ALC rencontrées ont souligné l'importance de tenir compte des expériences passées dans son approche, d'entretenir des exigences réalistes dépendamment de la situation de chacun et enfin d'adapter sa prise en charge selon les besoins présentés.

En premier lieu, les professionnelles interrogées ont spécifié que les intervenants devaient idéalement être au fait des expériences antérieures des libérés, car celles-ci ont certainement façonné leur perception ainsi que leur motivation à créer un lien avec leur ALC si, par exemple, ils viennent tout juste de connaître une expérience négative. Il y a effectivement lieu de savoir d'où proviennent ces réticences pour être en mesure de corriger le tout. À cet effet, Dahle a avancé en 1997 que créer un lien avec une population contrevenante peut particulièrement s'avérer ardu, puisque leurs expériences passées ont parfois avivé leurs représentations de l'autorité ou bien, dans d'autres cas, ils peuvent s'être sentis trahis à la suite de la lecture de rapports défavorables à leur sujet. Similairement, l'étude de Watson et ses collaborateurs (2015) a démontré que, au sein de leur échantillon de délinquants sexuels, ceux qui avaient vécu une rupture de leur alliance par le passé présentaient par la suite des alliances de plus faible qualité à travers les années.

Selon Mélissa, il demeure possible de créer une alliance avec un individu qui se montre réticent. Cette dernière nécessitera toutefois plus de temps et d'investissement. Elle ajoute que dans des cas semblables, il faut adapter ses interventions pour tenter de regagner la confiance de ceux-ci. Elle partage un exemple où elle a été confrontée à une telle situation. Elle reconnaît que d'autres ALC auraient peut-être sévi, mais elle jugeait à ce moment qu'elle pouvait utiliser cet incident pour renforcer leur alliance en début de suivi, ce qui s'est produit.

«Tu sais ça arrive qu'il y en a un qui a changé pleins de fois d'agents et ça adonne qu'il a eu une expérience qu'il juge négative. C'est arrivé la première fois j'arrive dans un dossier d'un gars que son agent est parti à la retraite. Là j'arrive chez lui et y ouvre le frigo et je vois une bouteille d'alcool dans son frigo. Alors là j'y dis écoute, c'est la première fois que je vais chez lui je l'ai vu deux fois puis c'est ça qui arrive... faut j'intervienne et lui ça y est, il fait le lien avec l'événement qu'il a vécu avec l'autre. Je le convoque ensuite au bureau pour le rencontrer pour une mise au point, bien il avait amené tout son sac à dos pensant qu'il allait être suspendu. Fak je lui ai expliqué que ce n'était pas le but du tout et on a plutôt repris la situation pour être certains de partir sur de bonnes bases.» (Mélissa)

En deuxième lieu, en entrevue, les deux ALC interrogées ont également indiqué qu'il importait d'entretenir des exigences réalistes envers les justiciables assujettis à une mesure de surveillance de longue durée. Elles citent que ceux-ci n'ont parfois pas les mêmes nécessités que nous, au sens où toutes les sphères de leur vie ne sont parfois pas totalement stables.

Mélissa énonce entre autres que certains ALC qui entretiennent une passion pour l'intervention souhaitent parfois rendre «parfaite» la vie des libérés et s'attaquent par exemple à des conflits non-résolus avec des membres de la famille ou à des traumatismes passés. Elle mentionne avoir appris au cours de sa carrière que, par moments, il ne vaut mieux pas insister sur des éléments qui n'ont aucun impact sur le risque de récidive.

«On n'a pas les mêmes exigences dans la vie et faut accepter que la personne en libération conditionnelle n'a des fois pas le gout de faire plus et que ça n'augmente pas le risque. Tu sais il ne faut pas essayer comme intervenant de faire en sorte que tout soit beau, parce qu'on est l'agent et qu'il faut intervenir... Je pense en somme qu'il faut doser les interventions

et ne pas vouloir plus aussi que la personne, pourvu qu'elle soit fonctionnelle bien sûr.» (Mélissa)

À ce sujet, Ariane partage le même avis, car, à ses yeux, ce sont des gens qui pour certains n'ont jamais su marcher droit dans la société et ont voulu parfois tout contourner. Il s'agit plutôt de développer petit à petit de nouvelles stratégies orientées vers des objectifs réalistes et propres à la réalité de chacun.

En troisième lieu, les intervenantes interrogées ont mentionné qu'il importait que l'ALC soit vigilant quant aux «carences» de chacun des justiciables. En effet, il arrive que certains individus soient plus «carencés» que d'autres et elles indiquent qu'il faut faire attention à ne pas venir créer un «besoin» chez ceux-ci en intervenant trop. Selon Ariane, pour des libérés qui répondent à ce profil, il importe d'appliquer des interventions judicieuses qui accroîtront leur autonomie, et ce, afin de ne pas créer inconsciemment un sentiment de solitude qui frôle la désorganisation lorsque la fin du suivi approche.

«C'est toujours de doser. Tu as ceux qui vont être antisocial et que l'autorité est vue comme une menace à leur libre-arbitre qui malheureusement font des mauvais choix donc c'est sûr qu'on vient interférer avec ça et ça fait pas leur affaire... et de l'autre côté tu as ceux hyper carencés qu'on n'aurait pas assez d'une vie pour les suivre puis ils se désorganisent même à l'idée de la fin mandat un jour parce qu'on devient le centre de leur univers. Faut toujours être conscient ces deux-là et toujours trouver le juste milieu avec les deux pour qu'ils développent graduellement leur propre autonomie.» (Ariane)

À cet effet, Éric est un bon exemple d'individu qui a besoin d'être pris en charge, mentionne-t-il. Étant un individu institutionnalisé depuis l'enfance, il dit apprécier l'encadrement offert par une telle mesure de surveillance. Il trouve le tout rassurant et n'éprouve pour sa part habituellement aucune difficulté à développer une alliance de travail avec un ALC. Cela était cependant plus difficile lorsque le professionnel au dossier ne semblait pas aussi ouvert à l'aider et à le prendre en charge comme il l'aurait souhaité. Il adoptait aussitôt une attitude de confrontation lorsqu'il sentait que

l'intervenant n'était là que pour sa paie et qu'il ne lui offrait aucune écoute. À ses yeux, il n'y aura jamais «trop» d'encadrement.

«Moi je ne trouve pas ça trop encadré parce que j'en ai besoin. Nous autres on n'a pas peur d'avoir trop... ce n'est pas tout le monde qui peut penser comme moi, mais disons qu'il y en a un bon paquet que le gars a besoin d'encadrement s'il ne veut pas retourner en prison et c'est important d'avoir un encadrement. Un bon contact à l'extérieur avec un agent... puis si tu n'as pas un bon agent, la récurrence est trop élevée.» (Éric)

Enfin, les aspects soulevés au sein de cette section se rapportant davantage aux habiletés de l'intervenant vont de pair avec les constats d'Horvath (2000), lequel a spécifié dans son étude que ce n'était pas les conduites du thérapeute qui étaient associées aux résultats positifs du traitement, mais bien la perception à l'égard de ces conduites. Ainsi, se concentrer sur le potentiel du justiciable, lui refléter ses forces ainsi qu'établir ensemble des objectifs réalisables représentent des éléments centrés sur ce dernier qui peuvent, selon la littérature consultée, avoir des impacts sur la perception qu'a celui-ci de son intervenante et sur le déroulement positif à l'intérieur de cette mesure de surveillance de longue durée. Les cliniciens ont donc intérêt à être conscients de l'influence que peuvent avoir leurs conduites et leurs attitudes, en s'assurant que les libérés reconnaissent ces interventions positives à leur endroit.

5. Conclusion

Au terme de ce présent chapitre, nous arrivons à la première conclusion que, malgré tous les éléments bénéfiques associés à la présence d'une alliance de travail au sein d'un suivi de longue durée, la fin d'une telle mesure engendre maintes inquiétudes du côté des justiciables qui seront éventuellement laissés à eux-mêmes. D'autre part, nous constatons également que le contexte de travail des ALC tend à influencer sur leurs pratiques, puisqu'il semble miser davantage sur la productivité que sur un contact humain qui priorise l'implantation d'un lien qui, au final, s'avèrera avantageux en termes de prévention de la récurrence.

5.1 Un lien difficile à rompre

Lors de nos entretiens conduits auprès des libérés, nous avons noté certaines peurs présentes dans leurs discours. Ces craintes n'étaient parfois pas explicitement nommées et concernaient entre autres la fin du mandat et de l'accompagnement de l'ALC. En effet, leur témoignage a laissé entrevoir que le suivi au quotidien pendant des années peut insidieusement venir créer d'autres besoins auprès de certains individus carencés.

Si nous prenons d'abord exemple sur Éric, il souligne principalement redouter la solitude. En effet, dans les trente dernières années, ce dernier ne s'est jamais retrouvé seul avec lui-même et sans encadrement. De fait, la simple idée que son suivi se termine dans quelques mois provoque chez lui une anxiété qu'il peine à contenir. Comme il n'a toujours pas été en mesure de faire la rencontre d'amis prosociaux en collectivité, son réseau n'est composé que des intervenants de la maison de transition ainsi que de Mélissa. Selon ses propos, l'encadrement offert par la libération conditionnelle ainsi que la présence de professionnels à son dossier constituent des éléments qui l'incitent à respecter ses conditions et qui le protègent d'une éventuelle récidive. Les unités narratives suivantes laissent transparaître cette crainte de solitude.

«La fin mandat approche. Ça me rend malade un peu plus chaque jour... C'est stressant d'aller vivre tout seul, mais on me dit que je ne serai pas seul, que je pourrai appeler ou venir...» (Éric)

«Parce que moi, c'est dur quand tu vis à l'extérieur, parce la prison c'est comme un petit village puis quand tu sors dans société le monde est... c'est rapide. Ce n'est pas le même langage et faut que tu apprennes à vivre avec ce monde-là... Ce n'est pas facile des fois. Mais je demande toujours conseil... moi en tant qu'institutionnalisé c'est pas facile vivre dans société. Puis si on n'avait pas des intervenants comme ça, on serait toujours en prison.» (Éric)

La situation s'avère quelque peu différente pour Mathieu, car ce dernier réside en logement depuis déjà quelques années. Il a néanmoins mentionné ses appréhensions relatives à la fin de son mandat, bien qu'elle ne soit prévue que dans deux ans. Au fil du temps, Ariane est devenue sa référence qu'il consulte avec de prendre chacune de ses

décisions. Pour le moment, il préfère ne pas penser au jour où elle ne sera plus dans sa vie.

« On s'entend bien tous les deux, on a bien du plaisir. Quand elle vient chez nous aussi. On jase. Ça fait que mon OSLD paraît plus facile, puis as-tu vu, ça achève et je n'ai pas hâte. » (Mathieu)

5.2 L'influence du contexte de travail

À la lumière des entretiens conduits, il en ressort que le contexte de travail singulier au sein duquel œuvrent les ALC vient sans aucun doute influencer leurs pratiques et peut avoir des répercussions au sein de leurs différents suivis.

Les quatre participants à l'étude ont soulevé des insatisfactions découlant de ce constat. En premier lieu, les justiciables tout comme les intervenantes ont revendiqué l'instabilité au niveau des changements continuels d'ALC dans certains dossiers. Il s'agit d'une réalité à laquelle Mathieu et Éric ont été confrontés à plus d'une reprise au sein de leurs suivis antérieurs. Le cas échéant, ils mentionnent qu'ils ont trouvé cela difficile de développer une complicité et une collaboration favorable quand l'intervenant n'est là que quelques mois, que ce soit en raison d'un stage, d'un congé de maternité ou de changements organisationnels. Ils reconnaissent donc qu'il est possible pour certains d'être moins portés à s'engager ou à s'investir dans l'instauration d'un lien avec leur ALC s'ils sont persuadés que ce lien pourra être rompu d'un moment à l'autre. Au moment des entretiens, Mathieu et Éric se considéraient donc chanceux d'avoir la même intervenante depuis quelques années, mais redoutaient tout de même le moment où ils allaient devoir recommencer à zéro avec quelqu'un d'autre. Les citations suivantes énoncées par les libérés reflètent ce constat.

« Un moment donné, j'étais juste tanné de toujours avoir à recommencer à zéro avec les ALC. Je comprends qu'il faut qu'il y aille des stagiaires qui apprennent dans vie, mais tu vois, dès qu'on me dit que je vais être suivi par une stagiaire, je suis déçu et ne veux pas trop en dire, parce que je sais qu'elle sera pu là bientôt. Il y a aussi les femmes qui tombent enceintes. On dirait j'ai toujours peur de perdre l'ALC avec qui je réussis à connecter. Comme avec Mélissa tu sais, ça va bien ça fait un bout qu'on est ensemble, mais j'ai quand même toujours peur qu'a m'arrive en me disant qu'à s'en

va dans un autre bureau ou qu'à tombe enceinte. J'ai tellement changé souvent d'ALC que je trouve ça pas normal quand ça fait un petit bout.» (Éric)

«Ouin j'en ai eu beaucoup... tu sais ce n'est jamais stable, comme on disait on dirait c'est toujours juste des stagiaires... ils s'occupent de ton dossier pendant 6 mois et après ça on te donne un autre puis on dirait que c'est toujours à recommencer. C'est pour ça que ça n'avance pas.» (Mathieu)

Du côté d'Ariane, elle déplore également ce contexte d'instabilité en indiquant que les gestionnaires ne semblent pas réaliser les répercussions des multiples changements qu'ils exigent à l'occasion. Pour certains individus méfiants et réticents à la relation d'aide, ils n'ont besoin parfois que de stabilité pour qu'une progression survienne. Selon elle, il s'agit d'un possible sentiment de rejet qui pourrait être évité.

«Je te dirais que des fois je trouve que c'est une grosse machine qui parfois oublie qu'on travaille avec des humains, que c'est comme une chaine de montage qu'on peut changer des agents, mais que les gars ont peut-être pour la première fois dans leur vie de la stabilité à ce niveau. Une machine à saucisse.» (Ariane)

D'autre part, Ariane et Mélissa ont également dénoncé des changements observés dans leur contexte de travail où l'accent est de plus en plus mis sur la productivité et que leur charge de travail ne cesse d'augmenter. Elles indiquent toutefois qu'elles font le choix de ne pas diminuer leurs standards de surveillance ni réduire la qualité de leurs interventions en réduisant le temps dédié à chacun. Néanmoins, ce souci de qualité dans leur travail peut être épuisant et empiéter par le fait même sur leur bien-être, tant psychologique que personnel.

«Oui moi j'ai, je fais le choix de travailler, faut que je sois intègre, je sens la pression. Pour ça que je suis si fatiguée parce que malgré la charge de travail absurde qu'on nous donne, je me refuse de faire des rencontres de 15 minutes... j'ai des gars qui ont vécu pleins d'affaires en ce moment et c'est pas vrai que ma rencontre, même si je suis hyper fatiguée, je savais que j'en avais pour 1h30 la semaine passée avec un gars et je savais que je n'avais pas le temps... mais c'était très important. Mes valeurs, je ne peux pas faire ça, si je sens qu'il a besoin de parler je ne peux pas dire que je

n'ai pas le temps... Et mes délinquants sexuels c'est bien rare que je peux faire 15 minutes contrairement à mon voleur de caps de roue... On devient les personnes les plus significatives pour eux. Alors oui ça m'enrage, mais j'aime quand même ma job et j'en donne un peu plus pour arriver au bout du compte.» (Ariane)

«Aujourd'hui, il y a plus de tâches connexes, sauf que moi mes entrevues ont toujours été d'en moyenne une heure et je n'ai jamais changé ça... dans la mesure du possible. Parfois, je peux en faire un peu plus et prendre de mon temps personnel pour ne pas négliger les délinquants qui en ont de besoin. Je trouve ça plate d'avoir autant de pression de nos boss sur la productivité quand on travaille avec une telle clientèle.» (Mélissa)

En conclusion de ce présent chapitre, les divers enjeux abordés ont mis en lumière la portée et les impacts positifs d'une alliance de travail au sein d'une mesure de surveillance de longue durée. En contrepartie, une mauvaise entente peut engendrer de lourdes conséquences, tant dans la vie des libérés que pour la société. Nous avons également constaté que l'élaboration et le maintien d'une alliance de travail ne constituent pas un processus linéaire et que, pour nos deux duos, ce sont parfois les moments plus difficiles qui ont contribué à renforcer le lien déjà présent. Toutefois, lorsque le lien de confiance est brisé, il y a rarement possibilité de rectifier le tir et un changement d'ALC serait à privilégier au bénéfice d'un suivi effectif qui se doit de progresser. Par ailleurs, les participants à l'étude ont souligné l'importance que les justiciables disposent d'un rôle actif dans le suivi, et ce, pour qu'ils aient l'impression que les professionnels travaillent «avec eux» et non «contre eux». Enfin, nous retenons qu'un tel lien n'est certainement pas acquis, qu'il faut que les deux parties y mettent du sien et que cette démarche peut parfois s'échelonner sur le long terme.

CHAPITRE 5: RÉFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS

Ce cinquième et dernier chapitre a pour but de soulever les éléments principaux ayant émergé du discours des participants et de notre expérience de stage, lequel a été réalisé au bureau SCC Maisonneuve en tant qu'agente de libération conditionnelle. Nous

nous sommes intéressée aux fondements et aux caractéristiques de l'alliance de travail qui se développe au sein d'une mesure de surveillance de longue durée, tel que décrit par les acteurs concernés (ALC, justiciable). Pour soutenir cette démarche, nous avons procédé à l'étude de cas de deux duos qui comprenaient chacun un agent de libération conditionnelle œuvrant au bureau SCC Maisonneuve ainsi qu'un libéré prenant part à un suivi d'une durée significative. D'emblée, les participants sélectionnés estimaient qu'une alliance de travail était présente au sein de leur duo.

Dans un premier temps, nous avons questionné la façon dont ceux-ci définissent l'alliance de travail selon leur expérience personnelle. Puis, nous avons cherché à approfondir les éléments qui influencent la mise en place d'un tel lien, en identifiant entre autres ce qui avait, par le passé, nui et ce qui s'était avéré bénéfique. Dans un dernier temps, nous avons recueilli la perception des participants quant aux impacts de l'alliance de travail à l'intérieur d'une telle mesure.

En somme, il en ressort que toute forme de suivi pénal demande un minimum de collaboration et de transparence pour qu'un libéré maintienne sa surveillance en communauté. Toutefois, un suivi qui bénéficie de la présence d'une alliance de travail semble se distinguer de la «norme», puisqu'il contient une relation basée sur la confiance et le partenariat qui mèneront à l'atteinte des objectifs de réhabilitation. Nous avons constaté que, malgré toutes les particularités associées au double rôle des intervenants, lorsqu'une alliance est présente, le contrôle n'est pas perçu comme une contrainte, et ce, même en contexte hautement coercitif. En revanche, un lien aussi significatif comporte parfois des aspects négatifs, notamment lorsque les sentiments prennent le dessus ou bien lorsqu'il doit se rompre. Nous avons par la suite mis en relief deux techniques d'intervention identifiées dans la littérature permettant de favoriser le développement d'une alliance dans le cadre d'une supervision en communauté. Nous terminerons finalement en mettant de l'avant des recommandations cliniques tirées des constats que nous avons soulevés.

1. Bien plus qu'un suivi pénal...

La littérature existante regorge d'études démontrant qu'une relation positive entre un client et un thérapeute s'avère tributaire de résultats favorables à l'issue d'un traitement, et ce, en dépit de l'approche utilisée (Luborsky et coll., 1977; Horvath et Symonds, 1991; Martin et coll., 2000; Norcross et Lambert, 2005). L'étude de Lambert et Barley (2001) avance même que jusqu'à 30% des progrès d'un client découlent du lien qu'il entretient avec son thérapeute. Assurément comme bien d'autres sceptiques, Howgego et ses collaborateurs (2003) estimaient que les mesures conventionnelles de l'alliance thérapeutique pouvaient difficilement s'étendre à une clientèle involontaire qui ne cherchait pas d'aide et qui n'était pas préalablement engagée dans un processus de changement. En tel contexte, la relation se veut automatiquement débalancée, puisque le thérapeute est tenu d'exercer un certain contrôle à l'endroit de l'individu mandaté. Néanmoins, les études approfondies sur le sujet ont démontré qu'il était possible d'instaurer une alliance entre un intervenant et une personne contrevenante qui, au final, pouvait engendrer des impacts positifs sur la récidive de celle-ci (Andrews et Kiessling's, 1980; Skeem et coll., 2003; Skeem et coll., 2007). Il importait toutefois que le clinicien sache judicieusement trouver l'équilibre entre l'aide et le contrôle, en adoptant idéalement une approche «ferme mais juste».

À priori, la tâche pourrait sembler plus ardue auprès d'individus dont le risque de récidive est jugé très élevé, puisque davantage de mesures de contrôle doivent être mises en place. Si nous prenons exemple sur les justiciables assujettis à une ordonnance de surveillance de longue durée, il s'agit d'une des mesures les plus contraignantes imposées par les tribunaux, à l'exception de l'étiquette de «délinquants dangereux» (C-17, 1997). Cette ordonnance permet au SCC de prolonger la surveillance de ces individus qui représentent un risque de récidive non négligeable, mais qui peuvent tout de même être «maîtrisés» dans la collectivité. Ceux qui en écopent sont généralement soumis à un tas de conditions, et ce, pendant plusieurs années.

Dans son mémoire portant sur ce sujet, Rousseau (2015) a soulevé que les participants de son étude qui portaient l'étiquette de «délinquants à contrôler» vivaient un véritable choc lorsqu'ils entamaient leur OSLD et qu'ils constataient le contrôle auquel

ils allaient être soumis pendant une longue période. Qui plus est, ceux-ci se disaient surtout préoccupés de la suspension automatique qui vient à la suite d'un bris de condition et de l'interruption de leur OSLD qui se verra, pendant ce temps, prolonger. À cet effet, l'étude de Levenson et ses collaborateurs (2010) démontre que la durée significative d'une mesure de surveillance vient en soi entraver la réinsertion puisqu'elle augmente les chances qu'un bris aux conditions survienne et soit accompagné d'une sanction supplémentaire.

Par ailleurs, tel que vu précédemment, l'alliance de travail qui se développe entre un agent de surveillance et une personne contrevenante représente un indicateur fiable de non-récidive, ou dit d'une autre façon, de désistement primaire (Taxman et Ainsworth, 2009). Selon Burnett et McNeill (2015), ceci explique pourquoi cette relation aurait intérêt à demeurer au cœur de toutes les pratiques en libération conditionnelle, puisqu'elle représenterait une condition essentielle au changement des conduites et des circonstances sociales associées à la récidive.

À l'issue de notre stage et du contenu qui a émergé de nos entretiens, nous avons observé que la longueur de la mesure s'avère favorable à la création d'un lien significatif, que les problématiques présentées par les justiciables ainsi que les multiples conditions auxquelles ils peuvent être soumis ne viennent pas entraver ce processus, puis enfin que la présence d'une alliance de travail peut ultimement mener au désistement. Les éléments énumérés seront approfondis au sein des sous-sections suivantes.

a) Le temps comme un atout

Les duos à l'étude ont mis en lumière que la longueur de la mesure était bénéfique au développement d'une alliance de travail. En effet, il a été soulevé qu'il s'agissait d'un processus graduel, qu'un «temps» était nécessaire pour d'abord instaurer un climat de confiance et que la longue durée de la mesure permettait de vivre des succès et des échecs qui, au final, pouvaient contribuer à renforcer la relation entre l'intervenant et le justiciable. En fait, il semble que, pour notre échantillon, ce soit la façon dont ils ont su gérer les périodes difficiles qui a fait évoluer positivement l'alliance.

Nous avons également remarqué que, pour les justiciables à l'étude, il leur a fallu un certain temps avant d'être prêts à changer. Ils avaient en effet connu divers suivis antérieurs où ce déclic ne s'était pas fait malgré plusieurs tentatives, c'est-à-dire le moment où ils ont réellement voulu faire équipe avec leur intervenant pour établir et atteindre leurs objectifs de réinsertion sociale. Ainsi, nous observons que les mesures de surveillance de plus longue durée peuvent être bénéfiques en dépit de leur connotation oppressive, car elles s'adressent à une population qui présente généralement de nombreux besoins pour qui un temps peut être nécessaire pour que des changements surviennent.

b) La complexité des profils ne fait pas entrave au processus

Le second constat qui émerge de l'ensemble des données recueillies est le fait qu'il soit possible de créer une alliance de travail au sein des suivis les plus contraignants, et ce, en dépit de la complexité et de l'historique problématique du justiciable en question.

En effet, nous avons constaté dans le cadre de notre stage que, les mesures coercitives comme les OSLD sont généralement imposées aux cas les plus «lourds», c'est-à-dire à des condamnés qui cumulent plus d'une récidive, qui ont commis des infractions d'une gravité objective importante ou pour qui rien n'a à ce jour fonctionné. En outre, lorsqu'un ALC se fait imposer la surveillance d'un justiciable soumis à une OSLD, il se doute que la tâche ne sera pas aisée. Nos données ont toutefois démontré que le développement d'un lien significatif est malgré tout possible lorsque les cliniciens adoptent une approche adéquate et adaptée, d'où l'importance pour l'ALC de prendre le temps de créer un climat de confiance où l'écoute et l'absence de préjugé ont préséance afin de permettre au libéré de croire en son potentiel et l'amener ensuite à se surpasser.

c) L'alliance de travail comme désistement

En dernier lieu, il en ressort du discours des participants et de notre expérience de stage que ce qui différencie un suivi où une alliance de travail est présente des autres suivis est l'aisance qui se développe entre les acteurs concernés, laquelle encourage par le fait même la transparence et la volonté de travailler ensemble dans la même direction.

Ultimement, l'objectif est d'atteindre de la stabilité dans l'ensemble de ses sphères de vie et de maintenir ces progrès dans le temps afin d'éventuellement adopter un mode de vie exempt de toute criminalité. Si l'on se fie à ce que nous avons observé en vertu de l'expérience des participants pour qui l'accompagnement actuel a été décisif dans leur parcours, il est possible de croire qu'une telle alliance peut représenter, dans certains cas, l'événement clé qui les mènera au désistement.

2. ... Mais avec quelques risques!

L'alliance est en soi un concept fragile puisqu'il repose sur une personne, un être humain avec des sentiments. Lorsqu'un accompagnement perdure pendant plusieurs années, l'aspect «professionnel» de la relation tend peu à peu à disparaître au profit d'un réel «attachement». En effet, l'ALC devient partie prenante de la vie du justiciable, partage son intimité, l'accompagne dans ses activités du quotidien et développe un lien avec ses proches. Il en ressort ainsi une relation qui se distingue des autres contextes professionnels. Une telle proximité peut également compromettre l'objectivité dans l'intervention des ALC. Garder un certain contrôle sur ses sentiments pour ne pas pencher trop dans l'aide ou trop dans la sévérité équivaut au juste équilibre de l'ALC dans son double rôle.

L'étude de Bensimon (2016) aborde entre autres la réalité à laquelle sont confrontés les intervenants œuvrant auprès de détenus. Il indique que la relation d'aide s'établit en premier lieu par l'accès au récit de vie du justiciable, en posant des questions parfois intrusives afin d'émettre une analyse pertinente du risque qu'il est jugé représenter et des besoins qui en découleront. Des sujets éprouvants peuvent être abordés et le lien se crée ainsi à travers l'écoute, l'empathie et les confidences. Ceci devient peu à peu routinier. Selon l'auteur, le piège se situe lorsqu'une personne contrevenante se distingue des autres aux yeux du clinicien, moment où le dépassement de l'empathie peut survenir. Bensimon (2016) aborde également le contexte difficile et particulier au sein duquel travaillerait l'ALC, c'est-à-dire empreint de lourdes charges de travail, d'imprévisibilité et de manque de soutien et de reconnaissance des gestionnaires. Ces

éléments pourraient ainsi venir fragiliser le clinicien et l'amener à transgresser les limites de l'alliance.

À l'opposé, un ALC dont les interventions s'inscrivent principalement dans le contrôle et la punition est d'autant plus dommageable, allant jusqu'à augmenter le taux de récidive (Gendreau et coll., 1998).

Il sera donc ici question de la «dépendance» que peut venir créer l'accompagnement dans certains cas ainsi que les dangers engendrés par les sentiments.

2.1 La création d'un «besoin»

Dans le cadre de notre stage, nous avons remarqué que l'ALC devient rapidement l'élément central dans la vie des libérés, ceux-ci n'ayant parfois que peu de repères positifs à qui se référer. En effet, ils bénéficient au quotidien de la présence d'une personne qui les accompagne, ne les juge pas, leur offre l'encouragement nécessaire pour qu'ils se surpassent, leur souligne leurs forces et qui prend le temps de les écouter en leur donnant de valeureux conseils. Comme les condamnés qui disposent d'une mesure de surveillance de longue durée affichent généralement de nombreux besoins, une telle prise en charge peut s'avérer rassurante, venant entre autres apaiser l'anxiété associée à la vie en collectivité.

Toutefois, nous avons observé que, lorsque certains libérés arrivent à l'expiration de leur mesure de surveillance dont il bénéficie depuis près d'une dizaine d'années, ils ont mentionné avoir l'impression d'être projetés dans le vide, se retrouvant dépourvus de tout cadre du jour au lendemain. Plus précisément, ils se retrouvent dans un contexte où ils n'ont plus à satisfaire les exigences de leur intervenant, mais bien à faire preuve de conformisme pour leur propre bénéfice. Ils s'approprient alors à terminer leur mandat avec d'énormes attentes à leur égard, dont principalement celle de maintenir leurs acquis. L'expérience partagée des justiciables à l'étude illustre qu'au fil du temps, une «dépendance» envers l'accompagnement s'installe, plus spécialement envers l'ALC, et suscite ensuite maintes inquiétudes lorsque ce lien qui était uniquement professionnel

doit se rompre. Ils devront ainsi entamer leur vie seule en collectivité avec ce deuil à surmonter.

2.2 *Le piège des sentiments*

Tel que vu précédemment, il importe pour un ALC de trouver le juste équilibre entre l'aide et le contrôle. Dans une perspective plus sentimentale, cela réfère également à trouver l'équilibre entre la sympathie et la rigidité. Considérant le fait que le clinicien œuvre auprès d'une population vulnérable, mais également dangereuse, il peut arriver que l'émotion prenne le dessus. Demeurer objective est donc un constant défi rapporté par les ALC à l'étude.

Le premier danger relevé dans le cadre de notre stage est le dépassement de l'empathie. En relation d'aide, il peut parfois arriver qu'un cas plutôt «amoché» provoque davantage de compassion et donne peut-être l'envie d'en faire plus. Pendant nos mois d'apprentissage, nous avons été témoin d'ALC qui s'investissaient au-delà de leur rôle professionnel avec certains justiciables, que ce soit par exemple dans l'accompagnement dans des événements personnels hors des heures de travail, dans l'achat de biens ou de cadeaux avec leur propre argent personnel ou bien dans le maintien des liens après l'échéance du mandat qui les unissait. Ces conduites, souvent connues de l'employeur, semblent être tolérées. Tel que mentionné au sein de ce travail, le rôle d'ALC en est un particulier qui ne dispose pas de limites précises quant à la façon d'intervenir pour développer et maintenir une alliance de travail.

À l'inverse, le deuxième danger constaté se situe de l'autre côté de la médaille qui s'avère trop peu abordé et généralement moins dénoncé, soit l'attitude prenant une tangente plutôt intransigente et, à l'extrême, antipathique. Dans certains cas, il peut arriver qu'un libéré provoque des sentiments plutôt inconfortables chez l'intervenant en raison de son historique ou bien des infractions commises pouvant venir toucher des cordes sensibles. Le cas échéant, l'approche peut avoir, parfois inconsciemment, tendance à pencher davantage vers la sévérité et le contrôle, dépourvue d'écoute et d'empathie. Tel que vu dans la présente étude, ce climat n'est en aucun cas favorable au

développement d'une alliance de travail qui permettra d'atteindre les objectifs de réhabilitation et nuira systématiquement au suivi.

Enfin, savoir bien balancer son approche parmi les deux principaux rôles d'aide et de contrôle pour l'ALC s'arrime également avec la notion de crédibilité préalablement abordée, au sens où le justiciable aura plus tendance à considérer les interventions découlant d'une approche équilibrée que celles s'inscrivant aux deux extrêmes du continuum de l'aide et du contrôle.

3. Des techniques favorisant la mise en place d'une alliance

Dans une perspective où le professionnel arbore le rôle d'un agent de changement, son objectif premier demeure le développement d'une alliance de travail. Ceci passe avant tout par la mise en place d'un environnement qui maximisera l'apprentissage, qui favorisera la collaboration, qui offrira des possibilités d'engagement ainsi qu'une structure afin que ce travail soit optimisé (Bourgon et Guiterrez, 2013). Trotter (2006) a de son côté identifié deux techniques s'adressant à une population mandatée qui permettent un tel accomplissement, soit la clarification du rôle du professionnel et l'élaboration d'objectifs de collaboration. Ces techniques ont d'ailleurs été reprises au sein du modèle *Strategic Training Initiative in Community Supervision (STICS)*, lequel consiste à un programme de formation destiné à des agents de probation dans le but de réduire la récidive des contrevenants en appliquant le modèle RBR (Bonta et coll., 2010).

3.1 La clarification du rôle

D'abord, la clarification du rôle représente un moyen de construire un lien en identifiant bien les deux rôles du professionnel dès le début du processus de supervision, soit celui d'aide et de contrôle. En outre, Trotter (2006) a mis de l'avant qu'une discussion transparente doit avant tout avoir lieu en ce qui a trait aux limites de la confidentialité, à l'utilité et l'usage des informations recueillies et à qui elles seront partagées, à l'approche générale de l'intervenant, aux exigences organisationnelles ainsi qu'aux attentes du justiciable. Ceci permet dans un premier temps de bâtir un lien basé

sur l'ouverture, la transparence, l'honnêteté et la confiance, ce qui évite en quelque sorte les mauvaises surprises et le sentiment de trahison lorsqu'un incident se produit.

Le modèle *STICS* divise d'ailleurs cette technique en quatre étapes (Bonta et coll., 2010). Il conseille d'abord à l'intervenant de prendre un moment pour parler de lui, ses responsabilités ainsi que sa façon générale d'intervenir. Ensuite, il propose à l'agent de probation de questionner la personne supervisée sur sa vision du rôle d'un professionnel et de ce à quoi il s'attend tant positivement que négativement du suivi, ce qui permet au contrevenant de s'apercevoir que son opinion est considérée. Puis, il est recommandé à l'agent de probation en troisième lieu de demander au client de se décrire d'un point de vue de sa personnalité, son attitude, sa motivation et sa conduite, en d'autres mots de ce à quoi on peut s'attendre de lui. Enfin, la dernière étape de cette première technique est d'en arriver à un accord mutuel sur ce à quoi on peut s'attendre de l'agent et du justiciable dans le cadre de cette mesure de surveillance, soit une sorte de contrat entre les deux parties qui entamera ce processus de collaboration.

3.2 *L'élaboration d'objectifs de collaboration*

En ce qui a trait à l'élaboration d'objectifs de collaboration, Trotter (2006) a spécifié qu'il était important à ses yeux que le justiciable identifie lui-même les éléments qui lui sont problématiques, plutôt que ce soit l'agent qui les identifie à sa place. En effet, avant que tout travail soit entamé, l'auteur mentionne que le contrevenant doit juger qu'il s'agit d'un problème. Il propose ainsi à l'intervenant de demander au supervisé de lister ses problèmes en ordre d'importance, cette méthode englobant ainsi des éléments de collaboration et d'engagement, lesquels représentent des aspects clés de l'élaboration d'une alliance. Au sein du programme *STICS*, les agents ont comme directive d'obtenir une description générale des objectifs identifiés par le justiciable, d'ensuite approfondir la discussion sur chacun d'eux pour finalement recueillir l'accord des deux parties sur les objectifs finaux auxquels se consacreront le suivi (Bonta et coll., 2010).

De fait, l'incorporation de ces techniques misant sur le développement d'une alliance dès le début d'un suivi s'inscrit davantage dans le rôle aidant du professionnel, ce qui viendra par le fait même faciliter le contrôle et la supervision. Percevoir l'intervenant

comme un «agent de changement» permet dès lors de reconnaître que la relation entre les deux parties peut être renforcée et que la façon d'intervenir du professionnel est susceptible de favoriser la mise en place d'un climat optimal reposant sur la collaboration et l'engagement.

4. Recommandations

L'ensemble des aspects énumérés au sein de ce chapitre nous a permis d'amorcer des réflexions sur la pratique clinique qui ont donné lieu à quelques recommandations.

○ La nécessité du travail d'équipe

Un des principaux constats émergeant du discours des participants ainsi que de notre expérience de stage est l'importance du travail d'équipe. En effet, le rôle d'ALC comporte plusieurs responsabilités d'envergure, dont la gestion de condamnés en collectivité qui sont jugés représenter un haut risque de récidive. L'ensemble des décisions est ainsi tenu d'être réfléchi et ne devrait jamais reposer sur une seule personne, ce qui explique entre autres que chaque ALC est sous la responsabilité d'un supérieur immédiat (RALC) qui entérine chaque démarche au dossier. Ce responsable permet également de s'assurer de l'objectivité des interventions de l'ALC et s'assure ainsi du juste équilibre entre l'aide et le contrôle. Par ailleurs, l'importance de consulter tous les intervenants gravitant autour des justiciables avant de se prononcer a par ailleurs été soulignée.

Ainsi, considérant les particularités du rôle de l'ALC qui se distingue de toute autre profession ainsi que du contexte de travail pouvant parfois sembler aliénant pour les professionnels, la présence d'un accompagnement paraît nécessaire, et ce, afin de permettre notamment de ventiler ses soucis et d'éviter l'isolement des intervenants.

○ Des besoins au niveau de la formation

Dans un premier temps, il en est ressorti des entretiens conduits auprès des ALC que l'alliance de travail est un concept qui n'est pas abordé lors de la formation des nouveaux employés au SCC. En effet, les deux rôles sont soulignés, mais l'insistance primerait

davantage sur la gestion du risque et sur l'importance de s'assurer du respect des conditions libératoires plutôt que sur l'aide qui doit être apportée. Ceci expliquerait en partie le fait que les nouveaux employés semblent plutôt prioriser la sévérité selon les participants à l'étude, ce qui n'aide pas à mettre en place un climat propice à toute intervention.

Considérant les bénéfices identifiés à la présence d'une alliance de travail au sein de toute mesure de surveillance, nous en arrivons à la conclusion qu'il serait avantageux pour le SCC de former ses nouveaux employés à ce propos. En effet, tel que soulevé par une participante à l'étude, *c'est en aidant qu'on gère le risque*. Selon elle, les nouveaux employés arrivent telle une éponge et tenteraient d'intervenir au mieux de leurs capacités, sans ligne directrice précise. Tout intervenant travaillant auprès de personnes contrevenantes devrait ainsi être informé, avant son entrée en fonction, des habiletés qui aident à la création d'un lien soulevées dans le présent travail et dans la littérature, telles que la communication, l'empathie, l'absence de jugement et le regard positif sur l'autre, en plus d'être conscient des attitudes qui nuisent à la collaboration, comme la rigidité, le manque d'écoute et l'inaccessibilité.

- *Savoir préparer la fin*

Enfin, il appert qu'une préparation en amont à la fin d'une mesure de surveillance de longue durée s'avérerait bénéfique dans le but d'apaiser l'anxiété associée à la perte de l'encadrement chez certains justiciables. L'ensemble des données colligées nous amène à supposer qu'une telle démarche devrait être entamée jusqu'à deux ans avant la fin de la mesure auprès de ceux qui affichent de nombreux besoins.

En ce sens, il importe que l'ALC soit en mesure de bien adapter ses interventions selon le type de personnalité des libérés sous leur surveillance tout au long du suivi, et ce, pour éviter par exemple de trop prendre en charge les individus plus institutionnalisés ou carencés afin qu'ils puissent développer leur autonomie en collectivité sans penser que leur univers tourne autour de l'ALC.

CONCLUSION

En définitive, les données recueillies ont permis de démontrer que, dans le cadre d'un suivi de longue durée, l'alliance de travail représente un élément clé permettant à l'agent de libération conditionnelle de remplir ses deux rôles, à la fois de réinsertion sociale et de protection de la société. Cette collaboration permet également à l'intervenant de faire équipe avec la personne supervisée afin qu'ils déterminent ensemble des objectifs réalistes ainsi que les moyens pour y arriver, et ce, dans le but ultime d'adopter un mode de vie exempt de criminalité. Pour ce faire, nous avons constaté que l'intervenant doit être attentif aux diverses caractéristiques du justiciable pour mieux adapter ses interventions en fonction de la réceptivité de ce dernier et ainsi

but créer un climat propice à la collaboration. Quant aux libérés, il importe qu'ils aient l'impression d'exercer un rôle actif dans l'équation et qu'ils sentent que leur opinion est prise en compte.

De surcroît, ce rapport de stage a permis de mettre en lumière l'effet bénéfique de la longue durée de certaines mesures de surveillance qui ont, avant tout, été mises sur pieds dans une optique de contrôle et de protection de la société. Il en ressort effectivement que les condamnés qui bénéficient de cette coercition présentent plusieurs besoins et qu'un tel cadre les oblige à se mobiliser au quotidien, acquérant ainsi de plus en plus de stabilité qu'ils tenteront de maintenir tout au long du suivi. Les échanges avec les participants ont également mis de l'avant les effets pernicioeux d'un suivi aussi serré qui, dans certains cas, vient créer une sorte de dépendance envers l'ALC et l'encadrement, en plus de l'implication émotive découlant d'une telle proximité. Certes, nous sommes consciente que ces affirmations reposent sur notre expérience de stage et sur le discours des participants à l'étude, il est donc possible qu'elles ne puissent se généraliser à tous les libérés disposant d'une mesure de surveillance de longue durée. Les recommandations évoquées précédemment s'avèrent pertinentes et profitables à l'égard de certains profils de justiciables, mais ne sont pas systématiques.

Enfin, nous réitérons le fait que le concept d'alliance de travail aurait tout intérêt à être intégré à la pratique des ALC en collectivité, car à l'heure actuelle, il appert que les professionnels ne constatent l'importance du lien qu'au fil de leurs années de pratique, et ce, après avoir pour certains connu des expériences négatives. En effet, contrairement aux mesures de contrôle, le mandat de relation d'aide de l'ALC semble plutôt être laissé à la discrétion de chacun des cliniciens, sans ligne directrice précise, et ce, malgré le fait que ceux-ci interviennent auprès d'une population aux multiples problématiques qui ont certainement besoin d'une aide particulière.

RÉFÉRENCES

- Ackerman, S. J., & Hilsenroth, M. J. (2001). A review of therapist characteristics and techniques negatively impacting the therapeutic alliance. *Psychotherapy: Theory, Research, Practice, Training*, 38(2), 171-185
- Ackerman, S. J., & Hilsenroth, M. J. (2003). A review of therapist characteristics and techniques positively impacting the therapeutic alliance. *Clinical Psychology Review*, 23(1), 1-33.
- Andrews, D.A., Bonta, J., & Hoge, R.D. (1990). Classification for effective rehabilitation: Rediscovering psychology. *Criminal Justice and Behavior*, 17(1), 19-52.
- Andrews, D.A., & Bonta, J. (2010). *The psychology of criminal conduct (5th Ed.)*. Cincinnati, Ohio: Anderson.
- Andrews, D.A., & Dowden, C. (2004). The importance of staff practice in delivering effective correctional treatment: A meta-analytic review of core correctional practice. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 48(2), 203-213.
- Andrews, D.A., & Dowden, C. (2006). Risk principle of case classification in correctional treatment: A meta-analytic investigation. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 50, 88-100.
- Andrews, D.A., & Kiessling, J.J. (1980). Program structure and effective correctional practice: A summary of CaVic research. Dans Ross, R., & Gendreau, P. (Eds), *Effective correctional treatment*, Toronto, Ontario: Butterworths, 439-463.
- Ardito, R.B., & Rabellino, D. (2011). Therapeutic alliance and outcome of psychotherapy: Historical excursus, measurements, and prospects for research. *Frontiers in Psychology*, 2(270), 1-11.
- Baker, D. E. (1991). The relationship of the supervisory working alliance to supervisor and supervisee narcissism, gender and theoretical orientation. *Dissertation Abstracts International*, 51 (7-B), 148p.
- Baribeau, C. & Royer, C. (2012). L'entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation. *Revue des sciences de l'éducation*, 38(1), 23-45.

Baxter, P., & Jack, S. (2008). Qualitative case study methodology : Study design and implementation for novice researchers. *The Qualitative report*, 13(4), 544-559

Beck, U. (1992). *Risk society : Towards a new modernity*. Londres : Sage.

Bensimon P. (2016). Un phénomène tabou en milieu carcéral : l'hybristophilie ou les relations amoureuses entre détenus et membres du personnel. *Délinquance, justice et autres questions de société*

Blaine, B., & Crocker, J. (1993). Self-esteem and self-serving biases in reaction to positive and negative events: An integrative review. In R. F. Baumeister (Ed.), *Self-esteem: The puzzle of low self regard* (pp. 55-85). New York: Plenum 133

Blasko, B.L, Friedmann, P.D., & Rhodes, A.G. (2015). The parolee-parole officer relationship as a mediator of criminal justice outcomes. *Criminal justice and behavior*, 42(7).

Bonta, J. (1996). Risk-needs assessment and treatment. In A. T. Harland (Ed.), *Choosing correctional options that work: Defining the demand and evaluating the supply* (pp. 18-32). Thousand Oaks, CA, US: Sage Publications, Inc

Bonta, J., Rugge, t., Scott, T.L., Bourgon, G., & Yessine, A.K. (2008). Exploring the black box of community supervision. *Journal of Offender Rehabilitation*, 47(3), 248-270.

Bonta, J., Bourgon, G., Rugge, T., Scott, T.L., Yessine, A.K., Gutierrez, L., & Li, J. (2010). The strategic training initiative in community supervision: Risk-need-responsivity in the real world 2010-01. *Ottawa: Public Safety Canada*.

Bordin, E.S. (1975). *The working alliance: Basis for a general theory of psychotherapy*. Paper presented at the Society for Psychotherapy Research, Washington, DC.

Bordin, E. S. (1979). The generalizability of the psychoanalytic concept of the working alliance. *Psychotherapy: Theory, Research & Practice*, 16(3), 252-260.

Bordin, E.S. (1980). Of human bonds that bind or free. Paper presented at the Society for Psychotherapy Research, Pacific Grove, CA.

Bordin, E.S. (1989). *Building therapeutic alliances: The base for integration*. Paper presented at the Society for Psychotherapy Research, Berkley, CA.

Bordin, E.S. (1994). Theory and research on the therapeutic working alliance: New directions. Dans Horvath, A.O., & Greenberg, L.S. (Eds.), *The working alliance: Theory, research, and practice*. New-York: Wiley, 13-37.

Bourgon G., Guitierrez L. (2013) The Importance of Building Good Relationships in Community Corrections: Evidence, Theory and Practice of the Therapeutic Alliance. In: Ugwudike P., Raynor P. (eds) *What Works in Offender Compliance*. Palgrave Macmillan, London.

Brown, P. D., & O'Leary, K. D. (2000). Therapeutic alliance: Predicting continuance and success in group treatment for spouse abuse. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 68(2), 340-345.

Bullock, G.L., MacFarlane, R.D., & McLaughlin, J.J. (1986) Quantitative and qualitative studies of gut flora in striped bass from estuarine and coastal marine environments, *Journal of Wildlife Diseases*, 22(3), 344-348.

Burnett, R., Baker, K. & Roberts, C. (2007). Assessment, Supervision and Intervention: Fundamental Practice in Probation. In L. Gelsthorpe & R. Morgan (Eds.), *Handbook of Probation*. (210-247). Cambridge : Willan Publishing.

Canada (1992). *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Ottawa : Département de Justice, Gouvernement du Canada.

Cecero, J.J., Dewolf, A., & Serin, R. (2001). Effectively training community supervision officers: A meta-analytic review of the impact on offender outcome. *Criminal Justice and Behavior*, 42(10).

Chadwick, N., Dewolf, A., & Serin, R. (2015). Effectively training community supervision officers: A meta-analytic review of the impact on offender outcome. *Criminal justice and behavior*, 42(10), 977-989.

Cloitre, M., Chase Stovall-McClough, K., Miranda, R., & Chemtob, C.M. (2004). Therapeutic alliance, negative mood regulation, and treatment outcome in child abuse-related posttraumatic stress disorder. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 72(3), 411-416.

Combessie, J.C. (2007). *L'entretien semi-directif*. La méthode en sociologie. La découverte, 5^e ed, 128 p.

Connolly Gibbons, M. B., Crits-Christoph, P., de la Cruz, C., Barber, J. P., Siqueland, L.,

Gladis, M. (2003). Pretreatment expectations, interpersonal functioning, and symptoms in the prediction of the therapeutic alliance across supportive-expressive psychotherapy and cognitive therapy. *Psychotherapy Research*, 13(1), 59-76.

Connors, G. J., Carroll, K. M., DiClemente, C. C., Longabaugh, R., & Donovan, D. M. (1997). The therapeutic alliance and its relationship to alcoholism treatment participation and outcome. *Journal of Consulting and Clinical Psychology; Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 65(4), 588-598.

Constantino, M. J., Arnow, B. A., Blasey, C., & Agras, W. S. (2005). The association between patient characteristics and the therapeutic alliance in cognitive-behavioral and interpersonal therapy for bulimia nervosa. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 73(2), 203-211.

Cummings, A. L., Martin, J., Hallberg, E., & Slemon, A. (1992). Memory for therapeutic events, session effectiveness, and working alliance in short-term counseling. *Journal of Counseling Psychology*, 39(3), 306-312.

Dahle, K. P. (1997). Therapy motivation in prisons: towards a specific construct for the motivation to enter psychotherapy for prison inmates. In S. Redondo, V. Garrido, J. Perez and R. Barberet (Eds.), *Advances in Psychology and Law: International Contributions* (pp. 431-441). Berlin: Walter de Gruyter.

De Sardan J.P.O. (1995), *La politique du terrain*, Enquête, 1 : 71-109.

Dowden, C., & Andrews, D. A. (2004). The importance of staff practice in delivering effective correctional treatment: A meta-analytic review of core correctional practice. *International Journal of Offender Therapy and comparative criminology*, 48(2), 203-214.

Dunkle, J. H., & Friedlander, M. L. (1996). Contribution of therapist experience and personal characteristics to the working alliance. *Journal of counseling psychology*, 43(4), 456-460.

Durnescu, I. (2010). Introduction: Lessons learnt from two continents. Dans Martine Herzog-Evans (Ed). *Transnational Criminology Manual*. Nijmegen: Netherland, Wolf Legal Publishers. Vol. 3, p. 679-683.

F-Dufour, I. (2013). *Réalisme critique et désistement du crime chez les sursitaires québécois: Appréhension des facteurs structurels, institutionnels et identitaires*. (Thèse de doctorat inédite). Université Laval.

- Fallery, B. & Rodhain, F. (2007) Quatre approches pour l'analyse de données textuelles: lexicale, linguistique, cognitive, thématique.. *XVI ème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique AIMS*, Montréal, Canada. AIMS, pp 1-16.
- Feeley, M., & Simon, J. (1992). The New Penology : Notes on the Emerging Strategy of Corrections and its Implications. *Criminology*, 30(4), 449-474.
- Florsheim, P., Shotorbani, S., Guest-Warnick, G., Barrat, T., & Hwang, W.C. (2000). Role of the working alliance in the treatment of delinquent boys in community-based programs. *Journal of clinical child psychology*, 29(1), 94-107.
- Flückiger, C., Del Re, A.C., Wampold, B.E., Symonds, D., & Horvath, A.O. (2012). How central is the alliance in psychotherapy? A multilevel longitudinal meta-analysis. *Journal of Counseling Psychology*, 59(1), 10-17.
- Gauthier, B. (2003). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Presses de l'Université du Québec.
- Geiran, V. (2011). Defining What We Do: The Meaning of 'Supervision' in Probation. In O'Neill, G. & Vella, S. (eds.), *Irish Probation Journal*, 8, 6-27.
- Gendreau P., Cullen, F. & Bonta, J. (1998). Intensive Rehabilitation Supervision: The Next Generation in Community Corrections? *Federal Probation*, 58, 72-78.
- Gottfredson, M.R., & Hirschi, T. (1990). *A general theory of crime*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Greenson, R.R. (1965). The working alliance and the transference neuroses. *Psychoanalysis Quarterly*, 34, 155-181.
- Griffiths, C.T. (2009). *Canadian corrections*. 3rd Ed. Toronto: Nelson Education, 405 p.
- Gunderson , J. G. , & Links , P. S. (2008) . *Borderline personality disorder - a clinical guide*. Washington , DC : American Psychiatric Press.
- Harcourt, B.E. (2011). Surveiller et punir à l'âge actuariel: Généalogie et critique. *Déviance et société*, 35(1), 5-33.
- Harris, A., Taylor, K., Brown, S., & Booth, L. (2014). *Therapeutic alliance and offender-staff relations in women's corrections* (Research Report No. R-305). Ottawa, ON: Correctional Service of Canada.

Hatcher, R.L., Barends, A., Hansell, J., et Gutfreund, M.J. (1995). Patient's and therapist's shared and unique views of the therapeutic alliance: An investigation using confirmatory factor analysis in a nested design. *Psychoanalysis Quarterly*, 63, 636-643.

Hersoug, A. G., Hoglend, P., Monsen, J. T., & Havik, O. E. (2001). Quality of working alliance in psychotherapy: Therapist variables and patient/therapist similarity as predictors. *Journal of Psychotherapy Practice and Research*, 10(4), 205-216.

Hiller, M. L., Knight, K., Leukefeld, C., & Simpson, D. D. (2002). Motivation as a predictor of therapeutic engagement in mandated residential substance abuse treatment. *Criminal Justice and Behavior*, 29(1), 56–75.

Hodge, J.E. and Renwick, S.J. (2002), *Motivating mentally disordered offenders*, in McMurran, M. (Ed.), *Motivating Offenders to Change: A Guide to Enhancing Engagement in Therapy*, Wiley, Chichester.

Horvath, A.O., et Symonds, B.D. (1991). Relation between working alliance and outcome in psychotherapy: A meta-analysis. *Journal of counseling psychology*, 38(2), 139-149.

Horvath, A.O. (2000). The therapeutic relationship: From transference to alliance. *Journal of Clinical Psychology*, 56(2), 163-173.

Horvath, A.O., Del Re, A., Flückiger, C., & Symonds, D.B. (2011). Alliance in individual psychotherapy. Dans Norcross, J.C. (Ed.), *Psychotherapy relationships that work* (2nd ed.), New-York: Oxford University Press.

Howgego, I. M., Yellowlees, P., Owen, C., Meldrum, L., & Dark, F. (2003). The therapeutic alliance: the key to effective patient outcome? A descriptive review of the evidence in community mental health case management. *Australian and New Zealand Journal of Psychiatry*, 37(2), 169-183

Jendly, M. (2012). Performance, transparence et accountability: une équation (dé)responsabilisante des professionnels exerçant en prison? *Déviance et société*, 36(3), 243-262.

Kennealy, P. J., Skeem, J. L., Manchak, S. M., & Eno Louden, J. (2012). Firm, fair, and caring officer-offender relationships protect against supervision failure. *Law and Human Behavior*, 36(6), 496-505.

Kivlighan, D. M., Jr., & Arthur, E. G. (2000). Convergence in client and counselor recall

of important session events. *Journal of Counseling Psychology*, 47(1), 79-84.

Kivlighan, D. M., & Shaughnessy, P. (1995). Analysis of the development of the working alliance using hierarchical linear modeling. *Journal of Counseling Psychology*, 42(3), 338-349.

Klockars, C. (1972). A theory of probation supervision. *Journal of Criminal Law, Criminology, and Police Science*, 63(4), 550-557.

Kozar, C. J., & Day, A. (2012). The therapeutic alliance in offending behavior programs: A necessary and sufficient condition for change?. *Aggression and Violent Behavior*, 17(5), 482-487.

Lambert, M. J., & Barley, D. E. (2001). Research summary on the therapeutic relationship and psychotherapy outcome. *Psychotherapy: Theory, Research, Practice, Training*, 38, 357-361.

Landreville, P. (2001). La notion de risque dans la gestion pénale. *Criminologie*, 34 (1), 3-8.

Landreville, P., & Trottier, G. (2001). La notion de risque dans la gestion pénale. *Criminologie*, 34(1), 3-8.

Landreville, P. (1987). Surveiller et prévenir. L'assignation à domicile sous surveillance électronique. *Déviance et société*, 11(3), 251-269.

Landreville, P. (2007). Grandeurs et misères de la politique pénale au Canada : du réformisme au populisme. *Criminologie*, 40(2), 19-51.

Levenson, J., Letourneau, E., Armstrong, K. et Zgoba, K.M. (2010) Failure to register as a sex offender: Is it associated with recidivism ? *Justice Quarterly*, vol. 27(3), p.1-27.

Lingiardi, V., Filipucci, L., & Baiocco, R. (2005). Therapeutic alliance evaluation in personality disorders psychotherapy. *Psychotherapy Research*, 15, 45-53.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, Délinquants présentant un risque élevé de récidive, 1997, C-17.

Luborsky, L. (1976). Helping alliances in psychotherapy. Dans Cleghorn, J.L. (Ed.), *Successful psychotherapy*. New-York: Brunner/Mazel, 92-166.

Luborsky, L., Rosenthal, R., Diguier, L., Andrusyna, T.P., Berman, J.S., & Levitt, J.L. (2002). The dodo bird verdict is alive and well-mostly. *Clinical Psychology: Science and Practice*, 9(1), 2-12.

McMurran, M. (2002), *Motivating Offenders to Change: A Guide to Enhancing Engagement in Therapy*, Wiley, Chichester.

McNeill, F. (2001). Developing effectiveness: frontline perspectives. *Social work education*, 20(6), 671-687.

Marmar, C. R., Weiss, D. S., & Gaston, L. (1989). Toward the validation of the California Therapeutic Alliance Rating System. *Psychological Assessment*, 1, 465-2

Martin, D.J., Garske, J.P., et Davis, M.K. (2000). Relation of the therapeutic alliance with outcome and other variables: a meta-analytic review. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 68(3), 438-450.

Miles, M. B., & Huberman, M. A. (2003). *Analyse des données qualitatives*. (2^eéd.). Paris : De Boeck.

Mucchielli, A. (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Colin, 275p.

Mucchielli, A. (2006). Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives. Conférence au Colloque international « recherche qualitative : Bilan et prospective ». Paris : Béziers, 27-29 juin 2006.

Murphy, C. M., & Baxter, V. A. (1997). Motivating batterers to change in the treatment context. *Journal of Interpersonal Violence*, 12(4), 607-619.

Norcross, J. C., et Lambert, M. J. (2011). Evidence-based therapy relationships. In Norcross, J. C. (Ed.) *Psychotherapy relationships that work: Evidence-based responsiveness, Second edition* (pp. 3-21). New York: Oxford University Press, Inc.

Paillé, P. et Mucchielli, A. (2003). L'analyse thématique, dans Paillé, P. ; Mucchielli, A. (Eds.), *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. (123-145), Paris : Armand Colin.

Paparozzi, M. A., & Gendreau, P. (2005). An intensive supervision program that worked: Service delivery, professional orientation, and organizational supportiveness. *The Prison Journal*, 85(4), 445-466.

Pepinsky, H. B., & Karst, T. (1964). Convergence: A phenomenon in counseling and in psychotherapy. *American Psychologist*, 19(5), 333-338.

Piper, W.E., Boroto, D.R., Joyce, A.S., McCallum, M., & Azim, H.F. (1995). Pattern of alliance and outcome in short-term individual psychotherapy. *Psychotherapy: Theory, Research, Practice, Training*, 32(4), 639-647.

Polaschek, D. L., & Ross, E. C. (2010). Do early therapeutic alliance, motivation, and stages of change predict therapy change for high-risk, psychopathic violent prisoners?. *Criminal Behaviour and Mental Health*, 20(2), 100-111.

Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif: considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques dans Poupart, J-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, A.P. (dirs) *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. (173-209). Montréal : Gaëtan Morin.

Poupart, J. (2004). *Au-delà du système pénal: l'intégration sociale et professionnelle de groupes judiciairisés et marginalisés*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.

Quirion, B. (2006). Traiter les délinquants ou contrôler les conduites: le dispositif thérapeutique à l'ère de la nouvelle pénologie. *Criminologie*, 36(2), 137-164.

Quirion, B., Jendly, M., et Vacheret, M. (2012). Introduction : Le système pénal et la (dé)responsabilisation des acteurs. *Déviance et société*, 36 (3), 235-241.

Randau S. G., Wampold B. E. (1991). Relationship of power and involvement to working alliance: a multiple-case sequential-analysis of brief therapy. *Journal of Counselling Psychology*, 38(2), 107-114.

Raue, P.J., Goldfried, M.R., & Barkham, M. (1997). The therapeutic alliance in psychodynamic-interpersonal and cognitive-behavioral therapy. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 65(4), 582-587.

Rex, S. (1999). Desistance from offending: experiences of probation. *Howard Journal*, 38, 366-383.

Rogers, C. R. (1957). The necessary and sufficient conditions of therapeutic personality change. *Journal of Consulting Psychology*, 22, 95-103.

Romelaer, P. (2005). *L'entretien de recherche*. Management des ressources humaines. De Boeck Supérieur, 440 p.

Ross, E. C., Polaschek, D. L., & Ward, T. (2008). The therapeutic alliance: A theoretical revision for offender rehabilitation. *Aggression and violent behavior, 13*(6), 462-480.

Rousseau, C. (2015). Vivre avec un statut «dangereux» : l'expérience pénale d'hommes déclarés «délinquants dangereux» ou «délinquants à contrôler» (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal.

Saldana, J. (2009). *The coding manual for qualitative researchers*. SAGE. 368 p. SCC (2010). *Le mandat, la mission et les priorités du Service correctionnel du Canada*. www.csc-scc.gc.ca/text/pblct/sb-go/pdf/2-fra.pdf Page consultée le 15 avril 2018

SCC (2012). *Agent/Agente de libération conditionnelle* www.csc-scc.gc.ca/liberation-conditionnelle/002007-0001-fra.shtml Page consultée le 15 avril 2018

SCC (2012). *Énoncé des valeurs du SCC*. www.csc-scc.gc.ca/a-notre-sujet/006-0026-fra.shtml Page consultée le 15 avril 2018

SCC (2017). *Statistiques du SCC-Faits et chiffres clés*. www.csc-scc.gc.ca/publications/005007-3024-fra.shtml Page consultée le 2 mars 2018

Skeem, J. L., Louden, J. E., Polaschek, D., & Camp, J. (2007). Assessing relationship quality in mandated community treatment: blending care with control. *Psychological Assessment, 19*(4), 397-410. doi:10.1037/1040-3590.19.4.397

Smith, M.L., & Glass, G.V. (1977). Meta-analysis of psychotherapy outcome studies. *American psychologist, 32*(9), 752-760.

Stiles, W.B., Shapiro, D.A., & Elliott, R. (1986). Are all psychotherapies equivalent ? *American psychologist, 41*(2), 165-180.

Strauss, J.L., Hayes, A.M., Johnson, S.L., Newman, C.F., Brown, G.K., Barber, J.P., & Beck, A.T. (2006). Early alliance, alliance ruptures and symptom change in a nonrandomized trial of cognitive therapy for avoidant and obsessive-compulsive personality disorders. *Journal of Consulting and Clinical Psychology, 74*(2), 337-345.

Taft, C. T., Murphy, C. M., King, D. W., Musser, P. H., & DeDeyn, J. M. (2003). Process and treatment adherence factors in group cognitive-behavioral therapy for partner violent men. *Journal of Consulting and Clinical Psychology, 71*(4), 812-820.

Tatman, A.W., & Love, K.M. (2010). An offender version of the working alliance inventory-short revised. *Journal of Offender Rehabilitation, 49*(3), 165-179.

- Taxman, F.S. (2008). To be or not to be: Community supervision déjà vu. *Journal of Offender Rehabilitation*, 47(3), 209-219.
- Taxman, F.S., & Ainsworth, S. (2009). Correctional Milieu: The Key to Quality Outcomes. *Victims & Offenders*, 4(4), 334-340.
- Taxman, F.S., & Caudy, M.S. (2015). Empirical assessment of the complexity of criminogenic needs to inform correctional programming. *Criminology & Public Policy*, 14(1).
- Thomas, G. (2011). A typology for the case study in social science following a review of definition, discourse, and structure. *Qualitative Inquiry*, 17(6).
- Trotter C. (1999). *Working with Involuntary Clients*. Sydney: Allen and Unwin.
- Trotter, C. (2001). What Makes Workers Effective? In D. Andrews et al., Sustaining effectiveness in Working with Offenders. Cardiff: Cognitive Centre Foundation.
- Trotter, C. (2006). *Working with Involuntary Clients: A Guide to Practice*. Thousand Oaks, CA: Sage.
- Tryon, G.S., Blackwell, S.C., & Hammel, E.F. (2008). The magnitude of client and therapist working alliance ratings. *Psychotherapy: Theory, Research, Practice, Training*, 45(4), 546-551.
- Turner, S., Braithwaite, H., Tatar, J., Omori, M., & Kearney, L. (2011). The impact of the California Parole Supervision and Reintegration Model (CPSRM) pilot implementation on parole agent attitudes. Center for Evidence Based Corrections, University of California
- Tyler, T. R., & Huo, Y. J. (2002). Trust in the law: Encouraging public cooperation with the police and courts. New York, NY: Russell Sage Foundation.
- Vacheret, M. (2005). Gestion de la peine privative de liberté : regards sur la mise en œuvre concrète d'un modèle rationnel. *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 3, 259-280.
- Vacheret, M., & Cousineau, M-M. (2005). L'évaluation du risque de récidive a sein du système correctionnel canadien : regards sur les limites d'un système. *Déviance et société*, 29, 379-397.

Vacheret, M. (2007). Scientificité, technicisation et mécanisation, la déresponsabilisation des agents pénaux. *Colloque Centre International de Criminologie Comparée*, 165-175.

Watson, R., Thomas, S., & Daffern, M. (2015). The impact of interpersonal style on ruptures and repairs in the therapeutic alliance between offenders and therapists in sex offender treatment. *Criminology & Penology*.

Williams, D. J. (2004) Sexual offenders' perceptions of correctional therapy: what can we learn? *Sexual Addiction and Compulsivity*, 11(3), 145–62.

Wincup, E. (2017). Researching women awaiting trial : dilemmas of feminist ethnography. *Qualitative Research in Criminology*, 18 p.

Yin, R. K. (2003). Case study research: Design and methods(3rd ed.). Thousand Oaks, CA: Sage.

Zetzel, E.R. (1956). Current concepts of transference. *International Journal of Psychoanalysis*, 37, 369-376.